

# LE BULLETIN DE DOCTRINE & D'INSTRUCTION DE L'ARMÉE DE TERRE

**Le journal professionnel de l'Armée de terre du Canada**

---

**LA GUERRE DE MANOEUVRE ET LE COMMANDEMENT DEPUIS L'AVANT**

*Le colonel Walter Semianiw, CD*

---

**LA SORCIÈRE ET LE BÛCHER :  
PLAIDOYER EN FAVEUR DES UNITÉS D'INTERVENTION SPÉCIALES**

*Le lieutenant-colonel Bernd Horn, CD*

---

**LES OPÉRATIONS EN PROFONDEUR :  
LA CLÉ DU SUCCÈS**

*Le capitaine Mike Johnstone, CD*

---

**L'INCORPORATION DES OBSTACLES DURANT  
LES OPÉRATIONS INTERARMES**

*Le major Ken McKay, CD*

---

**LA DOCTRINE ET L'ARMÉE DE TERRE DU CANADA  
LA SÉDUCTION EXERCÉE PAR LE DOGME ÉTRANGER :  
ESSAYONS D'AFFRONTER NOTRE RÉALITÉ**

*Le lieutenant-colonel Roman J. Jarymowycz, CD*

---

**LE GÉNÉRAL SIR ARTHUR WILLIAM CURRIE :  
UN GÉNIE TACTIQUE NATUREL**

*Le capitaine Roger R. Barrett*

**Publication  
trimestrielle**



**Défense**    **National**  
**nationale**   **Defence**

**Vol. 2, no. 3,  
août 99**

---

# LE BULLETIN DE DOCTRINE ET D'INSTRUCTION DE L'ARMÉE DE TERRE

## LE JOURNAL PROFESSIONNEL DE L'ARMÉE DE TERRE DU CANADA



Ce Bulletin est une publication officielle qui paraît chaque année en février, mai, août et novembre. Tous les articles qui y sont publiés demeurent la propriété du ministère de la Défense nationale et peuvent être reproduits sur autorisation écrite du rédacteur en chef. Les opinions exprimées dans ce Bulletin n'engagent que l'auteur concerné. Elles ne représentent pas une politique officielle et elles ne confèrent à personne l'autorité d'agir dans quelque domaine que ce soit.

Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre est un journal interne de l'Armée de terre qui a pour objet de diffuser de l'information et de susciter des échanges sur les idées et concepts de doctrine et d'instruction à l'intention de tous les membres de l'Armée de terre ainsi que des civils intéressés. Nous acceptons les articles portant sur des sujets connexes, tels que le leadership, l'éthique, la technologie et l'histoire militaire canadienne. Les sujets de débat réfléchis et bien exprimés sont essentiels à la santé intellectuelle de l'Armée de terre et à la production de documents de doctrine et de politiques d'instruction valables. Les articles qui favorisent la réflexion ou la discussion sont donc les bienvenus. Les militaires de tous grades sont invités à soumettre leurs écrits.

### PRÉSENTATION DES ARTICLES

Les articles de toute longueur, idéalement entre 2 000 et 4 000 mots, pourront faire l'objet d'une publication. Les articles peuvent être soumis dans l'une ou l'autre des deux langues officielles. L'usage et l'orthographe des mots devront être conformes aux dispositions des manuels suivants : *The Canadian Style: A Guide to Writing and Editing* (Travaux publics et Services gouvernementaux du Canada, 1997), *Le guide du rédacteur*, Bureau de la traduction (TPSGC, 1996) qui sont tous les deux disponibles sur <http://www.pwgsc.gc.ca/termium> ainsi qu'en bibliothèque et en librairie, et *The Concise Oxford Dictionary of Current English* ou le *Petit Robert*. Les auteurs peuvent soumettre leurs articles par courrier électronique ou par courrier postal (avec copie sur disquette) et ils doivent inclure les photographies, tableaux et graphiques pertinents, sans oublier les notes de fin de document ou la bibliographie. Les collaborateurs devraient en outre inclure une brève notice biographique énonçant leurs titres de scolarité, leur cheminement militaire, les cours dignes de mention qu'ils ont suivis et le poste qu'ils occupent actuellement. Les articles seront revus par un comité de rédaction composé des membres suivants : le commandant de la 1<sup>re</sup> Division du Canada, le commandant du Collège de commandement et d'état-major de la Force terrestre canadienne, le Directeur de la doctrine de l'Armée de terre, le Directeur de l'instruction de l'Armée de terre, le Directeur des Concepts stratégiques (Opérations terrestres), l'adjudant-chef de la Direction de l'instruction de l'Armée de terre et le rédacteur en chef. Les collaborateurs seront informés par ce dernier de l'étape où en est leur article dans le processus décisionnel.

### DATES DE TOMBÉE

Voici les dates de tombée pour chacun des numéros :

N° de février : avant le 15 septembre

N° de mai : avant le 15 décembre

N° d'août : avant le 31 mars

N° de novembre : avant le 30 juin

### AUTRES ARTICLES

Les articles pour la « Tribune libre » ne devraient pas dépasser 1 000 mots. Vos contributions peuvent être soumises en tout temps et seront publiées le plus rapidement possible. Les commentaires sur un article devraient être soumis le plus tôt possible après sa publication.

### DIFFUSION

Le Bulletin est diffusé à tous les quartiers généraux, écoles et unités de l'Armée de terre ainsi qu'à certains éléments du QGDN, du Commandement maritime, du Commandement aérien, du SREIFC et de l'OSID. Des exemplaires sont également acheminés à des organismes liés à la défense, à des armées alliées et à certains membres choisis du grand public et du milieu universitaire. Pour obtenir des exemplaires à titre personnel, prière de s'adresser au rédacteur en chef.

### CORRESPONDANCE

Tous les articles ou commentaires doivent être envoyés au rédacteur en chef, le capitaine John R. Grodzinski, à l'adresse suivante :

Le rédacteur en chef

Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre du Canada

Le Système de la doctrine et de l'instruction de la Force terrestre  
CP 17 000 Succ des Forces  
Kingston ON K7K 7B4

Tél : 613-541-5010, poste 4874

Fax : 613-541-4478

Célec Internet : non disponible



## TABLES DES MATIÈRES

### COLLABORATION SPÉCIALE

LA VIE APRÈS L'AN 2000 — LA TECHNOLOGIE ET L'ARMÉE DE TERRE ..... 1

### MOT DU RÉDACTEUR EN CHEF

SUJETS POUR DES ARTICLES ET OPINIONS # I ..... 4

### LA LISTE DE LIVRES RECOMMANDÉS POUR

LES PROFESSIONNELS DE L'ARMÉE DE TERRE ..... 6

LE SYSTÈME DE LA DOCTRINE ET DE L'INSTRUCTION DE LA FORCE TERRESTRE ..... 7

### DE LA DIRECTION DE LA DOCTRINE DE L'ARMÉE DE TERRE

#### MISE EN APPLICATION DES INSTRUCTIONS PERMANENTES D'OPÉRATION

NORMALISÉES DE FORMATION ET D'UNITÉ POUR L'ARMÉE DE TERRE ..... 10

### DE LA DIRECTION DE LA DOCTRINE DE L'ARMÉE DE TERRE

PUISSANCE DE FEU : INTRODUCTION AU NOUVEAU MANUEL ..... 12

### DE LA DIRECTION DE L'INSTRUCTION DE L'ARMÉE DE TERRE

#### L'APPRENTISSAGE PAR LA SIMULATION SUR ORDINATEUR DE TABLE :

JUSTIFICATION DE L'ACHAT D'UNE VERSION CANADIENNE DE TAC OPS ..... 18

LA GUERRE DE MANŒVRE ET LE COMMANDEMENT DEPUIS L'AVANT ..... 24

### LA SORCIÈRE ET LE BÛCHER

PLAIDOYER EN FAVEUR DES UNITÉS D'INTERVENTION SPÉCIALES ..... 28

### LES OPÉRATIONS EN PROFONDEUR :

LA CLÉ DU SUCCÈS ..... 40

L'INCORPORATION DES OBSTACLES DURANT LES OPÉRATIONS INTERARMES ..... 47

### LA DOCTRINE ET L'ARMÉE DE TERRE DU CANADA

LA SÉDUCTION EXERCÉE PAR LE DOGME ÉTRANGER : ESSAYONS D'AFFRONTER NOTRE RÉALITÉ ..... 53

### LE GÉNÉRAL SIR ARTHUR WILLIAM CURRIE

UN GÉNIE TACTIQUE NATUREL ..... 58

### TRIBUNE LIBRE

COMMENTAIRES, OPINIONS ET CONTESTATIONS ..... 64

ARTICLES, LIVRES ET SITES WEB PRÉSENTANT UN INTÉRÊT ..... 73

## LE MAJOR-GÉNÉRAL GEORGE KITCHING, CBE, DSO, CD

Le major-général George Kitching, l'un des derniers commandants divisionnaires canadiens survivants de la Seconde Guerre mondiale, est décédé à son domicile de Saanich, en Colombie-Britannique, le 15 juin 1999. Quelques jours plus tôt, il était invité du prince Bernhard des Pays-Bas; c'est alors qu'il est tombé malade. Le général Kitching a servi dans l' Armée canadienne pendant 26 ans – son service de temps de guerre inclut des opérations en Sicile, en Italie (à deux reprises), en Normandie et aux Pays-Bas, où il a joué un rôle de premier plan dans la capitulation de la force allemande; après la guerre, il a occupé de nombreux postes clés. Né le 19 septembre 1910, à Canton en Chine, le major-général Kitching reçoit sa formation militaire initiale au Sandhurst Royal Military College au Royaume-Uni. Commissionné dans le Gloucestershire Regiment, il sert à Singapour, en Malaisie et en Inde, puis démissionne et déménage au Canada en 1938, dans l'espoir de rejoindre les rangs de l' Armée canadienne. En 1939, il est admis dans le Royal Canadian Regiment et se rend outre-mer avec le premier contingent en 1939. Il occupe divers postes hiérarchiques et, en 1940, entreprend des études au Camberley Staff College. De janvier à octobre 1941, on lui confie plusieurs emplois d' officier supérieur au Quartier général de la 1<sup>re</sup> Division du Canada avant de le muter au Quartier général du 1<sup>er</sup> Corps d' armée canadien. Le 1<sup>er</sup> août 1942, il est promu au grade de lieutenant-colonel et nommé commandant du Edmonton Regiment, poste qu' il occupe jusqu' au 13 décembre 1942. De retour au Quartier général de la 1<sup>re</sup> Division du Canada, il devient officier d' état-major général F classe (à peu près l' équivalent de notre G3 actuel) et sert lors des invasions de la Sicile et de l' Italie. En octobre 1943, il est promu brigadier (sans passer par le grade de colonel, ce qui était normal à l' époque) et se voit confier le commandement de la 11<sup>e</sup> Brigade

d' infanterie de la 5<sup>e</sup> Division blindée du Canada. En mars 1944, il devient major-général par intérim, muté en Angleterre, et nommé officier général commandant de la 4<sup>e</sup> Division blindée qu' il dirige pendant la bataille de Normandie. À la fin de son commandement en août 1944, le major-général Kitching obtient brièvement le poste de commandant de la 13<sup>e</sup> Brigade



**Photographie officielle du major-général George Kitching, officier général commandant de la 4<sup>e</sup> Division blindée canadienne, prise en avril 1944. (Collection J.R. Grodzinski de l' Armée canadienne)**

d' infanterie canadienne, une formation d' instruction au Royaume-Uni. Il redevient ensuite brigadier et, à ce titre, est affecté à l' état-major général (chef d' état-major) du 1<sup>er</sup> Corps d' armée canadien en novembre 1944, poste qu' il occupe jusqu' en juillet 1945. À partir de cette période, le major-général Kitching joue un rôle clé dans toutes les opérations du Corps d' armée, y compris dans la capitulation des forces allemandes en Hollande sous le commandement du colonel-général Johannes Blaskowitz. Après une période de service comme vice-quartier-maître général, de 1945 à 1947, il devient brigadier-général – État-major

(Plans) au Quartier général de l' Armée de terre, puis directeur général du personnel de l' Armée de terre. Le général Kitching continue à servir aux divers postes suivants: commandant du Collège d' état-major de l' Armée canadienne (de 1951 à 1954), chef d' état-major de la région militaire de l' Ouest et commandant de la 2<sup>e</sup> Brigade d' infanterie à Edmonton (en 1954 et 1955), puis commandant du Secteur de la Colombie-Britannique (un élément de la région militaire de l' Ouest) en 1955 et 1956, après quoi il est promu major-général. De septembre 1956 à mars 1958, il occupe le poste de vice-chef de l' état-major général et, par la suite, celui de président de l' état-major interarmées canadien. Il assume ensuite les fonctions d' officier général commandant de la région militaire du Centre (le secteur géographique de l' Ontario) à Oakville, de 1962 à 1965, puis prend sa retraite. Le major-général Kitching a publié un mémoire<sup>1</sup> et a été l' un des bienfaiteurs du Lester B. Pearson College du Pacifique où il a établi un fonds de dotation. Au cours de sa carrière militaire exceptionnelle, le général Kitching a servi dans les armées britannique et canadienne. Il fut à la fois acteur et témoin de certains des événements les plus marquants de ce siècle et, à ce titre, il demeurera une figure clé de l' histoire de l' Armée canadienne



### NOTES

1 *Mud and Green Fields: The Memoirs of Major-General George Kitching*; St Catherine's: Vanwell Publishing, 1993.

2 Les dons peuvent être adressés à l' adresse suivante: General George Kitching Scholarship Endowment Fund Lester B. Pearson College of the Pacific, RR 1, Victoria, BC, V9B 5T7

## COLLABORATION SPÉCIALE

### LA VIE APRÈS L'AN 2000 — LA TECHNOLOGIE ET L'ARMÉE DE TERRE

*Le colonel J.I. Holsworth, CD*

*Directeur du programme d'état-major technique de la Force terrestre*

À n'en pas douter, l'Armée de terre vit depuis quelques années un bouleversement et peut-être même certains des changements les plus profonds de notre histoire. Avons-nous déjà restructuré notre force de campagne, notre soutien en garnison et notre force de réserve tout en étant scrutés à la loupe par la population et en participant à de si nombreuses opérations au pays et à l'étranger? Rarement et peut-être même jamais. Et de quoi disposons-nous pour cela? D'une force rationalisée qui n'est plus que l'ombre d'elle-même et de troupes examinées, scrutées et « sensibilisées ». À quoi devons-nous nous attendre maintenant? Impliqués dans les événements actuels se déroulant dans les Balkans et songeant à ce qui peut se produire après l'an 2000, pouvons-nous négocier le virage vers la nouvelle armée du nouveau millénaire?

De toute évidence et comme par le passé, la fondation est là, soit nos gens, qui sont animés du désir de servir et de la volonté de donner au Canada une force militaire fière. Il est peut-être vrai que l'Armée de terre vit des moments difficiles, mais il est également vrai que nous n'avons jamais été autant sollicités : nous avons aidé les Canadiens au pays, servi fidèlement – et au-delà de nos capacités normales – avec les Nations unies et récemment répondu à l'appel aux armes avec l'OTAN. En réalité, le dévouement et la résistance dont le soldat canadien a fait preuve pendant tous ces événements continuent de fasciner. Au même titre que les taxes et la mort, les changements opérationnels et technologiques sont inévitables. L'avenir réserve à nos soldats et à nos chefs des changements et des défis auxquels ils doivent être prêts à faire face.

#### UNE RÉVOLUTION DANS LES AFFAIRES MILITAIRES?

Nous assistons à la mise en service de certains outils très modernes appartenant à notre métier et faisant appel à des technologies nouvelles : nouveaux véhicules de reconnaissance, transporteurs de troupes, systèmes de commandement et de contrôle, équipements de détection de mines, équipements de guerre électronique, et de quoi disposons-nous pour cela? j'en passe. En soi, ces acquisitions ne constituent peut-être pas une révolution dans les affaires militaires, mais qu'est-ce qu'il faut pour qu'il y en ait une? La révolution dans les affaires militaires (RAM) n'est certainement pas uniquement une question de technologie et d'ère de l'information. Elle tient également à notre culture nationale et à la perception de notre rôle dans le monde. Il suffit de penser à notre acharnement à comprendre l'évolution de l'environnement en matière de sécurité et la nature même du conflit de l'avenir. Si, en fait, nous sommes en train de chambarder notre doctrine et d'explorer de nouvelles capacités et techniques pour l'Armée de terre de l'avenir, alors nous sommes selon toute vraisemblance au beau milieu d'une forme quelconque de révolution. À tout le moins, nous assistons à la version canadienne de la RAM (la vraie RAM a été confiée en sous-traitance par le truchement des différents modes de prestation des services). La fin de la guerre froide et les opérations en Somalie ont peut-être déclenché le processus, mais il n'en reste pas moins que nous vivons une période de réévaluation nationale des besoins fondamentaux du Canada en matière de forces militaires et un moment de recherche de notre véritable *raison d'être*. Ils' agit également d'une période où les Canadiens commencent à reconnaître la

valeur de nos soldats, étape importante du processus pour regagner leur confiance et leur soutien. Pourtant, ne nous pouvons pas ignorer le fait que nous baignons dans l'ère de l'information et que nous vivons des changements sans précédent en matière de progrès technologiques, que cela nous plaise ou non.

#### IMPACT DE LA TECHNOLOGIE

Quelle est la place de la technologie dans tout cela? (Peut-être la question la plus appropriée est-elle la suivante : comment placer 50 tonnes de char d'assaut dans un véhicule blindé léger (VBL) ayant les mêmes caractéristiques de protection, de puissance de feu et de mobilité?) En ce moment même, il y a dans tous les domaines de la technologie des innovations incroyables qui auront des répercussions sur absolument toutes nos fonctions de combat. La mise en service des munitions à vitesse extrêmement élevée, des armes électro-thermo-chimiques et des armes à énergie dirigée, comme celle des munitions à guidage de précision et des munitions pour cibles multiples, peut nous obliger à redéfinir la puissance de feu au-delà de la limite actuelle des plates-formes de combat. Équipés d'un blindage actif, construits de matériaux modernes et intelligents et munis d'un ensemble d'équipements défensifs modernes, les systèmes de combat seront plus légers, plus mobiles et plus polyvalents et, pourtant, ils seront mieux protégés et auront une plus longue durée de vie. Grâce à l'étude de l'optronique, de la fusion des données et de la robotique, on continuera d'améliorer le pouvoir de résolution des dispositifs d'imagerie, les moyens de cueillette de l'information et les plates-formes de capteurs, notamment les véhicules télépilotes. Nos soldats auront avec eux

des dispositifs de repérage précis, bénéficieront d' une connaissance de la situation et seront plus efficaces grâce à l' intelligence artificielle, à la miniaturisation et à la biotechnologie. Est-ce que tout cela est possible?

En réalité, bon nombre de ces technologies sont parvenues à maturité et sont maintenant abordables. Qui plus est, le Canada abrite une abondance de moyens sur le plan intellectuel et en recherche et développement (R et D). Souvent, les seuls ingrédients qui manquent vraiment sont l' interprétation de l' application militaire et, dans certains cas, le désir de faire l' acquisition de ces moyens et la compréhension des besoins en cette matière. Peu importe la façon dont nous procéderons pour construire l' Armée de terre de demain, la technologie imposera sa loi et influera considérablement sur notre doctrine, notre organisation, nos alliances et notre façon de combattre. Suivons-nous l' évolution de la technologie et tirons-nous profit des nouvelles technologies orientons-nous activement nos efforts R et D au niveau national et établissons-nous le lien entre l' investissement dans la technologie et nos applications militaires particulières ou utilisons-nous plutôt une combinaison des deux? C' est probablement cette dernière option qui s' applique. On peut cependant énoncer une vérité : pour espérer évoluer au même rythme que nos alliés, quels qu' ils soient à l' avenir, ou même préserver notre interopérabilité avec eux, nous devons utiliser la technologie de la manière la plus avantageuse pour nous.

#### AU-DELÀ DE L' AN 2000

Quel avenir nous réserve-t-il? Une part de connu certes, mais aussi une part d' inconnu que nous devons découvrir dans la boule de cristal... si nous en avons le courage. Évidemment, les données de base ne changeront pas : petits budgets de défense, petite force, régulière et de réserve, et rythme élevé des opérations, alors que le Canada essaiera de respecter ses engagements sur le plan international. Autre certitude : nous vivons dans un monde où

l' information est maîtresse, et les engagements commenceront dans les quartiers généraux et sur les ondes longtemps avant le tir du premier projectile. La technologie faisant des progrès rapides de bonds tactiques en bonds tactiques, le champ de bataille lui-même sera plus dispersé et il sera plus meurtrier, que ce soit près ou loin de l' ennemi; il faudra y être plus agile et plus furtif et y prendre des décisions de façon plus rapide et plus éclairée. Il n' y aura plus aucune garantie quant à l' endroit et au moment où les déploiements auront lieu et aux circonstances qui les dicteront. La nature véritable des engagements et les coalitions qui naîtront du besoin de les respecter seront de moins en moins bien définies, et il en sera de même pour ce qui est des conditions en vertu desquelles nous pourrions prétendre au succès. Comme nous pouvons le constater presque chaque jour et alors que, tant bien que mal, nous rédigeons de nouvelles définitions pour les opérations de guerre et autres que la guerre, les menaces et la nature véritable de notre participation changent.

Peut-être que la notion du maintien d' une capacité de combat polyvalente n' est tout simplement pas adaptée aux scénarios futurs plausibles et que nous devons maintenant envisager, pour le Canada, des domaines de spécialisation à travailler, à acquérir et à partager? Ce virage n' annonce pas nécessairement la fin des opérations mécanisées et de l' emplois chars et de l' artillerie, mais il entraînerait une nouvelle définition des rôles et des capacités de nos armes et services dans les fonctions de combat. Nous aurons besoin de capacités polyvalentes pouvant être utilisées sur n' importe quel champ de bataille, compte tenu de la gamme des conflits possibles et dans l' esprit de la guerre de manoeuvre et du commandement de mission. Peu importe la façon dont nous aborderons le développement de la force, soit une armée polyvalente ou spécialisée, la technologie sera au cœur de toute capacité de combat future et peut-être même en dictera-t-elle la définition. Comment alors donner une forme à ces exigences et produire les commandants de l' avenir sans une totale

compréhension de la technologie et de son influence? Nécessairement en conférant de la souplesse à notre combinaison de forces et à notre puissance de combat, mais, plus important encore, en faisant en sorte que les chefs, subalternes et supérieurs, aient les connaissances et la souplesse d' esprit voulues.

#### NOS CHEFS DE L' AVENIR

Alors, comment pouvons-nous faire face à la situation, nous, chefs militaires chargés d' effectuer les opérations actuelles et de tracer la voie de l' avenir? L' un des ingrédients clés de la recette est l' éducation : une assimilation générale du monde dans lequel nous vivons et une compréhension sûre des forces et des tendances qui nous forgent. Nous devons investir de nouveau dans la formation intellectuelle et technique de tous nos chefs. Il ne faut pas le faire au détriment des habiletés de chef éprouvées, ni de la résistance mentale et physique, qui ont toujours caractérisés les soldats canadiens, mais bien dans le but de munir nos chefs des outils dont ils ont besoin pour mieux faire leur travail et pour faire face à l' évolution du monde et à celle des forces militaires. Nous devons être des participants à part entière au dialogue national sur le genre de force militaire que le Canada aura à l' avenir et prodiguer des conseils et exprimer un point de vue en tant que militaires professionnels, ce qui, dans les faits, est notre tâche. Nous devons exprimer clairement les besoins de notre profession aux niveaux tant opérationnel que technique et jouer un rôle clé dans la création et le déploiement de ces capacités, de la planche à dessin à la zone de rassemblement. Pour ce faire, nous avons besoin d' officiers, de militaires du rang de niveau supérieur et de soldats possédant une base technique solide, un ensemble approprié d' habiletés et une totale compréhension du contexte militaire et de l' utilisation des forces militaires.

Les chefs dont nous avons besoin pour basculer dans le vingt-et-unième siècle doivent être capables de forger l' Armée de terre de l' avenir grâce une

compréhension claire de la façon dont cette révolution dans les affaires militaires influera sur notre doctrine, notre organisation et notre capacité opérationnelle. Nos officiers montreront leurs plus grandes qualités lorsqu'ils mettront des projets en branle, négocieront des acquisitions au niveau national, orienteront les recherches, mettront en place des partenariats avec l'industrie et, finalement, mettront en service les capacités dont nous avons besoin pour mener la guerre moderne. Dans la plupart des cas, c'est le jumelage du besoin opérationnel et de l'art du possible technique qui constitue le lien essentiel à la mise en service de précieuses capacités. Enfin, nous avons besoin de chefs capables d'exercer un commandement efficace et d'avoir du succès pendant les opérations en comprenant la technologie utilisée par leurs soldats et en utilisant comme tremplin tous les avantages tactiques possibles afin de sauver des vies et d'accomplir la mission.

#### L'INVESTISSEMENT

Tout cela n'implique pas simplement une intensification de l'instruction. Ce qu'il faut est de trouver le juste milieu entre, d'une part, l'éducation et l'instruction de nos chefs et, d'autre part, une compréhension claire des connaissances et des habiletés nécessaires aux différents stades de développement des chefs. Également, il faut chercher l'équilibre dans les expériences opérationnelles, fournir des occasions pour utiliser et faire mûrir les habiletés pratiques de leadership et être à l'écoute des besoins et du bien-être de nos soldats. L'examen actuel des normes professionnelles de nos officiers et l'élaboration d'un modèle universel de leadership sont des éléments essentiels à l'établissement du niveau approprié d'éducation et d'instruction – sur les plans de la tactique, de la technique et des procédures. Nous devons fusionner l'art et la science de la guerre.

La solution réside peut-être dans la rationalisation de notre instruction d'état-major actuelle en un programme complet comportant la possibilité d'un

investissement additionnel pour ceux qui se spécialisent dans un domaine particulier de la technologie et des acquisitions et pour ceux qui sont destinés à commander. Ainsi, tous les officiers assimileraient un mélange de base approprié de connaissances opérationnelles et techniques, et on pourrait constater chez certains d'eux des points forts et les talents faisant d'eux de bons candidats à la gamme variée des postes de grande responsabilité. Bon nombre de nos alliés utilisent une méthode semblable par niveaux hiérarchisés pour l'instruction de leur état-major et de leurs MR. Un des éléments importants consiste à lier l'instruction militaire à des études permanentes reconnues. Autrement dit, reconnaître les compétences là où il y a des compétences et utiliser les résultats scolaires comme moyen d'évaluation au fur et à mesure que nos membres progressent dans leur carrière. Pourquoi n'y aurait-il pas des sergents ou des adjudants diplômés et, espérons-le, rémunérés en conséquence? Pourquoi ne pas donner aux officiers une instruction d'état-major leur conférant des connaissances plus vastes et progressives dans les affaires militaires?

On pourrait gagner gros. Combien de fois avons-nous permis à une technologie de remplacement de s'introduire dans une unité sans bien comprendre ses capacités, ses limites et les répercussions qu'elle aurait sur la doctrine et sur l'instruction? Le VLB de reconnaissance ou le système tactique de commandement, de contrôle et de communication (STCCC) sont-ils des choses familières pour vous? Pour des raisons opérationnelles, professionnelles et financières, nous ne pouvons tout simplement plus nous payer le luxe d'évoluer ainsi. Autre argument aussi important: la confiance que les membres porteront à une force militaire qui investit réellement dans leur avenir, parce qu'ils savent qu'ils ont un rôle important à jouer. Les habiletés et les valeurs que nous exigeons des militaires sont spéciales et longues à acquérir. Le changement n'est peut-être pas une mauvaise chose, mais la stabilité en est une meilleure quand il

est question des soldats et de leur capacité de faire la guerre. Le Canada a toujours été fier de produire des militaires professionnels polyvalents et extrêmement efficaces. J'ai peur que cela nous échappe si nous manquons de vision à long terme et ne consentons pas les investissements appropriés.

#### CONCLUSION

Nous ne parlons pas technologie pour le simple plaisir de le faire. L'Armée de terre a toujours eu comme ligne de conduite d'équiper le soldat et non pas de doter en personnel l'équipement qu'elle a. Il est tout à fait évident que les soldats, grâce à leur volonté de combattre, à leur leadership, à leur détermination, à leur moral et à leur courage quand ils se rapprochent de l'ennemi pour le détruire, demeurent la ressource clé du combat. Depuis trop longtemps, toutefois, nous nous sommes détournés de la technologie ou, du moins, nous n'avons pas compris comment ces moyens peuvent sauver des vies et aider les soldats dans leur mission. Nous devons nous préparer au changement et à exploiter les avantages que la technologie apporte; à cette fin, il faut se sensibiliser et s'éduquer à cette réalité.

Les éléments clés sont la conception, la mise en place, la gestion et l'utilisation d'une Armée de terre en tant que système de combat; cette force doit s'articuler sur des capacités bien définies, et les coûts associés à son soutien et à son instruction doivent être bien compris. Le facteur déterminant réside peut-être dans le doute qui entoure l'évolution de l'environnement en matière de sécurité et dans le rôle prévu pour nous, mais la technologie peut receler une partie des moyens dont nous avons besoin pour faire face à ce défi. Ce qui compte le plus, c'est d'approprier cette technologie et préparer nos chefs et nos soldats à combattre en l'utilisant.



## MOT DU RÉDACTEUR EN CHEF

### SUJETS POUR DES ARTICLES ET OPINIONS # I

*Le capitaine John Grodzinski, CD*

Parmi les nombreux articles publiés dans le *Bulletin de doctrine et d' instruction de l' Armée de terre*, bon nombre ont été bien accueillis par nos lecteurs et ont fourni, dans la plupart des cas, une aide valable à des directions du Quartier général du Commandement de la Force terrestre ou à d' autres organisations dans le cadre de leur travail. Souvent, une opinion isolée, échappée des détails quotidiens d' un projet, comporte la solution. A l' occasion, le Bulletin reçoit des suggestions d' articles de la part de ces organisations et individus qui demandent des opinions sur certains sujets.

Vous trouverez ci-dessous une liste de sujets reçus à ce jour. Les lecteurs pourraient vouloir les examiner en détail sous forme d' article ou donner leur opinion dans un commentaire de la Tribune libre. Quel que soit le cas, j' ose espérer qu' ils susciteront la discussion.

- \* Les ressources ISTAR (renseignement, surveillance, acquisition d' objectif et reconnaissance) (telles que l' escadron de reconnaissance de la brigade, l' escadron de guerre électronique et les capteurs) devraient-elles être regroupées en une unité « ISTAR » de groupe-brigade qui serait responsable de l' instruction et de l' emploi de ces ressources? Doit-on augmenter « l' importance conférée » aux produits des opérations d' information?
- \* L' escadron de reconnaissance de la brigade est-il une ressource RISTA ou de manoeuvre?
- \* Depuis 1994, l' Armée canadienne est une armée de terre fondée sur la doctrine. Le saviez-vous? Dans quelle mesure la doctrine est-elle pertinente et comment devrait-elle être élaborée, promulguée et diffusée?
- \* Dans quelle mesure serait-il faisable d' élargir les exercices en campagne de la Milice pour permettre aux commandants de compagnie et de bataillon de s' entraîner dans le cadre de scénarios semblables à ceux employés par la force régulière? On peut rétorquer que les unités ou sous-unités de la milice ne se déploieront jamais au cours d' opérations, mais ce genre d' entraînement conférerait-il une plus grande crédibilité à la milice?
- \* Si la milice doit fournir des renforts individuels à la force régulière uniquement dans le cas des déploiements opérationnels, les unités de la milice devraient-elles faire de l' entraînement interarmes?
- \* Jusqu' à quel niveau l' armée canadienne devrait-elle être engagée dans des opérations uniques? Les auteurs éventuels devraient étudier la B-GL-300-001/FP-000 *Conduite des opérations terrestres – Doctrine opérationnelle de l' Armée de terre* et la B-GL-300-002/FP-001 *Doctrine*
- tactique de la Force terrestre* avant de se lancer dans la rédaction.
- \* Étant donné la puissance de feu embarquée et débarquée que possédera le bataillon d' infanterie équipé de LAV III, les chars d' appui rapproché sont-ils encore nécessaires ou les blindés devraient-ils être employés ailleurs pendant les attaques?
- \* Le processus de planification opérationnelle convient-il comme outil pour planifier les opérations? Que faudrait-il y changer? Existe-t-il un meilleur choix?
- \* Les unités de manoeuvre devraient-elles être organisées en groupes interarmes par opposition à l' actuelle organisation fonctionnelle? Par exemple, les régiments devraient-ils se voir affecter en permanence des ressources des blindés, du génie, de l' infanterie et autres ou conserver leur organisation actuelle? Les rédacteurs éventuels devraient noter la distinction entre l' organisation en unités et le système régimentaire.
- \* La réduction du nombre de postes de commandement en campagne des officiers généraux a-t-elle déplacé ces derniers trop loin des opérations? À l' heure actuelle, les seuls officiers généraux de l' armée de terre jouant un rôle opérationnel sont le commandant du quartier général de la 1<sup>re</sup> Division du



- Canada/du quartier général de la force interarmées et le titulaire d'un poste d'échange du général commandant adjoint associé, III U.S. Corps à Fort Hood, au Texas.
- ✦ Étant donné l'emploi accru de la technologie dans l'armée, le personnel devrait-il recevoir plus de formation technique? Par exemple, si le spectre électromagnétique doit être exploité, la formation des chefs et des opérateurs ne devrait-elle pas comporter davantage de connaissances théoriques sur l'emploi de ces systèmes d'exploitation?
  - ✦ Avant l'unification, le passage au Collège de commandement et d'état-major de la Force terrestre canadienne était déterminé par le résultat d'une série d'examens écrits. Maintenant, tant le processus de sélection que le système de notation en ont fait un cours où on a seulement « à être présent ». Devrait-on faire subir des examens plus approfondis et instaurer des normes plus rigoureuses au collège d'état-major?
  - ✦ La révolution de la technologie de l'information a éliminé des paliers entiers de gestion au sein du monde des affaires et rendu flous quelques divisions de responsabilités entre des gestionnaires et des travailleurs. Au cours de ses exercices de la Force XXI, l'armée américaine a découvert que les officiers subalternes devenaient des opérateurs plutôt que des chefs, et que certains grades chez les sous-officiers jouissaient d'un pouvoir accru simplement en raison de l'information qu'ils « géraient ». Les tâches de certains niveaux de grades se recoupent également. Ces faits nouveaux justifient un nouvel examen des tâches et responsabilités de divers grades. L'arrivée des systèmes de technologie de l'information dans les forces de campagne canadiennes provoqueront-elles la même situation et que faudra-t-il faire pour la corriger? En termes simples, faudra-t-il modifier notre actuelle structure de grades?
  - ✦ Tous les officiers doivent posséder un diplôme universitaire. Croyons-nous sérieusement qu'un baccalauréat et des études supérieures confèrent aux officiers de meilleures capacités de raisonnement ou s'agit-il simplement d'une « exigence de plus à satisfaire »?
  - ✦ Le perfectionnement professionnel des officiers de la réserve devrait-il refléter la formation de la force régulière ou seulement en comporter certains éléments?
  - ✦ Les diplômés récents du Cours d'état-major de la Force terrestre canadienne et du Cours de commandement et d'état-major devraient se pencher sur la question suivante : est-il vraiment utile de suivre deux cours ou la formation devrait-elle être dispensée en un seul cours? Quand ces cours ont été créés, il allait de soi qu'ils seraient suivis à quelques années d'intervalle, mais certains officiers suivent ces cours l'un après l'autre. Peut-on arriver à les espacer suffisamment longtemps?
  - ✦ Quels sont les conséquences pratiques de la réorganisation presque permanente que subit l'Armée de terre depuis quelques années? Comment peut-on arriver à la stabilité?



### NOUS AVONS DÉMÉNAGÉ...

Veuillez noter que le rédacteur en chef a déménagé et peut maintenant être rejoint à l'adresse et numéros de téléphone suivants:

Rédacteur en chef  
Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre  
Système de la doctrine et de l'instruction de la Force terrestre  
CP 17000 Succ des Forces  
Kingston, Ontario  
Canada K7K 7B4

Telephone: 613-541-5010, extension 4874  
Fax: (613) 541-4478  
Célec internet : non disponible

## LA LISTE DE LIVRES RECOMMANDÉS POUR LES PROFESSIONNELS DE L' ARMÉE DE TERRE

Malgré les prétentions du contraire des experts du cyberspace, l' imprimé n' est pas mort et est de plus en plus populaire. Le nombre de livres et de journaux publiés ne cesse d' augmenter et l' on prévoit que cette tendance va continuer. Comme il y a de tant de titres disponibles, il est souvent difficile de déterminer lesquels présentent un intérêt spécialisé. Pour permettre de résoudre ce dilemme, *Le Bulletin de doctrine et d' instruction de l' Armée de terre* est en train de dresser une liste de 100 livres qui devraient être lus par les membres de la profession militaire. L' objectif visé est de fournir une liste variée de livres qui vont accroître les connaissances professionnelles du lecteur. Les catégories générales des ouvrages sont énumérées ci-dessous :

réduction du *Bulletin* sera publiée dans *de Bulletin* une fois que 100 titres auront été réunis. La liste finale comprendra des données de publication complètes et un résumé de chaque livre.

Voici un exemple de titre :

McKERCHER, B.J.C. et Michael A. HENNESSY, éditeurs. *The Operational Art : Developments in the Theories of War* , Westport, Conn, Praeger, 1996, ISBN : 0-275-95305-X.

Ce livre regroupe les études présentées au vingt et unième symposium annuel d' histoire militaire qui a eu lieu au Collège militaire royal du Canada en 1995. On y examine l' impact, sur la pensée militaire générale, de la version 1976 du manuel de campagne de l' *U.S. Army*, le FM 100-5 *Operations*, qui annonçait la réapparition de « l' art opérationnel » en se basant sur ses antécédents historiques et transnationaux. Les sujets comprennent « l' art opérationnel : les développements de la théorie de la guerre », « l' art opérationnel et la façon dont l' Armée de terre canadienne fait la guerre » et « la révolution dans les affaires militaires : ses répercussions pour le développement de la doctrine et de la force dans l' *U.S. Army* ». Les auteurs sont John English, Bill McAndrew et David Glantz parmi d' autres.

- \* La théorie militaire
- \* L' histoire militaire
- \* La nature de la guerre
- \* Les opérations autres que la guerre
- \* Le leadership
- \* La technologie
- \* L' éthique
- \* L' histoire générale
- \* Les biographies
- \* La théorie et l' histoire sociales, économiques et politiques
- \* La littérature classique
- \* Les livres de fiction

On invite les lecteurs à proposer des titres pour ces catégories ou d' autres. Les ouvrages proposés doivent comporter le nom de l' auteur, le titre au long, les données de publication et, dans la mesure du possible, l' ISBN. Il faut également présenter un synopsis du livre et préciser les raisons pour lesquelles il devrait figurer à la liste des livres du *Bulletin*. La liste sera examinée par le comité de



### NOTE

<sup>1</sup> Le numéro normalisé international du livre qui apparaît avec les données de publication est le moyen le plus facile et le plus facile de trouver des titres dans les bibliothèques et les librairies.

## LE SYSTÈME DE LA DOCTRINE ET DE L'INSTRUCTION DE LA FORCE TERRESTRE

Dans son *Rapport au Premier ministre sur le leadership et l'administration dans les Forces canadiennes* de mars 1997, le Ministre de la Défense nationale annonçait la création d'un nouveau poste de major-général auquel incomberait la responsabilité globale de la doctrine et de l'instruction de la Force terrestre. Cette nouvelle organisation, établie à Kingston en 1997, relève alors du commandant de la 1<sup>re</sup> Division du Canada, qui s'est vu attribuer le nouveau titre d'Autorité de l'instruction de l'Armée de terre. L'organisation englobe le Collège de commandement et d'état-major de la Force terrestre canadienne (CCEFTC), la Direction de l'instruction de l'Armée de terre (DIAT), la Direction de la doctrine de l'Armée de terre (DDAT), la Direction des concepts stratégiques (Opérations terrestres) (DCSOT), le Centre des leçons retenues

de l'Armée de terre (CLRA), le Centre de formation pour le soutien de la paix (CFSP), le Centre de formation de commandement et d'état-major interarmées (CFCEMI) et une cellule de coordination de l'instruction et de la doctrine. Ces éléments étaient à l'origine organisés suivant le tableau de la figure 1.

À l'automne 1998, le commandant de la 1<sup>re</sup> Division du Canada demandait une étude de cette structure, en vue d'en rationaliser et d'en améliorer l'efficacité. Cet examen a donné lieu à plusieurs recommandations et, dès décembre 1998, débutait le travail de conception détaillée d'une nouvelle structure.

En janvier 1999, le Chef d'état-major de l'Armée de terre (CEMAT) ordonnait plusieurs changements additionnels

d'envergure au Système de l'instruction de l'Armée de terre, en vue d'assurer une plus grande unité à la gestion et au déroulement de la formation. Entre autres choses, l'Autorité d'instruction de l'Armée de terre voyait ses responsabilités de formation élargies pour englober le commandement des écoles, de même que des organisations connexes de commandement et de contrôle de l'instruction du Centre d'instruction au combat Gagetown (sauf les éléments de la garnison qui deviendront le Groupe de soutien de Secteur), ainsi que du Centre de parachutisme du Canada (CPC) en l'an 2000. Le contrôle du personnel des normes de l'ensemble de l'Armée de terre lui incombera le plus tôt possible.

En parallèle avec ces décisions, le Conseil des Forces armées décidait que la 1<sup>re</sup> Division du Canada deviendrait un quartier général permanent des forces interarmées après l'opération ABACUS et que le quartier général de la division serait dis sous. Les modalités particulières de commandement et de contrôle du quartier général de la Force interarmées et les capacités restantes au niveau de la division que devrait retenir l'Armée de terre font actuellement l'objet d'un remaniement. L'Armée de terre conservera le poste de major-général et, dans la veine de l'énoncé de 1997 formulé par le Ministre, se concentrera sur l'instruction, la doctrine et le développement de l'Armée de l'avenir.

Le 10 février 1999, le CEMAT approuvait en principe le modèle conceptuel du nouveau Système de la doctrine et de l'instruction de la Force terrestre (SDIFT) illustré à la figure 2,

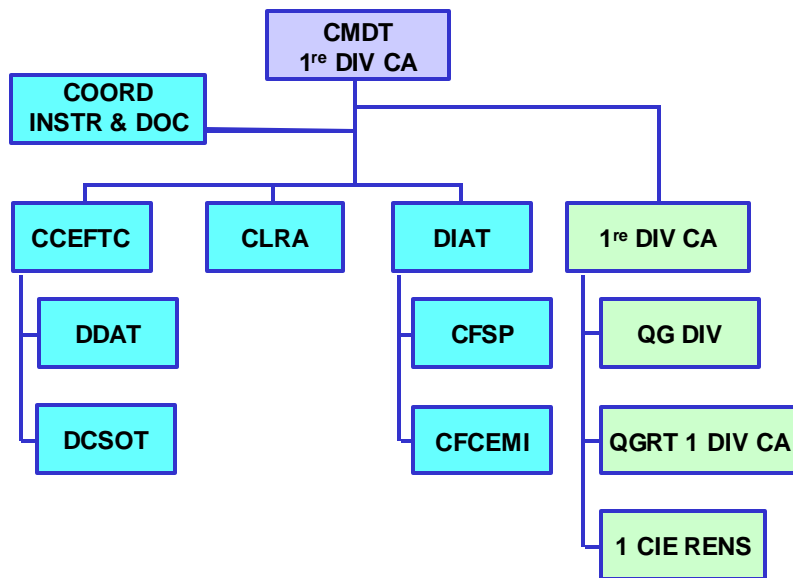


Figure 1 : Structure originale

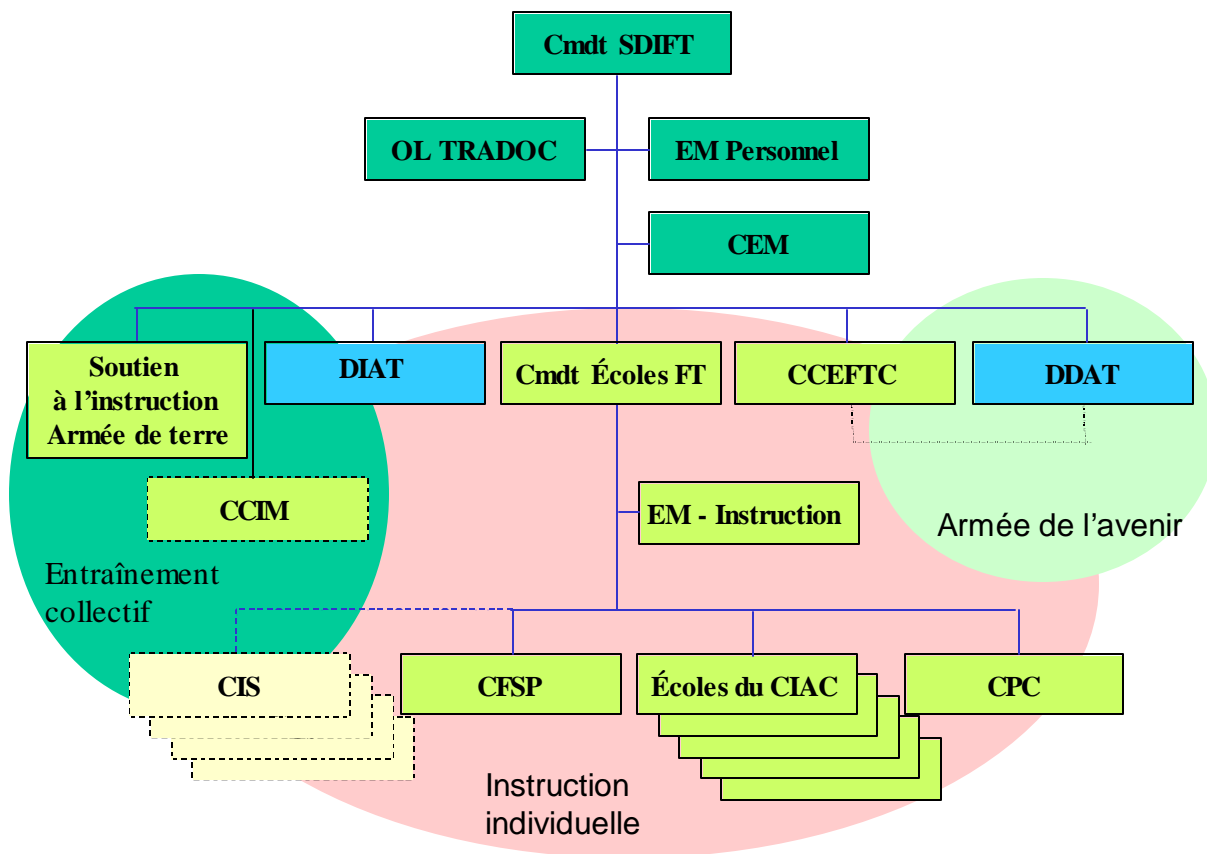


Figure 2 : Modèle conceptuel

qui propose une structure édifée sur trois domaines principaux : instruction individuelle, soutien de l'entraînement collectif, et élaboration de la doctrine et de l'Armée de demain/l'Armée de l'avenir. La structure permet au commandant du SDIFT de concentrer ses énergies dans les domaines de l'instruction individuelle et de l'entraînement collectif, en plus de déléguer la supervision du travail d'élaboration de l'Armée de l'avenir au commandant du Collège de commandement et d'état-major de la Force terrestre canadienne. Le travail de conception détaillée s'est poursuivi depuis l'exposé présenté au CEMAT en février dernier. On peut voir à la figure 3 la structure organisationnelle actuelle graduellement mise en place. Elle recèle entre autres éléments clés :

- ✦ le quartier général du nouveau SDIFT à Kingston, chargé de planifier et de coordonner le travail de l'organisation et d'aider son commandant SDIFT à gérer les ressources. Seront rattachés à ce quartier général le chef des normes du Commandement de la Force terrestre et un officier de liaison du commandement de l'instruction et de la doctrine de l'Armée des États-Unis. La mise en activité s'est réalisée en juillet 1999;
- ✦ le quartier général des « écoles de la Force terrestre » (titre provisoire pour l'instant) à Gagetown, chargé de gérer l'instruction individuelle de l'Armée de terre et d'exercer le commandement de la formation des écoles de l'Armée de terre. La mise en activité est prévue pour l'an 2000;

✦ le CCEFTC, moins ses anciennes fonctions de soutien de l'administration et de l'information, chargé de la formation au commandement et au travail d'état-major des officiers. Son commandant est le commandant adjoint du SDIFT, qui assume également la responsabilité de supervision de l'ensemble du travail d'élaboration de l'Armée de l'avenir et de l'Armée de demain du DDAT, DCSOT et du CLRA. Cette organisation est déjà en place;

✦ le Centre de soutien de l'instruction de l'Armée de terre, basé sur l'actuel Centre de formation de commandement et d'état-major interarmées, assumant des responsabilités accrues de gestion du soutien de la simulation à

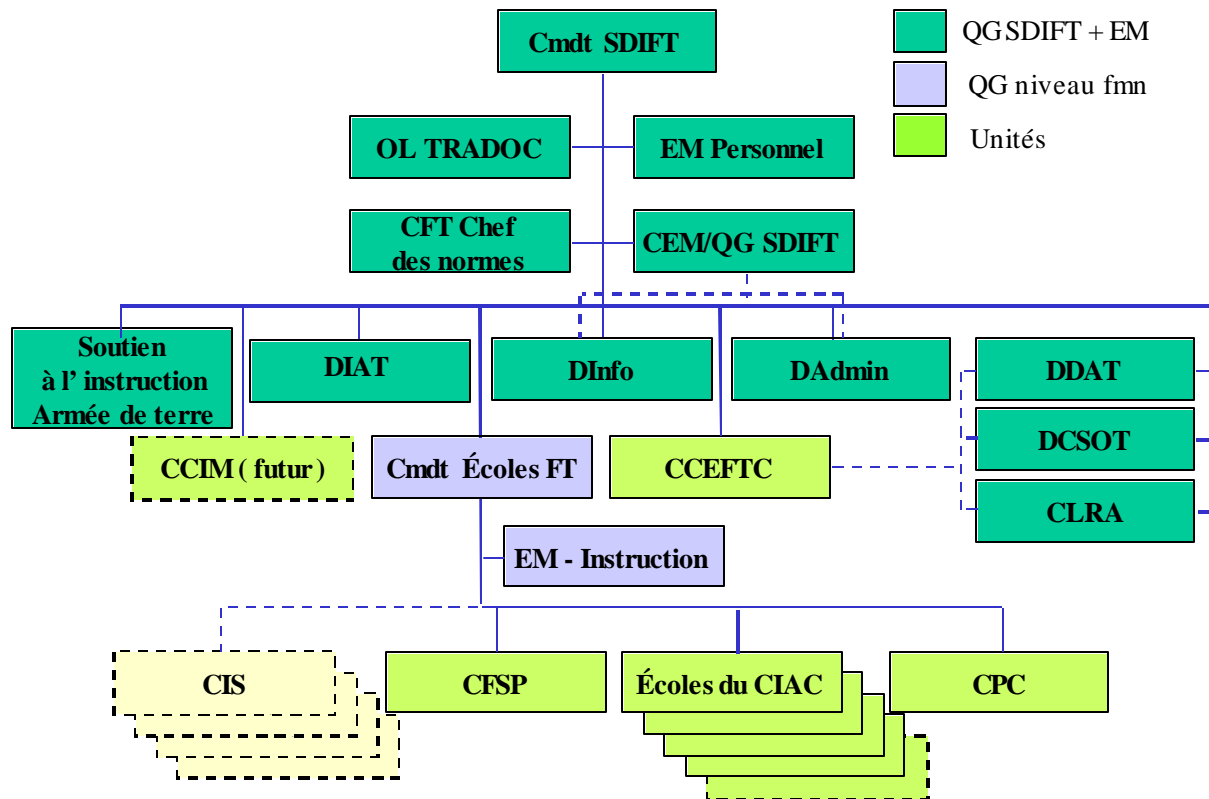


Figure 3 : Nouvelle structure du SDIFT

- l'entraînement de l' Armée de terre. Les plans de transition en sont encore à l' étape d' élaboration;
- ✦ en fonction de l'issue du projet de simulation des effets des armes, un Centre canadien d' instruction aux manoeuvres (CCIM) pourrait voir le jour et relever du commandant du SDIFT;
- ✦ la restructuration et l' expansion de la Direction de l' instruction de l' Armée de terre. La transition est en marche;
- ✦ les actuels Direction de la doctrine de l' Armée de terre et Direction des concepts stratégiques (Opérations terrestres), de même que le Centre des leçons retenues de l' Armée de terre, après de légères modifications apportées à leurs structures actuelles;
- ✦ la nouvelle Direction de l' administration chargé de fournir le

- soutien administratif et de garnison aux éléments de l' organisation du SDIFT situés à Kingston, en collaboration avec la base hôte. Déjà en place;
- ✦ la nouvelle Direction de l' information ou une organisation de l' officier responsable de l' information chargé de gérer le réseau d' information du SDIFT, notamment les données imprimées et informatiques. Également déjà en place;
- ✦ toutes les écoles centrales de l' Armée de terre. Les Centres d' instruction de Secteur (CIS) continuent de relever du commandement de Secteur.

Les nouveaux directeurs de l' administration et de l' information sont en place depuis le 1<sup>er</sup> avril 1999 et le chef des normes du Commandement de la Force terrestre a été nommé. Les changements de structure interne au

bureau du DIAT ont également débuté en avril. Le quartier général du SDIFT a été mis sur pied en juillet 1999. Dans la plupart des cas, les nouvelles organisations seront d' abord en sous-effectif, mais une structure relativement robuste devrait être en place d' ici l' été 2000, pour en arriver à l' effectif complet en 2001 ou 2002.

L' élaboration et la mise en oeuvre de cette nouvelle organisation sont en bonne voie, mais il y a plusieurs défis d' envergure à relever, entre autres trouver les ressources nécessaires en personnel. Il y aura des mises à jour périodiques sur l' évolution de ces structures et tout changement apporté aux plans sera annoncé dans les prochaines éditions de *Bulletin*.



## DE LA DIRECTION DE LA DOCTRINE DE L' ARMÉE DE TERRE

### MISE EN APPLICATION DES INSTRUCTIONS PERMANENTES D' OPÉRATION NORMALISÉES DE FORMATION ET D' UNITÉ POUR L' ARMÉE DE TERRE

**A**u cours des trois dernières années, on a déployé des efforts considérables afin d' examiner et de remanier la doctrine de l' Armée de terre, en appui aux objectifs du Chef d' état-major de l' Armée de terre reliés à l' unité et à l' accroissement de la capacité opérationnelle. À cette fin, la Direction de la doctrine de l' Armée de terre (DDAT) a mis au point des techniques et des méthodes normalisées destinées à l' ensemble de l' Armée de terre.

Suite aux recommandations formulées par le Conseil d' instruction de l' Armée de terre au Conseil de l' Armée de terre du printemps 1997, le Chef d' état-major de l' Armée de terre a ordonné d' élaborer des instructions permanentes d' opération (IPO) pour l' Armée de terre, visant deux objectifs. Tout d' abord, ils s' agit de normaliser les instructions d' opération dans l' ensemble de l' Armée de terre; ensuite il faut mettre à jour ces instructions en fonction de l' évolution de la doctrine, de la technologie, de l' équipement et des développements opérationnels nouveaux destinés à nous faire franchir le cap du prochain millénaire. Les travaux d' élaboration de ces IPO ont débuté en septembre 1997 avec le DDAT 6-3 (commandement), qui agissait à titre de chef de projet. Après un processus de deux ans, deux ensembles d' IPO de base ont été produits pour l' Armée de terre :

- \* B-GL-332-001/FP-002 – *Instructions permanentes d' opération d' unité et Aide-mémoire tactique (IPOU/AMT)*, qui visent à fournir aux commandants d' unité et à leurs subalternes l' information requise pour exécuter d' emblée des missions au niveau tactique.

- \* B-GL-333-001/FP-002 – *Instructions permanentes d' opération de formation (IPOF)*, qui offrent aux commandants de formation et à leur état-major l' information et les instructions requises pour planifier et exécuter les opérations au niveau de la formation et du niveau tactique

Le 8 janvier 1999, le Conseil de l' Armée de terre a été informé de la situation concernant ces deux séries d' IPO et le Chef d' état-major de l' Armée de terre a approuvé leur entrée en vigueur pour le 1<sup>er</sup> avril 1999. Un CANLANDGEN<sup>1</sup> a été émis en février afin d' annoncer cette décision.

#### DESCRIPTION

Les IPOF et les IPOU/AMT ont été élaborées à partir des sources et des publications existantes. Elles s' articulent autour des concepts doctrinaux naissants et des nouvelles exigences opérationnelles pour l' exécution des opérations tactiques au niveau de l' unité et de la formation. Ces instructions normalisées offrent à toutes les unités, les formations et les forces opérationnelles de l' Armée de terre un ensemble de base d' instructions permanentes d' opération normalisées. Celles-ci ont été élaborées en collaboration avec la division, les brigades, le collège d' état-major et le personnel des écoles. Toutes les sections de la DDAT ont également été mises à contribution.

La doctrine et les concepts décrits dans les IPOF et les IPOU/AMT s' appliquent, au niveau tactique, aux opérations de guerre et aux opérations autres que la guerre. Elles ont été

préparées à l' aide de la structure et des concepts suivants :

- \* Étant donné que la nature de la doctrine et des opérations est en constante évolution, le contenu des documents n' est pas statique. Il changera au besoin en fonction de l' application opérationnelle.
- \* Les IPOF et les IPOU/AMT comportent neuf parties. Les sept premières parties sont communes aux deux (elles sont adaptées en fonction du niveau correspondant) et elles sont étroitement liées. La partie 8 diffère et seul le document IPOF contient une partie 9 (voir ci-après).
- \* Les parties 1 à 6 traitent des six fonctions de combat : commandement, opérations d' information, manœuvre, puissance de feu, protection et maintien en puissance. La partie 6, qui porte sur le sujet du niveau opérationnel au niveau tactique et elle englobe : le système de maintien en puissance, les services de soutien aux opérations, le système administratif, le ravitaillement, l' approvisionnement, le stockage, la réparation et la récupération, les services d' administration du personnel et les services de santé. Ces éléments constituent les assises de la nouvelle doctrine en matière de services de soutien, qui doit être appliquée conjointement avec la nouvelle doctrine de maintien en puissance, qui sera publiée sous peu.
- \* Partie 7 – Rapports et comptes rendus. Cette partie comprend tous les formats de message pertinents et

approuvés, conformément au *Compendium of Allied Land Force Messages* (OTAN APP9), qui a été ratifié par le Canada en mai 1998.

- ✦ La partie 8 est différente dans chaque manuel. Dans les IPOU/AMT, elle comprend des encarts de chaque arme de combat et d'appui : ainsi, chaque arme est en mesure de normaliser les instructions et les drills en fonction de ses besoins particuliers. La mise à jour de l'encart de chaque arme est la responsabilité de l'école ou de l'organe de contrôle correspondant. Dans les IPOF, la partie 8 offre aux quartiers généraux du niveau de formation les nouveaux formats de l'OTAN approuvés pour les ordres et les annexes, ainsi que les instructions et la méthode requises pour la production de ceux-ci.
- ✦ La partie 9 – Opérations de la force opérationnelle interarmées ne figure que dans les IPOF et elle ne s'applique qu'au niveau de la formation. Cette partie porte sur toutes les activités du niveau opérationnel et tactique ainsi que sur la transition au niveau stratégique. Elle présente des renseignements détaillés, les méthodes et la doctrine associés aux opérations au niveau de la formation, de la force opérationnelle et de la force

opérationnelle interarmées, au pays ou à l'extérieur du Canada.

La B-GL-332-001/FP-002 *Instructions permanentes d'opération d'unité et Aide-mémoire tactique* a été publiée en avril 1999. Elle sera remise à tout le personnel qui occupe des postes de commandement ou qui assiste à des cours de leadership. Ce document sera en outre distribué aux bibliothèques des unités ou des bases. Le contrôle de distribution vise tous les chefs et les commandants au niveau d'unité et de sous-unité, ainsi qu'aux niveaux inférieurs.

La B-GL-333-001/FP-002 *Instructions permanentes d'opération de formation* a été publiée sur support électronique en juin 1999 et elle a été distribuée à l'échelle de l'Armée de terre, au quartier général interarmées, au collège d'état-major, aux établissements d'instruction et aux quartiers généraux alliés. Elle sera également imprimée en un tirage limité plus tard cet automne. Le document électronique comprend des hyperliens, qui permettent à l'utilisateur de se relier automatiquement et facilement à d'autres publications, à des renseignements, à des textes ou à des formats de message. Les IPOF établissent en outre les méthodes à utiliser pour la communication entre les unités et les formations.

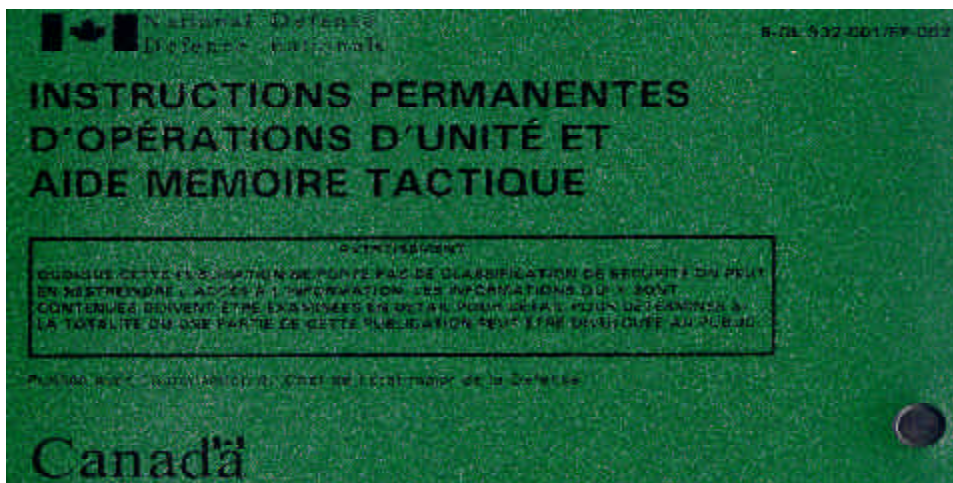
## CONCLUSION

La production des IPOF et des IPOU/AMT représente un pas important vers la normalisation et l'interopérabilité au sein de l'Armée de terre. Les unités et les formations seront ainsi en mesure de fonctionner plus aisément de concert pour la formation, l'organisation, le déploiement et l'exécution des missions et des tâches assignées. De plus, les IPOF vont permettre à tous les éléments des Forces canadiennes de fonctionner à titre d'organisation interarmées. La partie sur les opérations de la force opérationnelle interarmées décrit en détail l'information, les techniques et les procédures requises pour pouvoir œuvrer n'importe où au monde, dans le cadre de tout le spectre des conflits possibles.



## NOTE

1 CANLANDGEN 001/99 CLS 9008  
171900Z février 1999



## DE LA DIRECTION DE LA DOCTRINE DE L' ARMÉE DE TERRE

### PUISSANCE DE FEU : INTRODUCTION AU NOUVEAU MANUEL

L' Armée de terre définit six fonctions de combat qui, lorsqu' elles sont intégrées, permettent aux commandants d' appliquer une puissance de combat écrasante contre l' ennemi au moment et à l' endroit les plus profitables. Ils agissent dans ce cas de faire appel au tempo, à la synchronisation des forces et à la désignation de l' effort principal afin de convertir le potentiel des forces, des ressources et des possibilités en capacités qui sont de beaucoup supérieures à la somme de leurs parties. Les six fonctions de combat sont le commandement, les opérations d' information, la manœuvre, la puissance de feu, la protection et le maintien en puissance.

La puissance de feu représente un élément crucial permettant de vaincre la capacité et la volonté de l' ennemi à combattre. La puissance de feu, lorsqu' elle est intégrée à la manœuvre ou indépendante de celle-ci, sert à détruire, à neutraliser, à supprimer et à harceler l' ennemi. Elle a des répercussions aux niveaux stratégique, opérationnel et tactique et elle doit être synchronisée avec les autres systèmes d' attaque. Pour assurer une efficacité maximale de la puissance de feu, on doit intégrer complètement les systèmes de l' Armée de terre et interarmées afin de déterminer les priorités d' engagement, de repérer, d' identifier et de suivre les objectifs, d' affecter les ressources de la puissance de feu ainsi que d' estimer les dommages liés au combat. La puissance de feu est un concept interarmées, car elle englobe les effets des armes terrestres, aériennes et maritimes traditionnelles. Elle comprend l' utilisation collective et coordonnée des données d' acquisition d' objectif

provenant de toutes les sources, des armes à tir direct et indirect, des aéronefs armés de tous les types ainsi que des autres moyens létaux et non létaux dirigés contre les objectifs aériens, terrestres et maritimes.

#### BUT

Cet article sert d' introduction au manuel de doctrine de l' Armée de terre B-GL-300-007/FP-001 *Puissance de feu* qui sera publié sous peu. Ce manuel décrit la doctrine préconisée pour la puissance de feu et il porte sur le système d' appui-feu, le ciblage, la défense antiaérienne et les armes non létales.

#### APPLICATION DE LA PUISSANCE DE FEU

La puissance de feu, lorsqu' elle est intégrée à la manœuvre ou indépendante de celle-ci, peut servir à détruire, à neutraliser, à supprimer et à harceler l' ennemi. Ils agissent de l' un des principaux moyens de génération de puissance de combat et, à ce titre, on peut l' employer pour fixer et frapper l' ennemi de même que pour attaquer l' ennemi sur les plans moral et physique. Être le détenteur des différentes ressources de la puissance de feu n' a aucune importance : on doit viser avant tout à coordonner les plates-formes d' armes dont on dispose afin de produire l' effet maximal sur l' ennemi, selon les indications du commandant.

La puissance de feu se subdivise en deux catégories : les armes qui font partie intégrante d' une unité de manœuvre, qui sont en général de type tir direct, et celles qui sont utilisées principalement pour l' appui-feu et la

défense antiaérienne. L' appui-feu comprend l' artillerie de campagne et les mortiers, de même que l' appui-feu à guidage décalé, l' appui-feu naval, l' appui-aérien tactique et des éléments des opérations d' information (OI) offensives.

La puissance de feu est utilisée pour fixer et frapper l' ennemi. Le repérage est inhérent à ces deux forces dynamiques : ils agissent d' une activité à laquelle les organisations de puissance de feu conviennent bien (par exemple l' acquisition d' objectifs de l' artillerie). L' utilité de la puissance de feu exige une coordination avec les autres activités qui ont lieu sur le champ de bataille, afin d' assurer l' effet combiné optimal sur l' ennemi. Les effets meurtriers soudains de la puissance de feu peuvent provoquer une perturbation et une dislocation localisées, dont la manœuvre peut tirer parti. On coordonne également la puissance de feu avec les opérations d' information afin de s' assurer que l' attaque électronique et psychologique accentue les effets physiques et moraux de la puissance de feu et de la manœuvre. Il est toujours souhaitable d' employer divers systèmes d' armes afin de rendre plus difficile la riposte de l' adversaire. L' emploi de la puissance de feu, ainsi que la menace de son utilisation, peuvent avoir un effet colossal sur le moral de l' ennemi.

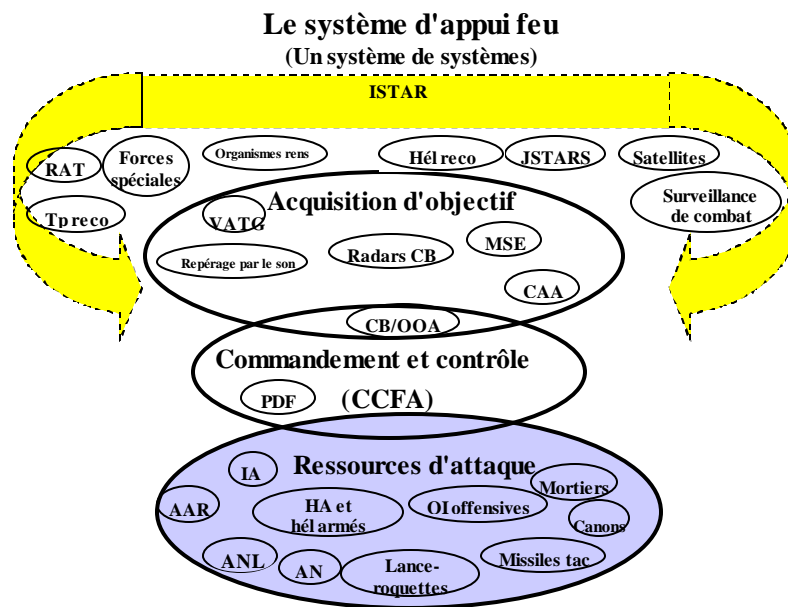
La puissance de feu est étroitement liée aux autres fonctions de combat. La puissance de feu organique fait partie intégrante des unités de manœuvre, tandis que la puissance de feu non organique, sous la forme d' appui-feu, est assurée par des ressources qui ne



relèvent pas de la responsabilité du commandant de l'unité de manœuvre. La puissance de feu contribue à la protection de la force en fixant l'ennemi par le recours à un tir neutralisant pendant que les forces amies manœuvrent, ou encore par la destruction de l'ennemi avant que celui-ci soit en position de réaliser une attaque efficace. Les OI offrent aux systèmes de puissance de feu l'architecture de communication nécessaire, la possibilité d'acquies les objectifs et, par l'entremise des OI offensives, un moyen pour engager les objectifs. Les ressources de la puissance de feu exigent une structure de commandement efficace qui est en mesure de traduire l'intention et le concept de l'opération du commandant en actions. On doit donc disposer de méthodes pertinentes, souples et compatibles avec la technologie moderne de commandement et de contrôle (C2). Enfin, sans une planification et une coordination minutieuses du maintien en puissance, particulièrement en ce qui concerne le réapprovisionnement en munitions, la puissance de feu est totalement inefficace.

**APPUI-FEU**

L'appui-feu consiste en l'utilisation collective et coordonnée du tir des systèmes de tir indirect terrestres et maritimes, des avions armés, des OI offensives et des munitions non létales contre des objectifs au sol, en appui aux opérations de combat terrestre aux niveaux opérationnel et tactique. L'appui-feu comprend l'intégration et la synchronisation du tir et des effets destinés à retarder, à perturber ou à détruire les forces ennemies, ainsi que ses fonctions de combat et ses installations, conformément aux objectifs opérationnels et tactiques. Il comprend l'artillerie de campagne, les mortiers, le tir naval et les armes pour avion. Le commandant de la force se sert de ces moyens pour appuyer son plan de manœuvre ainsi que pour



**Figure 1 : Le système d'appui-feu**

**Remarques sur la figure 1 :**

1. Les ressources d'acquisition d'objectif (AO) de l'appui-feu font partie du système ISTAR (renseignement, surveillance, acquisition d'objectif et reconnaissance). Le système ISTAR relie le renseignement, la surveillance, l'AO et la reconnaissance afin d'assurer au commandant une connaissance de la situation, dans le but d'optimiser la détection, la localisation et l'identification des objectifs pour faciliter l'engagement des ressources de manœuvre et d'attaque.
2. Les commandants de batterie (CB) et les officiers observateurs avancés (OOA) exécutent les fonctions de coordination d'OA et de conduite du tir et, par conséquent, leurs tâches englobent deux composants du système d'appui-feu.
3. Les mesures de soutien électronique (MSE) constituent la partie de la guerre électronique (GE) qui comprend les actions entreprises pour rechercher, intercepter et identifier les émissions électromagnétiques de même que pour localiser leurs sources en vue d'une reconnaissance immédiate de la menace.

RAT – Reconnaissance aérienne tactique	ANL – Arme non létale
VATG – Véhicule aérien téléguidé	AN – Appui naval
CB – Contre-batterie	HA – Hélicoptère d'attaque
CAA – Contrôleur aérien avancé	JSTARS – Système interarmées de radar de surveillance et d'attaque des objectifs
IA – Interdiction aérienne	PDF – Poste de direction des feux
AAR – Appui aérien rapproché	

engager les forces ennemies en profondeur. La planification et la coordination de l' appui-feu sont essentielles à tous les échelons du commandement.

La génération d' un appui-feu efficace contre un ennemi exige d' intégrer la puissance de feu organique et d' appui aux autres fonctions de combat. Les systèmes et les processus subordonnés qui servent à établir les priorités du tir, à identifier et à repérer les objectifs, à affecter les ressources, à attaquer les objectifs ainsi qu' à estimer les dégâts du combat doivent également être entièrement intégrés. L' appui-feu assure la planification et l' exécution du tir, de sorte que les objectifs pertinents soient attaqués de façon efficace.

Les commandants sont responsables de livrer combat avec leurs ressources de tir et de manœuvre. Une part considérable de la puissance de feu dont un commandant dispose provient de sources externes ne relevant pas de sa responsabilité. Par conséquent, la capacité d' utiliser toute la puissance de feu disponible dans la totalité de la profondeur du champ de bataille, à titre d' ensemble intégré et synchronisé, s' effectue par le recours à la planification, la coordination et l' exécution de l' appui-feu. Le commandant de l' artillerie coordonne l' appui-feu en reliant les ressources d' appui-feu les unes aux autres, de sorte que les effets multiples de chaque ressource concordent avec l' intention et le concept de l' opération du commandant de la force. Les commandants de manœuvre doivent comprendre les capacités et les limites de tous les moyens d' appui-feu et ils doivent intégrer l' appui-feu à leurs plans opérationnels. Le commandant de l' artillerie, en revanche, doit connaître dans les moindres détails le concept de l' opération du commandant auquel l' appui est destiné. La planification, la coordination et la synchronisation efficaces de l' appui-feu sont cruciales à la réussite des

opérations de guerre et des opérations autres que la guerre.

Le système d' appui-feu est une entité intégrée qui est composée d' un groupe hétérogène de composants, qui doivent fonctionner de façon coordonnée afin d' appuyer le plan du commandant. Ces composants comprennent le commandement et le contrôle, les systèmes d' acquisition d' objectif et les ressources d' attaque (voir la figure 1).

L' intégration et la synchronisation de l' appui-feu avec le plan de bataille du commandant s' effectuent par la planification et la coordination de l' appui-feu. La planification et la coordination formelles relient entre elles les ressources d' appui-feu en un effort commun ayant pour but l' attaque des objectifs à l' aide de la ou des ressources d' attaque les plus efficaces, conformément à l' intention du commandant. Pour coordonner l' appui-feu, la collaboration entre les divers organismes d' appui-feu est essentielle pour assurer une mise en place efficace des feux. La coordination de l' appui-feu s' effectue à tous les niveaux du commandement, depuis l' équipe de combat et jusqu' aux niveaux supérieurs.

Les activités du système d' appui-feu doivent être étroitement intégrées au concept de l' opération et au plan du commandant de la manœuvre. Les éléments constitutifs du système doivent fonctionner à l' unisson et doivent s' adapter aux besoins du commandant de l' unité ou de la formation à laquelle l' appui est destiné. La coordination de l' appui-feu, qui est la responsabilité du commandant supérieur de l' artillerie, favorise les conseils, la planification et l' exécution nécessaires de l' appui-feu, de sorte que les objectifs désirés soient attaqués dans le but de produire les effets escomptés par le commandant de la manœuvre. Afin d' assurer la coordination requise, le commandant de l' artillerie met sur pied un centre de

coordination des feux d' appui (CCFA) au sein du centre d' opérations du quartier général de l' unité ou de la formation visée par l' appui. Le processus de coordination est mis au point par le recours aux mesures de coordination de l' appui-feu, qui établissent les conditions de l' application du tir dans les zones désignées.

#### **CHOIX DES OBJECTIFS ET DES MOYENS DE TRAITEMENT**

Le choix des objectifs et des moyens de traitement se définit comme le « processus de sélection des objectifs et de choix du mode de traitement approprié à ces objectifs, en tenant compte des capacités et des besoins opérationnels ». Le processus de choix des objectifs et des moyens de traitement vient en aide au commandant en déterminant les objectifs qui doivent être acquis et attaqués, le moment auquel on doit les attaquer ainsi que les éléments qui sont nécessaires pour infliger une défaite à l' objectif. La méthodologie préconisée favorise la coordination du renseignement, de la surveillance, de l' acquisition d' objectif et de la reconnaissance (ISTAR) et des ressources de frappe, soit les ressources aériennes, d' aviation, de tir indirect et d' OI offensives, en s' assurant que ces éléments sont correctement intégrés et qu' on utilise les moyens d' engagement les plus efficaces pour attaquer chacun des objectifs.

Un objectif est une fonction, une formation, un équipement, des installations ou un terrain de l' ennemi qu' on prévoit détruire, neutraliser ou supprimer afin de retarder, de perturber, de dérouter, de limiter ou de détruire l' ennemi. L' accent est mis sur l' identification des ressources qui sont les plus importantes pour l' ennemi, pour chaque phase de la bataille. Si on prive l' ennemi de ces ressources, on lui enlève l' initiative et on l' oblige à se conformer aux plans de bataille amis.

Le choix des objectifs est un processus dynamique et constant qui se prête bien à une méthode systématique et analytique visant l'attaque d'objectifs importants. Le processus de choix des objectifs permet d'opposer de façon efficace les capacités de la force amie aux objectifs ennemis. Les buts du choix des objectifs doivent être bien saisis dans tout l'environnement combiné et interarmées. Le choix des objectifs doit axer les ressources sur les capacités de l'ennemi qui peuvent nuire à l'exécution des missions amies.

Au niveau de la division, le processus de choix des objectifs est réalisé au sein du Centre de coordination des opérations en profondeur (CCOP). Le CCOP se trouve au poste de commandement principal et il fait office de point central pour la planification, la coordination, la synchronisation et l'exécution des opérations en profondeur de la division. Le CCOP agit à titre d'installation de commandement et de contrôle du combat, offrant au commandant la possibilité de concentrer les activités de toutes les unités, des organismes et des cellules qui participent à l'appui des opérations en profondeur. Le CCOP comprend des personnes qui représentent les cellules des opérations courantes, des plans, du renseignement, du soutien au combat et du CCFA (y compris les éléments aériens, l'aviation et la défense antiaérienne), sous la supervision du G3 Opérations en profondeur. Les membres du CCOP assurent la liaison de coordination essentielle avec leurs cellules affiliées et leurs responsabilités s'articulent autour des questions liées aux opérations en profondeur et se rapportant à leurs domaines de spécialisation.

Le CCOP relève directement du chef d'état-major de la formation qui, pour le compte du commandant, agit en qualité d'autorité approuvée pour les opérations en profondeur. Le CCOP se tient au courant de l'état des opérations

et se rapproche de l'arrière et examine sans cesse la relation entre ces activités et les critères des opérations en profondeur. Par le recours au processus de choix des objectifs, les objectifs sont sélectionnés et les ressources de détection sont affectées et employées. Aux niveaux inférieurs à la division, la fonction de choix des objectifs relève du CCFA correspondant.

La méthodologie du choix des objectifs est caractérisée par quatre fonctions connexes : décision, détection (y compris la nécessité de poursuivre un objectif), exécution et évaluation. Le processus de choix des objectifs est étroitement lié à l'analyse tactique graphique (ATG), à l'analyse constante de l'ennemi ainsi qu'aux conditions météorologiques et au terrain de la zone des opérations. L'ATG fournit la majeure partie de l'information requise pour le choix des objectifs, car elle évalue les capacités de l'ennemi et elle prévoit les plans d'action de l'ennemi en ce qui concerne les conditions du champ de bataille.

Le champ de bataille d'aujourd'hui comporte de nombreux objectifs dont le type et la vulnérabilité diffèrent : leur nombre dépasse la capacité des ressources disponibles pour les acquérir et les attaquer. Ainsi, le commandant doit déterminer les objectifs qui sont les plus importants pour l'ennemi, parmi ceux-ci, lesquels il doit acquérir et attaquer pour accomplir sa mission. Le choix des objectifs aide le commandant à prendre ces décisions.

#### DÉFENSE ANTIAÉRIENNE

La bataille aérienne fait partie intégrante de la bataille interarmées. Le chapitre du manuel qui porte sur la défense antiaérienne (DAA) présente les principes doctrinaux des opérations DAA de l'Armée de terre exécutées dans le cadre d'opérations interarmées et combinées. L'artillerie antiaérienne désigne la contribution de l'armée de terre aux opérations interarmées

antiaériennes. Elle comporte des actions offensives et défensives visant à contrer la menace aérienne.

Les opérations DAA englobent deux fonctions de combat. En vertu de la doctrine canadienne, la DAA fait partie de la fonction de protection, car son rôle principal consiste à protéger la force contre une attaque aérienne. La DAA peut être disposée et utilisée dans le but d'attaquer et de détruire les aéronefs ennemis, plutôt que de défendre des ressources particulières, et elle est par conséquent un élément de la fonction de puissance de feu. La DAA contribue en outre aux OI en assurant la connaissance de la situation aérienne intégrée.

À l'instar du terrain, l'espace aérien du théâtre des opérations est un aspect crucial des opérations interarmées. L'espace aérien est utilisé à des fins capitales, notamment la manœuvre, l'appui-feu indirect, la reconnaissance et la surveillance, le transport et le commandement de la bataille. Un contrôle et une coordination efficaces de l'espace aérien auront certes une incidence considérable sur le résultat des campagnes et des batailles. Les commandants interarmées doivent tenir compte de l'espace aérien et de la répartition de la puissance aérienne dans le cadre de la planification et de l'appui à leurs opérations. Les commandants doivent s'attendre à ce que l'ennemi s'oppose à leur utilisation de l'espace aérien et ils doivent protéger les forces amies contre toute observation et toute attaque de la part de l'ennemi. Les opérations DAA contribuent à assurer et à préserver le degré voulu de supériorité aérienne et de protection de la force, en plus de favoriser les opérations d'information par le recours aux systèmes de surveillance DAA (optiques, électroniques, etc.).

Le rôle de l'artillerie DAA consiste à empêcher l'ennemi de nuire aux opérations terrestres depuis l'espace

aérien. Cette tâche comprend des mesures actives et passives. L' artillerie DAA contribue à la campagne antiaérienne globale par la destruction des ressources aériennes de l' ennemi, qui comprennent les aéronefs à voilure fixe, les hélicoptères, les missiles et les véhicules aériens téléguidés (VAT).

Les opérations de supériorité aérienne sont des opérations de combat dirigées contre le potentiel aérien offensif ou défensif de l' ennemi, en vue d' obtenir ou de conserver le degré souhaité de supériorité aérienne. La supériorité aérienne, lorsqu' elle survient au moment et au lieu cruciaux, offre aux forces amies un environnement favorable dans lequel elles peuvent dominer les opérations aériennes, terrestres et maritimes. Le contrôle de l' espace aérien par les éléments amis empêche l' ennemi d' utiliser sa puissance aérienne de façon efficace contre les forces amies et les zones arrière, tout en favorisant l' utilisation, par les éléments amis, de la puissance aérienne contre l' ennemi. En limitant l' utilisation, par l' ennemi, de sa puissance aérienne, on augmente les chances de réussite des forces amies. Étant donné que les opérations offensives et défensives doivent souvent faire appel au même espace aérien et aux mêmes ressources, on doit les envisager conjointement. La situation globale et le concept de l' opération du commandant de la force interarmées détermineront si l' accent doit être mis sur les opérations de supériorité aérienne offensives ou défensives. Les opérations de supériorité aérienne sont, de nature, interarmées : elles ont trait aux batailles aériennes, terrestres et maritimes et elles dépassent souvent le cadre de chacune d' elles.

Les opérations de supériorité aérienne offensives se déroulent dans l' ensemble du champ de bataille et elles sont généralement exécutées sur l' initiative des forces amies. On fait appel aux rôles suivants pour mener à

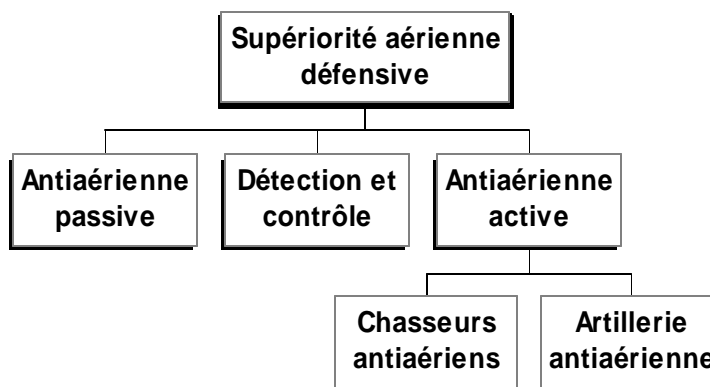


Figure 2 : Les composantes des opérations aériennes défensives

bien les opérations de supériorité aérienne :

- ✦ Attaque d' aérodrome – Pour détruire et perturber les opérations aériennes de l' ennemi.
- ✦ « Sweep » – Pour rechercher et détruire des aéronefs ennemis ou des objectifs de circonstance dans une zone d' opérations déterminée.
- ✦ Suppression de la défense aérienne ennemie (SDAE) – Pour favoriser la réussite des opérations aériennes. Les attaques létales et non létales sont dirigées contre les systèmes de défense aérienne de l' ennemi et elles visent à détruire, à neutraliser ou à détériorer temporairement ceux-ci.

Les opérations de supériorité aérienne défensives s' effectuent généralement en riposte à une activité aérienne de l' ennemi et elles comportent des mesures actives et passives, dont l' efficacité est tributaire des systèmes de détection ainsi que de commandement et de contrôle. Les composants des opérations antiaériennes défensives sont précisés à la figure 2.

L' artillerie antiaérienne représente un élément important des opérations de supériorité aérienne défensives. En effet, elle donne une plus grande liberté de mouvement au commandant de la

manœuvre en réduisant la capacité de l' ennemi à nuire aux opérations au sol par le recours à la puissance aérienne. L' intégration complète de tous les systèmes DAA est capitale pour assurer une efficacité optimale de supériorité aérienne défensive.

La DAA peut être active ou passive. La DAA active vise à détruire les aéronefs ennemis, à l' aide de chasseurs d' interception, de patrouilles aériennes de combat et d' artillerie DAA. La DAA passive consiste à prendre des mesures destinées à diminuer la vulnérabilité des forces amies face aux attaques aériennes. On peut faire appel à l' artillerie DAA dans un rôle d' usure ou un rôle défensif. La DAA d' usure met l' accent sur la destruction des aéronefs ennemis, tandis que la DAA défensive vise avant tout à protéger les ressources amies.

#### ARMES NON LÉTALES

Nous avons indiqué plus haut que la puissance de feu comprend les armes non létales (ANL). Les ANL sont les armes, les munitions et les dispositifs qui sont conçus explicitement et qui sont utilisés principalement pour mettre hors combat le personnel ou le matériel, tout en réduisant au minimum les décès et les blessures permanentes au personnel et les dommages non désirés aux biens ou à l' environnement. Cette définition ne comprend pas les

opérations d'information (par exemple le brouillage, les opérations psychologiques, etc.) ou les autres capacités militaires qui ne visent pas spécifiquement à réduire au minimum les décès, les blessures permanentes au personnel et les dommages non désirés à l'environnement, même si ces capacités peuvent avoir des effets non létaux (par exemple la fumée et l'illumination).

Les capacités de base associées aux ANL se regroupent en deux catégories : antipersonnel et antimatériel. Les ANL antipersonnel visent à mettre les gens hors de combat ou à contrôler leurs activités conformément aux objectifs de la mission, tout en réduisant au minimum les décès ou les blessures graves. Les ANL antimatériel accroissent la capacité d'une force d'atteindre les objectifs de sa mission en diminuant ou en supprimant la capacité de l'ennemi à utiliser son équipement et son infrastructure de soutien.

Les ANL sont de plus en plus utilisées dans tout le spectre des conflits et de nombreux pays les fabriquent et en font l'acquisition. Les ANL peuvent faciliter la manœuvre ainsi qu'accroître et intensifier les effets synergétiques des armes traditionnelles. Bon nombre d'ANL font appel à une technologie commerciale : ainsi, leur utilisation ou leur prolifération au sein des forces ennemies est fort probable, ce qui exige le recours à des contremesures. Il importe donc de comprendre pleinement les capacités des ANL et de préciser les principes de leur emploi par l'Armée canadienne.

Dans l'environnement opérationnel d'aujourd'hui, une puissance de feu traditionnelle, ou la menace d'une force létale, ne

**Électromagnétiques** : lasers, munitions optiques, micro-ondes de grande puissance et matériaux conducteurs

**Acoustiques** : Ondes sonores et de choc qui influent sur les organes internes

**Chimiques** : matières supercorrosives et supercaustiques, modificateurs de carburant, fragilisateurs de métaux, agents anti-traction et superadhésifs

**Biologiques et bactériologiques** : organismes visant à détériorer des matériaux et produits comme les explosifs, le caoutchouc, le carburant et les composants électriques

**Cinétiques** : projectiles non pénétrants comme les balles ou les billes de caoutchouc ou de plastique, les munitions-bâtons, les munitions-perles

**Figure 3 : Catégories d'armes non létales**

constitue pas nécessairement une solution convenant à une situation qui, auparavant, aurait été du ressort de la riposte militaire traditionnelle. En raison de l'examen minutieux du public de l'emploi de la force militaire, les ANL offrent à l'Armée de terre un large éventail de possibilités d'emploi pour tout le spectre des conflits. Les ANL doivent être entièrement intégrés aux systèmes d'arme traditionnels et, même si on peut les utiliser seules ou avec d'autres systèmes de même nature, elles doivent toujours être appuyées par une force létale.

Bon nombre des nouveaux systèmes ANL ne sont pas au point, technologiquement, et des doutes demeurent quant aux effets de leur utilisation, ce qui complique l'évaluation de leur efficacité dans un contexte militaire. La venue des ANL suscite par ailleurs de nombreuses questions juridiques, auxquelles on doit répondre adéquatement avant de pouvoir les utiliser dans le cadre des opérations. Le développement et/ou l'acquisition de capacités ANL par l'Armée de terre canadienne exige de déterminer si l'utilisation de ces armes est, dans certains cas ou dans toutes les situations, interdite par le droit des conflits armés (DCA).

**CONCLUSION**

La puissance de feu est l'une des six fonctions de combat. Il s'agit d'un élément crucial qui permet de vaincre la capacité et la volonté de combattre de l'ennemi. La puissance de feu est un concept interarmées qui comprend les effets traditionnels des armes terrestres, aériennes et maritimes. Lorsqu'elle est utilisée conjointement avec les autres fonctions de combat, elle contribue en bonne partie à infliger une défaite à l'ennemi.



**NOTES**

- 1 AAP-6 Glossaire OTAN
- 2 AAP-6 Glossaire OTAN

## DE LA DIRECTION DE L'INSTRUCTION DE L'ARMÉE DE TERRE

### L'APPRENTISSAGE PAR LA SIMULATION SUR ORDINATEUR DE TABLE : JUSTIFICATION DE L'ACHAT D'UNE VERSION CANADIENNE DE TACOPS

La simulation est une stratégie d'enseignement efficace qui nous permet d'offrir aux étudiants des scénarios réalistes grâce auxquels ils peuvent prendre de l'expérience. La meilleure manière d'apprendre à faire quelque chose consiste à faire cette chose. Il n'est cependant pas toujours pratique et réaliste de permettre à l'étudiant de s'exercer à exécuter chaque compétence de façon réelle. Souvent, l'équipement n'est pas disponible ou est tout simplement trop dispendieux pour qu'il soit possible à de nombreux étudiants d'apprendre par la pratique. Lorsqu'il est trop dispendieux, dangereux ou compliqué d'apprendre à un étudiant une fonction en jouant le rôle, il est possible de prendre de l'expérience de façon réaliste grâce à la simulation?

Un des obstacles à la mise en place d'un environnement d'apprentissage par la simulation à l'intention des étudiants était par le passé le coût élevé de la conception, du développement et de la production de simulateurs. Un simulateur qui reproduit les actions et les réactions de l'équipement réel coûte des millions de dollars. Les micro-ordinateurs modernes offrent aujourd'hui un moyen beaucoup plus efficace de proposer aux étudiants un environnement simulé parce qu'ils permettent une interaction dynamique, des graphiques animés en trois dimensions et même des vidéos numériques représentant la réalité virtuelle, le tout à un prix raisonnable. Une étude menée en 1998 par la National Training Systems Association montre que le ministère de la Défense américain abandonne progressivement les outils de simulation exclusifs à grande échelle

au profit de systèmes déployables, reconfigurables et non exclusifs fonctionnant sur ordinateur personnel. La tendance est à l'abandon des simulateurs autonomes et en faveur de systèmes réseautés en environnement réparti. La simulation sur ordinateur de table ne remplacera pas les simulateurs pour l'instruction tactique et opérationnelle de haut niveau, mais rendra plus efficace le temps passé sur ce genre de simulateur. C'est pour toutes ces raisons que la Force terrestre est en voie d'acheter une version

*« Même si une partie importante de l'apprentissage est fonction de l'enseignement – c'est-à-dire l'enseignement bien fait et dispensé par des bons professeurs – la majorité de l'apprentissage vient de l'exploration, du fait de réinventer la roue et de l'expérience personnelle. »<sup>1</sup>*

(Traduction)

canadienne du logiciel de simulation tactique TacOps, un produit standard fonctionnant sur ordinateur de table.

#### LA SIMULATION AU SEIN DE L'ARMÉE DE TERRE DU CANADA

Au sein de l'Armée de terre, l'instruction par la simulation a pour but de compléter les autres méthodes d'instruction pour permettre aux commandants de mieux préparer leurs soldats en vue des tâches opérationnelles. La simulation viendra

donc améliorer les autres formes d'instruction et non les remplacer. La simulation contribuera grandement à l'acquisition et au maintien des compétences essentielles et des connaissances tactiques et favorisera la survie sur le champ de bataille moderne. À condition d'être utilisée de façon créative, la simulation est un puissant multiplicateur de l'instruction qui permet de maintenir la formation de nos troupes à un niveau d'excellence. Les récents progrès technologiques en matière de simulation ont grandement amélioré la capacité de la simulation sur ordinateur d'agir comme multiplicateur de l'instruction. La technologie de la simulation est aujourd'hui en mesure de reproduire l'environnement du champ de bataille pour les fins de l'instruction individuelle et collective des troupes de combat et ce, à un niveau de réalisme jamais atteint auparavant en dehors du champ de bataille réel. La simulation procure une combinaison de confiance dans le leadership du commandant, dans les compétences des soldats et dans l'équipement qu'ils utilisent, et cette confiance mutuelle est la clé du succès sur le champ de bataille moderne.

L'exploitation de la simulation pour les fins de l'instruction est la pierre angulaire de la stratégie d'instruction présente et future de l'Armée de terre. Pour bien comprendre cette orientation, il faut se pencher sur les origines récentes de notre politique d'instruction par la simulation. À partir de 1989, par suite de la fin de la guerre froide, et encore aujourd'hui, nous vivons une période de réduction importante des sommes consacrées à la défense. Notre armée, comme toutes les autres armées du monde, a vu ses budgets coupés et

sa structure réduite au profit d'une réduction du déficit national ou de la mise en œuvre de programmes sociaux. En 1991, l'Armée de terre venait de subir d'importantes coupures budgétaires et réductions de son effectif tout en vivant simultanément son plus important déploiement opérationnel outre-mer depuis la guerre de Corée. Elle était déchirée entre deux priorités conflictuelles : d'un côté, une politique officielle et l'obligation professionnelle de maintenir une force de combat polyvalente, et de l'autre, la nécessité opérationnelle de soutenir l'instruction axée sur les opérations autres que la guerre, notamment les missions permanentes de maintien de la paix et les missions d'aide humanitaire. De plus, il fallait soutenir ces deux priorités d'instruction à l'aide de ressources constamment décroissantes.

Il fallait donc que les ressources consacrées à l'instruction de la force de combat polyvalente servent également à l'instruction en vue des opérations autres que la guerre. Ce partage a eu des répercussions sur l'instruction axée sur le potentiel de combat général de l'Armée de terre. Ainsi, par exemple, le dernier exercice RENDEZ-VOUS (RV) a été tenu en 1992. L'exercice RV prévu pour 1994 a été annulé, tandis que celui prévu pour 1995 a été transformé en un exercice d'entraînement en vue de l'opération COBRA et aucun autre exercice RV n'est planifié pour l'avenir prévisible. Nous avons également été témoins d'une réduction continue de la fréquence des exercices de brigade qui sont passés de deux par année à la fin des années 80 à un tous les deux ans actuellement, et même ce rythme pourrait être encore trop dispendieux. De plus, l'abandon de la base canadienne en Allemagne nous a privé des bénéfices des exercices d'entraînement annuels (FALLEX) et des exercices mécanisés et combinés auxquels nous participions en Europe. Enfin, les unités ont subi une réduction constante de leurs activités d'instruction collective, en

particulier dans les scénarios toutes armes, à cause des fréquentes périodes de service pour l'ONU et de la réduction des budgets d'instruction.

Dès 1992, les chefs supérieurs de l'Armée de terre ont vu le défi qu'allait poser l'instruction. Ils ont également compris que cette situation allait durer et entraînerait des changements aux méthodes traditionnelles d'instruction. Nous n'avons simplement plus le temps ni les moyens de continuer à dispenser l'instruction de la manière traditionnelle. La méthode traditionnelle était fondée sur le tir réel dans les champs de tir conventionnels et en campagne, sur l'entraînement pratique en campagne et sur de grands exercices d'entraînement en campagne. Toutes ces méthodes d'instruction sont maintenant limitées par des contraintes de temps et de ressources financières.

L'Étude sur la structure de l'instruction de la Force terrestre a été terminée en 1993. Une des nombreuses recommandations de l'étude qui furent approuvées, définissait le besoin d'une politique d'instruction par la simulation pour fixer les grandes lignes d'un programme d'acquisition d'outils de simulation et pour orienter l'emploi de la simulation au sein de la Force terrestre. La version initiale de cette politique a été rédigée en 1994 et sa version finale publiée en 1996. Une mise à jour de cette politique devrait être diffusée en 1999. Voici certains des objectifs fondamentaux qui soutiennent la politique d'instruction par la simulation et permettent de comprendre l'orientation de l'Armée de terre en cette matière :

- ✦ posséder le potentiel d'enseigner et de maintenir des compétences essentielles de base et avancées touchant l'équipement, aux niveaux individuel, équipages et unités, afin d'atteindre les normes d'instruction fixées pour les missions et les rôles opérationnels assignés;

- ✦ maximiser le rendement des sommes consacrées à l'instruction, particulièrement de celles consacrées aux exercices d'entraînement en campagne, en préparant les participants aux activités en campagne grâce à l'entraînement aux procédures et à l'atteinte de niveaux de compétence de passage avant l'instruction réelle;

- ✦ maintenir des compétences qu'il serait autrement trop dispendieux de maintenir, par exemple les compétences de commandement et d'état-major au niveau des formations supérieures dans les scénarios interarmes ou combinés;

- ✦ évaluer et valider l'instruction conformément à l'approche systémique de l'instruction de l'Armée de terre;

- ✦ réaliser des économies et augmenter l'efficacité des dépenses O & M.

Le prochain aspect à traiter sont les trois niveaux de simulation et la priorité que la Force terrestre leur a attribuée dans sa stratégie d'acquisition. Le Canada a accepté le regroupement des simulations militaires en trois grandes catégories proposé par l'OTAN. Les simulateurs du niveau un sont des simulateurs individuels ou d'équipage qui permettent l'entraînement aux niveaux de base ou avancé et l'entraînement aux procédures. Un exemple des simulateurs de ce niveau est le simulateur d'armes légères. Les simulateurs de niveau deux sont les simulateurs d'instruction collective qui permettent l'instruction au niveau de l'unité ou à un niveau supérieur. Un exemple de simulateur de ce niveau est le simulateur d'effets d'armes ou le simulateur de type MILES. Enfin, les simulateurs de niveau trois sont ceux qui permettent l'entraînement au commandement et au contrôle jusqu'au niveau de la formation. De bons exemples de ces types de simulateurs sont le JANUS et le simulateur de commandement au combat. La stratégie

d' acquisition actuelle de l' Armée de terre a accordé la priorité aux simulateurs de deuxième niveau. L' acquisition d' une suite de simulateurs d' effets d' armes ou (SEA) est la toute première priorité d' acquisition de technologie d' instruction et constitue la pierre angulaire de la stratégie d' instruction de l' Armée de terre en vue d' une instruction collective réaliste et valide. La priorité numéro deux va aux simulateurs individuels et d' équipage dans le cadre d' un programme permanent mis en œuvre au fur et à mesure où les vieux simulateurs sont remplacés ou modernisés et où le nouvel équipement entre en service. Des exemples de simulateurs de ce niveau sont les simulateurs de tir du Cougar et du Léopard. La troisième priorité va aux simulateurs de niveau trois ou simulateurs de commandement et d' état-major. À titre provisoire, l' Armée de terre a fait l' achat de suites JANUS et d' une suite de Simulateur de commandement et d' état-major pour combler le vide à ce niveau jusqu' à ce qu' un futur système d' instruction en matière de commandement et d' état-major soit disponible à un prix acceptable compte tenu de nos ressources financières. Les priorités d' acquisition sont conditionnées par le potentiel de réalisation qui, lui-même, dépend dans une large mesure de nos ressources financières. Nous essayons d' acheter les systèmes offrant le meilleur rendement possible au plan de l' instruction et ce, dans les limites ressources disponibles.

#### LA SIMULATION SUR ORDINATEUR DE TABLE COMME STRATÉGIE D' INSTRUCTION

Comme je l' ai déjà dit, il existe, dans le milieu de la modélisation et de la simulation, une tendance à maximiser la simulation sur ordinateur de table comme outil efficace de soutien d' une stratégie de simulation exhaustive. Le recours à la simulation sur ordinateur pour créer des environnements

d' apprentissage réalistes peut comporter des avantages substantiels par rapport aux méthodes d' instruction traditionnelles. Le principal avantage est que l' étudiant est activement engagé dans l' exploration et l' apprentissage. Les théories actuelles d' apprentissage dictent habituellement que l' étudiant soit activement impliqué dans le processus d' apprentissage. Ce principe est contraire à la méthode d' enseignement traditionnelle en vertu de laquelle l' étudiant est considéré comme une boîte vide qu' on remplit de connaissances. Le recours à la simulation est important et profitable parce que la simulation est conçue pour encourager l' apprentissage par l' exploration et l' expérience. La simulation présente un monde simplifié dans lequel l' étudiant résout des problèmes, apprend des procédures, arrive à comprendre les caractéristiques de divers phénomènes ou apprend à réagir dans diverses situations. Le but de la simulation est de permettre à l' étudiant de se construire une image mentale utile d' une partie du monde et de lui offrir l' occasion de mettre cette image à l' épreuve de façon sûre et efficace.<sup>7</sup> L' instruction fondée sur la simulation fournit aux étudiants l' occasion d' apprendre dans un contexte de résolution de problème relativement réaliste, de s' exercer à appliquer des compétences en l' absence de danger ou de stress, d' explorer des situations réelles ou artificielles, de modifier l' échelle temporelle des événements et d' interagir avec des versions simplifiées du processus ou du système simulés.

#### CATÉGORIES DE SIMULATIONS

Alessi et Trollop proposent un classement utile des systèmes de simulation par ordinateur de table qui nous aide à comprendre comment les utiliser dans le processus d' apprentissage.

✦ **Physique**. Dans une simulation physique sur ordinateur, un objet

physique est affiché à l' écran et l' étudiant a l' occasion de manipuler ledit objet pour en apprendre plus à son sujet.

✦ **Procédure**. Le but de la simulation d' une procédure est d' enseigner une série de gestes qui constituent une procédure. Dans une simulation de procédure, chaque fois que l' étudiant pose une action, l' ordinateur réagit en lui offrant rétroaction et information sur les conséquences du geste qu' il vient de poser.

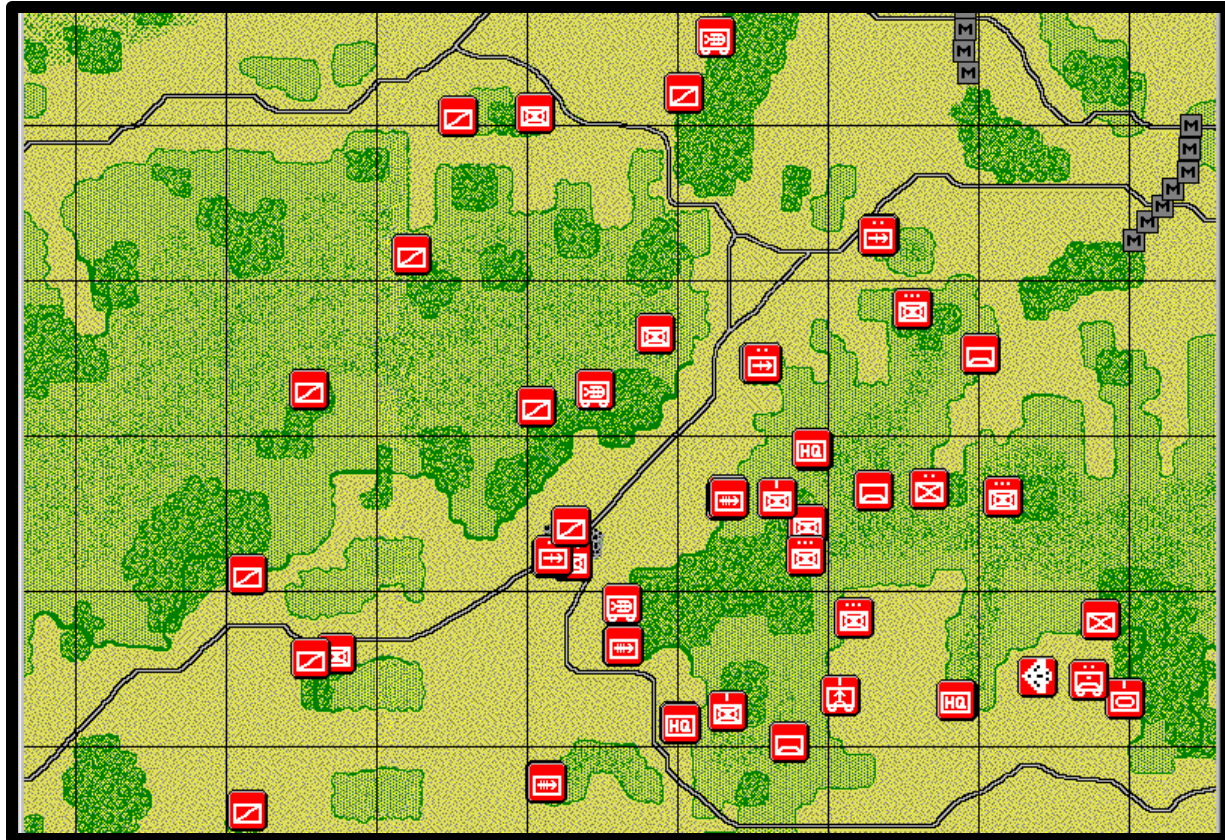
✦ **Situationnel**. Les simulations situationnelles touchent les attitudes et les comportements plutôt que les compétences physiques. Elles permettent à l' étudiant de voir les effets de diverses stratégies possibles pour résoudre une situation ou un problème, ou de remplir divers rôles dans un scénario de jeu de rôles.

✦ **Processus**. Dans une simulation de processus, l' étudiant ne participe pas activement à la simulation et n' est pas tenu de faire des choix ou de poser des gestes durant la simulation. Il doit plutôt choisir les valeurs des variables au début de la simulation puis observer le déroulement du processus sans intervenir. Un bon exemple de ce type de simulation est le programme de calcul de l' impôt qui permet à l' utilisateur d' entrer différents niveaux de contribution au REER pour voir l' effet final sur les taux d' imposition global.

#### SIMULATION SUR ORDINATEUR DE TABLE DANS L' ARMÉE DE TERRE — POURQUOI TACOPS?

L' Armée de terre a récemment adopté la simulation pour des exercices de poste de commandement (XPC) assistés par ordinateurs parce que cette option est plus efficace et moins coûteuse que les exercices en campagne. Aussi bien ceux qui participent à l' exercice que ceux qui soutiennent l' exercice profitent de





**Figure 1 : Il s'agit d'un scénario de défense FOROP dans lequel un bataillon de fusiliers motorisés (BTR-80) avec des blindés supplémentaires est disposé pour arrêter un groupement tactique de blindés canadien qui devrait venir de l'est.**

l'exercice simulé. Le besoin d'un outil d'instruction tactique fondée sur la simulation a mené à l'acquisition du système JANUS au milieu des années 1990. Le JANUS est un simulateur constructif de haut niveau qui sert à l'instruction tactique du niveau de la section jusqu'au niveau de la brigade. Le JANUS est un excellent outil pour ce genre d'instruction. Toutefois, même s'il est le système d'instruction préféré à cet égard, son coût et ses emplacements physiques limitent sa capacité de soutenir l'instruction individuelle et collective au niveau de l'unité et de la sous-unité.

Compte tenu du besoin défini, l'Armée de terre s'est tournée vers des simulateurs sur ordinateur de table moins dispendieux comme solution

rechange possible. Suite à une analyse de rentabilité, elle a récemment entrepris l'achat d'une version canadienne d'un simulateur de combat tactique sur ordinateur de table nommé TacOps. Le logiciel TacOps est essentiellement un logiciel de simulation de combats terrestres tactiques contemporains et du proche avenir entre les forces canadiennes et américaines (CANUS), d'une part, et diverses forces d'opposition (FOROP). La plupart des véhicules, des organisations d'unité et des armes proposés dans le simulateur sont ceux qui devraient être disponibles en l'an 2000. Certaines armes et ressources qui devraient être disponibles d'ici une dizaine d'années sont également incluses en option. Enfin, certaines anciennes organisations et armes sont également

offertes comme options. Le TacOps se concentre principalement sur les opérations terrestres du point de vue du commandant de bataillon ou de régiment. Les déplacements et interactions des unités de l'infanterie et de l'arme blindée sont traités très en détail. Par contre, les activités d'appui aérien et d'appui d'artillerie sont traitées de façon plus conceptuelle. Les marqueurs d'unité (icônes représentés par les symboles de l'OTAN ou pictogrammes) représentent habituellement les pelotons et compagnies, mais peuvent être subdivisés en équipes, escouades ou véhicules. Le nombre de marqueurs par jeu varie en fonction du scénario. Les scénarios vont des courts engagements au niveau de la compagnie et du bataillon jusqu'à de grandes batailles

étalées sur plusieurs heures et mettant aux prises plusieurs brigades ou régiments de chaque côté.

Le TacOps peut se jouer seul contre une FOROP informatisée ou à deux à l' aide d' un ou de deux ordinateurs. Le jeu à deux ordinateurs peuvent se faire par l' intermédiaire d' un réseau, par l' échange de petits fichiers sur disquette, par connexion modem directe, par courrier ou par courrier électronique. Le jeu TacOps se déroule en tours successifs. Chaque tour comporte deux phases : la phase des ordres et la phase de combat. Chaque phase se déroule simultanément pour les deux joueurs. Au cours de la phase des ordres, le joueur donne ses ordres à ses unités à l' aide des touches de la fenêtre et en traçant sur l' écran les déplacements souhaités des unités à l' aide du pointeur de la souris. Lorsque tous les ordres sont donnés, la phase de combat commence. Pendant cette phase, les unités des deux forces, sous le contrôle de l' ordinateur, exécutent simultanément leurs ordres de mouvement et de combat en quatre étapes de 15 secondes. Durant la phase de combat, le joueur se contente d' observer; impossible de donner des ordres ou de modifier les ordres jusqu' à la phase des ordres suivantes.

Dans le simulateur TacOps, le joueur fait fonction de commandant et non de tireur. Le contrôle du tir des armes est limité au positionnement des unités grâce aux ordres de déplacement et de disposition, au réglage des portées d' engagement minimale ou maximale et à la désignation des objectifs prioritaires.

L' écran TacOps reproduit ci-dessous est tiré d' une leçon sur le renseignement enseignée à l' École du renseignement et de la sécurité des Forces canadiennes (ERSFC).<sup>10</sup> Ils' agit d' un scénario de défense FOROP dans lequel un bataillon de fusiliers motorisés (BTR-80) avec des blindés supplémentaires est disposé pour arrêter un groupement tactique de

blindés canadien qui devrait venir de l' est. L' ERSFC utilise ce scénario TacOps pour montrer et souligner l' importance de bien définir le problème du renseignement et les besoins de renseignement. Les étudiants doivent reconnaître les indicateurs de combat et analyser la situation en développement.

#### QUI D' AUTRE UTILISE LE TACOPS?

L' Armée de terre de Nouvelle-Zélande et le Corps des US Marines utilisent également TacOps. Au Canada, mis à part l' ERSFC, TacOps est officiellement utilisé par la Direction de la recherche opérationnelle (interarmées et terrestre) comme moteur des exercices au Jamaican Junior Command and Staff College au cours de la phase tactique du cours.<sup>11</sup> Un certain nombre d' autres établissements d' instruction des FC et de la FT utilisent également le TacOps de façon non officielle.

#### UTILISATIONS PROPOSÉES DU TACOPS

Le TacOps est acheté dans le but de compléter le JANUS comme outil peu dispendieux de simulation sur ordinateur personnel (peut fonctionner sur ordinateur 486) qui servira aux individus et aux unités de la Régulière et de la Réserve d' outil d' instruction au niveau de l' unité et de la sous-unité. Le coût de la version canadienne du TacOps est de 20 000 \$ US. Ce prix inclut une licence de site illimitée, un ordre de bataille (ORBAT) mis à jour, des cartes des principaux secteurs d' entraînement canadiens ainsi qu' une version anglaise et française. Voici les utilisations proposées du TacOps :

- ✦ outil de démonstration utilisé par l' instructeur en classe pour souligner des points d' enseignement en matière de tactique;
- ✦ outil d' exercice pour voir les conséquences de la planification et des décisions tactiques;

- ✦ moteur d' XPC pour remplacer les vieux jeux de table;
- ✦ outil pour préparer les unités à l' instruction à l' aide du JANUS;
- ✦ outil de répétition des exercices saisonniers sur les cartes des secteurs d' entraînement locaux, qui sont intégrées au TacOps, avant le déploiement;
- ✦ outil d' apprentissage qui encouragera les soldats et les officiers à prendre et analyser des décisions tactiques dans un environnement individualisé, interactif, stimulant et favorisant l' apprentissage continu.

#### CRITIQUES POTENTIELLES DU TACOPS

Voici un certain nombre de critiques des logiciels de simulation sur ordinateur de table, et en particulier du TacOps :

- ✦ la FT dispose déjà d' un simulateur d' XPC de meilleure qualité, notamment le JANUS;
- ✦ le TacOps souffre de certaines limites, notamment en matière de représentation du terrain et de l' altitude;
- ✦ le fait d' enseigner la doctrine par l' intermédiaire de jeux comporte un risque inhérent.

Le but de l' acquisition du TacOps n' est pas de remplacer le JANUS, mais bien de le compléter en offrant un outil supplémentaire utilisable sur n' importe quel ordinateur personnel. Le TacOps souffre effectivement des limites très claires touchant le terrain et l' altitude, mais il n' a pas été conçu pour simuler la réalité, mais bien pour reproduire une carte de papier. Le TacOps n' a pas été conçu comme jeu graphique de pointe, mais plutôt comme outil de simulation qui illustre les conséquences des décisions tactiques (ils' agit d' un outil de simulation de procédure et de processus). Le programmeur de TacOps

a étudié la possibilité d' inclure un pilote de graphique 3D à son logiciel de simulation (TacOps 98). Toutefois, l' expérience a été abandonnée parce qu' il est vite devenu clair qu' il coûterait trop cher de produire le nouveau simulateur. TacOps a été conçu non pour le joueur, mais plutôt pour l' étudiant sérieux qui s' intéresse à la tactique.

Les jeunes soldats et officiers de l' Armée de terre sont le fruit de la génération Nintendo. Les jeux et simulations sur ordinateur font partie de la culture du soldat moderne et ces intérêts et affinités des jeunes militaires devraient être cultivés au plus bas échelon pour faciliter la compréhension de la tactique et de la doctrine de la profession et favoriser la familiarisation avec ces aspects du métier. TacOps et JANUS n' ont pas de tactiques et de doctrines intégrées; les deux dépendent de l' apport collectif de connaissances et d' expérience du rédacteur de l' exercice et des joueurs. L' Armée de terre dispose des manuels nécessaires

et par une application judicieuse de la tactique et de la doctrine, les joueurs qui utilisent le TacOps et le JANUS produisent de meilleurs résultats.

#### QUAND LA VERSION CANADIENNE SERA-T-ELLE DISPONIBLE ?

La version canadienne finale de TacOps devrait être disponible en juillet à condition qu' aucun problème ne survienne dans la mise à jour de l' ORBAT ou dans la traduction. La distribution initiale du programme se fera par l' intermédiaire de la version 10 du Dépôt des données sur les leçons retenues prévue pour le mois d' août.

#### CONCLUSION

La simulation est une stratégie d' instruction très efficace qui permet aux étudiants d' apprendre par la pratique. Les étudiants d' aujourd' hui ont de bonnes connaissances technologiques et sont habitués à contrôler l' information qu' ils reçoivent, que ce soit par l' intermédiaire d' une

télécommande, d' une manette de jeu ou d' une souris d' ordinateur. Les stratégies d' instruction que nous adopterons pour leur formation devraient tenir compte de leurs aptitudes et de leurs affinités avec la technologie. Nous devrions essayer de maximiser le potentiel de la technologie pour leur offrir des environnements réalistes qui captent et retiennent activement leur attention afin de leur permettre d' apprendre par l' expérience. Les outils de simulation sur ordinateur peu coûteux, comme le TacOps, appuient la stratégie de simulation de l' Armée de terre en proposant une interface efficace et efficiente qui présente aux étudiants des scénarios et des environnements d' apprentissage simulés.



## NOTES

1 Negroponte N, *Being digital*, (New York: Random House Inc, 1995), p. 199.

2 Voici un excellent ouvrage qui se penche, en profondeur, sur les possibilités d' utiliser la simulation pour appuyer l' apprentissage basé sur les problèmes dans des environnements authentiques : Shanck, R.C., & Cleary, C. *Engines for Education*, (Hillsdale, NJ: Lawrence Erlbaum Associates, 1995).

3 Silver, J. « Desktop Revolution » – The pace is picking up for training based on the personal computer *Military Training Technology*, 3, 6, (1998), pp. 26-30.

4 Les paragraphes suivants sur la simulation au sein de l' Armée de terre du Canada ont été adaptés d' un document de source fourni par le major Brent Beardsley qui est l' officier de service responsable de la politique sur la simulation de l' Armée de terre au sein de la Direction de l' instruction de l' Armée de terre.

5 Il existe de nombreux documents qui traitent de l' hypothèse selon laquelle l' apprentissage actif est un élément crucial de l' apprentissage réussi. Un de ces ouvrages en particulier est Geban, O., Askar, P., & Ozkan, I. « Effects of Computer Simulations and Problem-Solving Approaches on High School Students » *Journal of Educational Research*, 86, 2, (1992), pp. 5-10. Un ouvrage précurseur sur la conception d' activités d' instruction pour appuyer l' apprentissage actif est celui de Romiszowski, A.J. *Designing Instructional Systems. Decision*

*making in courseware planning and curriculum design*, (New York: Kogan Page, 1981).

6 Jong, T. « Learning and Instruction with Computer Simulations ». *Education & Computing* 6, 3, (1991), pp. 217-229.

7 Alessi, S.M. & Trollop, S.R. *Computer Based Instruction: Methods and Development*. (New York, NY: Prentice-Hall, 1985).

8 Voici certaines références précises à ce sujet : Fieffer, R., & Allender, L. *It's Not How Multi The Media, It's How The Media is Used*. (ERIC Document: ED, 1994), pp. 388, 243; Van Berkum, J.J.A., & Jong, T. « Instructional Environments for Simulations » *Education & Computing*, 6, 3, (1991), pp. 305-358.

9 Alessi, S.M. & Trollop, S.R. *Computer Based Instruction: Methods and Development*. (New York, NY: Prentice-Hall, 1985).

10 La documentation de l' ERSFC a été gracieusement fournie par le capitaine Mike Beauvais, commandant du peloton d' instruction sur le renseignement.

11 Le major Jim Furnivall de la Direction de la recherche opérationnelle (interarmées et terre) mérite toute notre reconnaissance pour son initiative d' utiliser le TacOps pour appuyer l' instruction de l' Armée de terre et pour sa participation à l' analyse de rentabilité qui a conduit à l' acquisition de la version canadienne de TacOps.

## LA GUERRE DE MANŒUVRE ET LE COMMANDEMENT DEPUIS L'AVANT

*Le colonel Walter Semianiw, CD*

Un principe fondamental de la théorie de la guerre de manœuvre est que les commandants devraient commander depuis l'avant. On croit que les commandants qui se placent à la tête de leurs troupes seront capables d'exploiter au maximum les occasions tactiques qui se présentent de façon à réaliser des objectifs opérationnels et stratégiques. On croit aussi que le commandement depuis l'avant contribuera à éliminer, même pendant de courtes périodes, la friction et le brouillard de la guerre décrits par Clausewitz.<sup>2</sup> À cet égard, lorsqu'on analyse les opérations de l'armée allemande pendant la Seconde Guerre mondiale et, plus particulièrement, la Bataille de France et des Pays-Bas en 1940, tout nous amène à la conclusion que, pour exploiter les occasions tactiques au maximum, les commandants devraient commander depuis l'avant.

Comme le fait remarquer le théoricien militaire Robert Doughty, « aucune autre opération militaire n' a eu un plus grand effet sur notre perception de la guerre en ce siècle que la campagne de 1940, où les Allemands ont vaincu les Français »<sup>3</sup> [traduction]. En effet, la Bataille de France et des Pays-Bas a été citée par des théoriciens militaires contemporains comme un exemple classique de guerre de manœuvre. Durant cette campagne les forces françaises et alliées ont été vaincues de façon décisive, par l'utilisation efficace de la manœuvre et de la vitesse. Par ailleurs, des spécialistes contemporains ont soutenu que la campagne donnait un aperçu de la nature et de la forme des guerres de l'avenir.<sup>5</sup> Par conséquent, l'étude de la Bataille de France de 1940 et, plus particulièrement, des exploits du

XIX<sup>e</sup> Corps blindé du général Heinz Guderian, permet d'arriver à certaines déductions quant aux avantages de commander depuis l'avant ainsi que sur les risques inhérents à cette méthode de commandement et de contrôle.

*« Comme un écheveau que l'on démêle en tirant sur un fil, une unité militaire doit être commandée depuis l'avant. »*  
[traduction]

**Le général G.S. Patton Jr.**

Tout au long de sa carrière, Guderian a exigé de ses commandants subalternes qu'ils commandent depuis l'avant. Il avait compris qu'en procédant de cette façon, il pouvait accélérer le rythme du cycle de prise de décisions.<sup>6</sup> En étant en avant, ses commandants pouvaient prendre des décisions sur-le-champ, au lieu d'attendre que les ordres du quartier général remontent jusqu'à eux par la chaîne de commandement.<sup>7</sup> Les avantages du commandement depuis l'avant, selon Guderian, étaient qu'on pouvait réduire le temps nécessaire au cycle de prise de décisions et augmenter de façon proportionnelle le rythme des opérations.<sup>8</sup> En étant à l'avant, les commandants pouvaient se faire une idée personnelle de la bataille et « sentir » la situation. Comme on peut le lire dans le manuel *Truppenführung* (Commandement de troupes), publié en 1936, l'armée allemande considérait ce principe comme un élément vital du commandement efficace.<sup>1</sup> Dans le

manuel, on dit aussi que « lors d'engagements avec l'ennemi, il vaut mieux voir de ses propres yeux »<sup>1</sup> [traduction].

Conformément à cette méthode, Guderian était convaincu que ses subordonnés devaient être capables, de par leur entraînement et leur compétence, d'effectuer rapidement une appréciation de la situation et d'en tirer les bonnes conclusions.<sup>2</sup> C'est pourquoi il a organisé beaucoup d'exercices pratiques avec son état-major afin de s'assurer que ses commandants subordonnés acquièrent ces compétences. En accélérant le processus décisionnel, on voulait maintenir le rythme des opérations. Pour Guderian, l'élément critique du commandement depuis l'avant était la capacité de prendre des décisions rapides et efficaces. Manifestement, pour Guderian, la vitesse du processus décisionnel était la clé de la mobilité. Comme le fait remarquer le colonel Goutard dans son ouvrage intitulé *The Battle of France, 1940*, cette méthode de commandement et de contrôle a permis à l'armée allemande de conserver l'avantage sur les forces françaises et alliées lors de sa progression vers la côte de la Manche à l'été 1940.<sup>13</sup>

L'approche du commandement depuis l'avant, accompagnée d'un processus décisionnel rapide et efficace, ressort très clairement lorsqu'on examine les exploits du XIX<sup>e</sup> Corps blindé lors de sa percée à Noyelles, sur la côte de l'Atlantique, en 1940.<sup>14</sup> Les nombreuses références au positionnement à l'avant des commandants de compagnie, de bataillon, de brigade, de division et, dans

le cas de Guderian, de corps, démontrent clairement le degré d'enracinement de cette philosophie dans certaines parties de l'armée allemande durant la Bataille de France et des Pays-Bas.<sup>15</sup> On doit reconnaître, cependant, que dans la doctrine de la *Wehrmacht*, l'idée du commandement depuis l'avant avait encore été raffinée : la position idéale des commandants n'était pas nécessairement à l'avant, mais plutôt au *Schwerpunkt*, soit au point de l'effort principal.<sup>16</sup>

Il était d'usage, dans la *Wehrmacht*, que les commandants désignent un *Schwerpunkt* pour chaque opération, pratique qui remonte au temps des armées grecques et romaines.<sup>17</sup> En sachant que la friction et le brouillard de la guerre pouvaient causer le déplacement du *Schwerpunkt*, les commandants allemands étaient formés et préparés à se déplacer à l'endroit où le point de l'effort principale dessinait sur le champ de bataille.<sup>18</sup> Afin de permettre de tels déplacements de l'effort, des réserves suffisantes et un commandement fort et unifié étaient organisés. En outre, les réserves n'étaient engagées que pour renforcer un succès, et non en cas d'échec (une philosophie qui a aussi été pratiquée par l'armée soviétique pendant la Seconde Guerre mondiale<sup>19</sup>). Les actions prises par le commandant de la 1<sup>re</sup> Brigade d'infanterie de la 1<sup>re</sup> Division de Panzer (à qui l'effort principal du corps avait été confié) le premier jour de la poussée du XIX Corps blindé vers la côte de la Manche illustrent clairement les avantages du commandement à partir du *Schwerpunkt* et de prendre des décisions efficaces en temps opportun.<sup>20</sup> Parce qu'il se trouvait en avant, au *Schwerpunkt*, le commandant de brigade a pu voir la construction d'un obstacle par des Chasseurs belges qui avaient pour mission de ralentir la poussée allemande. Le commandant de brigade forma alors un détachement spécial qu'il chargea de franchir la rivière Our à gué, d'effectuer une reconnaissance d'itinéraire et de repérer

les obstacles le long de l'itinéraire prévu de la division.<sup>21</sup> Une fois un système d'obstacles repéré, le détachement avancés s'empara et le démantelait ou trouvait une façon de le contourner. Cette façon de faire contribuait à maintenir le rythme des opérations.<sup>22</sup> Parce qu'il était à l'avant, le commandant de brigade pouvait réagir plus rapidement aux changements de situation au *Schwerpunkt* que s'il avait été à l'arrière, à son quartier général. De plus, comme le commandant se trouvait à l'avant, les gestes qu'il posait avaient un effet plus grand sur le déroulement de la bataille parce qu'il attirait ses subordonnés à un point précis du champ de bataille et faisait converger leurs actions en vue d'exploiter la situation tactique au *Schwerpunkt*.<sup>23</sup> Dans cette situation, comme Martin van Creveld l'a fait observer, la fonction de commandement devenait un multiplicateur de force.<sup>24</sup>

Au niveau tactique, le commandant du 1<sup>er</sup> Régiment d'infanterie de la 1<sup>re</sup> Brigade d'infanterie a profité de cette situation.<sup>25</sup> Le 10 mai, après avoir traversé la rivière Ouret s'être avancé jusqu'à la frontière belge, le lieutenant-colonel Balcks aperçut qu'une brèche avait été ouverte dans les défenses frontalières belges. Il se déplaça rapidement au *Schwerpunkt*, évalua la situation et prit des mesures avant que le reste de la division n'arrive.<sup>26</sup> À 10h 30, les éléments de tête de l'avant-garde allemande avaient ouvert des brèches dans les défenses principales de la frontière belge et s'avançaient en profondeur dans les défenses belges six heures seulement après le début de la poussée du XIX Corps blindé à partir de la frontière allemande. En commandant depuis l'avant, le commandant du 1<sup>er</sup> Régiment d'infanterie a pu voir de ses propres yeux que sa formation ne rencontrait qu'une faible résistance ennemie. Il a donc pris les mesures nécessaires pour exploiter la situation. Encore une fois, comme le colonel Goutard le fait remarquer, parce que les commandants

allemands étaient en avant et qu'ils exploitaient les faiblesses de la défense française, ils pouvaient, tout au long de leur progression, agir plus rapidement que l'armée française ne pouvait réagir pour organiser ses défenses. Le résultat a été l'effondrement des défenses françaises en profondeur. Dans ce cas, avoir exploité la situation tactique a, sans contredit, permis aux Allemands d'atteindre leurs objectifs opérationnels et, finalement, stratégiques.<sup>27</sup>

Parce qu'ils se trouvaient en avant et qu'ils commandaient depuis l'avant, les commandants allemands pouvaient aussi résoudre les conflits qui survenaient et consulter leurs subordonnés. Dans la plupart des cas, ils intervenaient personnellement pour résoudre toute difficulté pouvant avoir une incidence sur les opérations. Le cas du général Guderian et du général Kempf se rencontrant sur la place du marché à Montcornet, le 13 mai, pour décider de l'emplacement des limites divisionnaires, n'est qu'un exemple de la façon d'éliminer la friction et le brouillard de la guerre lorsque les commandants commandent depuis l'avant.<sup>28</sup> En agissant sur place, les deux commandants se sont assurés que la liberté d'action et le rythme opérationnelle du corps étaient maintenues. L'autre solution aurait été de laisser les états-majors régler le problème. Sans aucun doute, cela aurait pris beaucoup plus de temps et aurait causé des retards.

D'autre part, comme le démontrent les actions des Français le 13 mai 1940, les commandants tactiques qui ne commandent pas depuis l'avant sont, le plus souvent, déconnectés de la bataille. Le 13 mai, les Allemands entreprirent sans appui un franchissement d'assaut de la rivière Meuse. À ce moment, ils étaient très vulnérables. En effet, certains spécialistes affirment que si les Français avaient attaqué à ce moment, ils auraient pu changer le caractère et le résultat de la campagne. Mais, parce que les

commandants français étaient à l' arrière, ils n' avaient pas une image claire de la bataille, à ce moment. De même, les renseignements qu' ils recevaient n' étaient pas suffisants pour qu' ils puissent suivre le rythme rapide de la bataille.<sup>29</sup> En fin de compte, les Français ont raté une chance.

Bien que la brièveté du présent article exclue l' examen en profondeur des exploits du XIX Corps blindé de Guderian, les exemples apportés mettent clairement en évidence que, pour exploiter au maximum les occasions tactiques, les commandants devaient commander non seulement depuis l' avant, mais aussi au point de l' effort principal. De plus, ce bref rappel historique montre que les commandants doivent aussi être formés à prendre des décisions rapides et efficaces de façon à exploiter le chaos de la bataille et à devancer le cycle décisionnel de l' ennemi. Attribuer ce principe de la guerre de manœuvre à Guderian serait aussi faux que de lui attribuer la naissance du *Blitzkrieg*. Comme l' indiquait le général Guderian dans son ouvrage précurseur *Panzer Leader*, les manuels d' entraînement allemands exigeaient que les commandants soient le plus en avant possible.<sup>30</sup> De plus, les comptes rendus et l' analyse critique de la campagne de Pologne, en 1939, montraient que les commandants allemands ne s' étaient pas placés aussi en avant qu' ils auraient dû et qu' ils n' avaient donc pas pu exploiter les occasions tactiques à fond! En conséquence, dans la période entre les campagnes de Pologne et de France, toutes les unités de catégorie I de l' armée allemande subirent un entraînement intensif afin de corriger cette lacune ainsi que plusieurs autres qui avaient été observées lors de l' invasion de la Pologne en 1939.<sup>32</sup>

On peut retracer les origines de cette méthode de commandement et de contrôle depuis l' avant en remontant plus loin en arrière dans l' histoire de l' armée allemande. En fait, la pratique

du commandement depuis l' avant est intimement liée à la naissance du *Führung nach Directive*<sup>33</sup> de l' armée prussienne ou à ce que l' armée allemande, après la Seconde Guerre mondiale, allait appeler *Auftragstaktik*.<sup>34</sup> Cette méthode était aussi liée à la conviction, dans l' armée allemande de la Première et de la Seconde Guerres mondiales, que la confusion est « l' état normal » du champ de bataille. Le commandement depuis l' avant et l' utilisation de l' *Auftragstaktik* étaient considérés, dans la *Wehrmacht*, comme des outils nécessaires non seulement pour éliminer, mais aussi pour exploiter, même temporairement, la confusion ou le chaos de la bataille.<sup>35</sup> Enfin, le succès de cette méthode de la *Wehrmacht* est relié au fait que les chefs d' état-major étaient autorisés à prendre des décisions en l' absence de leurs commandants.<sup>36</sup> La délégation de certaines responsabilités permettait aux commandants allemands de rester en avant le plus possible, au lieu d' être confinés à leur quartiers généraux à l' arrière.<sup>37</sup>

Cependant, ceux qui songent à adopter cette méthode de commandement et de contrôle doivent d' abord en comprendre les lacunes. La plus évidente de ces lacunes est que les commandants peuvent perdre contact avec leurs quartiers généraux. Cela s' est produit à plusieurs occasions lors de la poussée du XIX Corps blindé pendant son avance jusqu' à la côte de la Manche.<sup>38</sup> Toutefois, on ne saurait trop insister sur le besoin, pour les commandants, de se trouver au *Schwerpunkt*, plus particulièrement si le point de l' effort principal se déplace. Par conséquent, les commandants doivent être prêts à se déplacer si un nouveau point d' effort principal est choisi. Cependant, comme le soulignait French MacLean, il était très dangereux, pour les commandants allemands, de se déplacer sur le champ de bataille pendant la Seconde Guerre mondiale

Naturellement, les déplacements ont été la cause d' un grand nombre de pertes au sein des commandants allemands.<sup>39</sup> En effet, le commandement depuis l' avant n' est pas une méthode sans périls de commandement et de contrôle. Le taux de pertes parmi les commandants d' unités de la *Wehrmacht* a été plus élevé que prévu à cause de l' application de cette méthode.<sup>40</sup> À cet égard, après examen de différentes sources historiques, il ressort que le taux de pertes parmi les commandants pourrait atteindre 20 pour 100 dans les armées où la méthode du commandement depuis l' avant serait adoptée.

## CONCLUSION

L' examen de la Bataille de France et des Pays-Bas de 1940 révèle que lorsque les commandants commandent depuis l' avant, la probabilité de réaliser des objectifs opérationnels est accrue. Pour la *Wehrmacht*, cependant, les commandants devaient commander non seulement depuis l' avant, mais aussi au point de l' effort principal. Ce faisant, les commandants allemands s' assuraient que leurs actions avaient le plus grand effet possible sur la bataille aux niveaux opérationnel et stratégique de la guerre. Le commandement depuis l' avant, pour les commandants allemands et plus particulièrement pour ceux des divisions blindées, était aussi relié à la capacité de prendre des décisions rapides et décisives. Dans une grande mesure, cela était facilité par l' utilisation de l' *Auftragstaktik* et par un système de commandement et de contrôle qui ne confinait pas les commandants à leurs quartiers généraux. Finalement, le succès du XIX Corps blindé lors de sa percée vers la côte de la Manche, à l' été 1940, peut être attribué, en partie, au fait que les commandants commandaient depuis l' avant.



### À propos de l'auteur . . .

Le colonel Walter Semianiw est titulaire d'un baccalauréat de l'Université Western Ontario. Il a participé à plusieurs missions comme membre du Princess Patricia's Canadian Light Infantry Regiment, notamment à titre de commandant du 1<sup>er</sup> Bataillon. Il s'intéresse entre autres au développement et à l'évolution de la guerre motorisée et à la « révolution des affaires militaires ». Le colonel Semianiw termine présentement une maîtrise en études de la guerre au Collège militaire royal du Canada, à Kingston.

### NOTES

1 Pour un rappel historique des emplacements d'où les commandants ont commandé dans le passé, voir Martin van Creveld, *Command in War*, Londres, Harvard University Press, 1985.

2 Pour une explication détaillée de la philosophie « de la friction et du brouillard de la guerre », voir Karl von Clausewitz *On War*, traduit et édité par Michael Howard et Peter Paret, Princeton, Princeton University Press, 1976.

3 Robert A. Doughty, *The Myth of the Blitzkrieg*, Carlisle Barracks, Pennsylvanie, U.S. Army War College, 1998, p. 1.

4 William S. Lind, *The Maneuver Warfare Handbook*, Boulder, Colorado, 1985, et Robert Leonhard, *The Art of Maneuver*, Boulder, Colorado, 1990.

5 Jeffrey Cooper, *Another View of the Revolution in Military Affairs*, Carlisle Barracks, Pennsylvanie, U.S. Army War College, 1994, et Steven Metz et James Kievit, *Strategy and the Revolution in Military Affairs: From theory to Policy*, Carlisle Barracks, Pennsylvanie, U.S. Army War College, 1995.

6 Heinz Guderian, *Panzer Leader*, traduit par Constantine Fitzgibbons, Londres (Angleterre), Michael Joseph, 1952 et Kenneth Macksey, *Guderian, Panzer General*, Londres (Angleterre), Macdonald and Jane's, 1975.

7 Ibid.

8 Florian K. Rothburst, *Guderian's XIXth Panzer Corps and The Battle of France*, New York, New York, Praeger, 1990, p. 53.

9 Guderian, *Panzer Leader*, p. 227.

10 United States Government Printing Office, *Handbook on German Military Forces*, Washington, D.C., 1945, IV-I. Comme indiqué dans cet aperçu sur la *Wehrmacht*, dans l'armée allemande, l'accent était mis sur le fait que les commandants devaient être bien en avant avec les unités, non seulement parce que cela facilitait les communications, mais aussi parce que cela avait un effet salutaire sur les troupes.

11 French MacLean fait remarquer aussi que la philosophie du commandement depuis l'avant de l'armée allemande a été élaborée pendant la Première Guerre mondiale. French L. MacLean, « German General Officer Casualties: Lessons for Future War », *Military Review*, avril 1990, pp. 45-56.

12 Guderian, *Panzer Leader*, p. 39.

13 A. Goutard, *The Battle of France 1940*, traduit par A.R.P. Burgess, Londres (Angleterre), Frederick Muller, 1958, p. 20.

14 Pour un aperçu sommaire de la campagne de 1940, voir Bernd W. Englert, « Failure in Northern France, May 1940 », *Military Review*, novembre 1983, pp. 2-11.

15 Pour un compte rendu détaillé de l'avance du XIXe Corps blindé jusqu'à la côte de la Manche, voir Rothburst, *Guderian's XIXth Panzer Corps and The Battle of France*, et William L. Shirer, *The Collapse of the Third Republic: An Inquiry into the Fall of France in 1940*, New York, New York, Simon and Shuster, 1969.

16 L'expression *Schwerpunkt* utilisée dans le sens de « point de l'effort principal », est empruntée au *Handbook on German Military Systems*, États-Unis, IV-5.

17 Dans les armées grecques et romaines, les commandants désignaient, lors d'une attaque, une aile décisive. Cependant, à cause de leur mobilité

limitée, les commandants étaient habituellement obligés de rester avec cette aile, peu importe ce qui se passait ailleurs sur le champ de bataille. Voir Creveld, *Command in War*.

18 Clayton R. Newell, « Fog and Friction: Challenges to Command and Control », *Military Review*, août 1987, pp. 18-26. Aussi, *Handbook of the German Military*, États-Unis, VI-5 et VI-6.

19 Ibid.

20 Rothburst, *Guderian's XIXth Panzer Corps and The Battle for France*, p. 53.

21 Ibid.

22 Ibid.

23 Dans le corps blindé de Guderian, en 1940, tous les commandants jusqu'au niveau du bataillon comprenaient le concept de l'opération et, par conséquent, ils purent exploiter à fond les situations. Rothburst, *Guderian's XIXth Panzer Corps and the Battle for France*, p. 93.

24 Creveld, *Command in War*, pp. 7-8.

25 Rothburst, *Guderian's XIXth Panzer Corps and the Battle for France*, p. 54.

26 Ibid.

27 Goutard, *The Battle for France*, p. 143.

28 Alister Horne, *To Lose a Battle: France 1940*, Toronto (Canada), Little, Brown and Company, 1969, p. 402.

29 Peter R. Mansoor, « The Second Battle of Sedan: May 1940 », *Military Review*, juin 1988, pp. 70-71.

30 Guderian, *Panzer Leader*, p. 66.

31 S.J. Lewis, *Forgotten Legions: German Infantry Policy 1918-1941*, New York, Praeger, 1985, p. 93.

32 Rothburst, *Guderian's XIXth Panzer Corps and The Battle for France*, pp. 21-22. Aussi, S.J. Lewis, *Forgotten Legions*, pp. 96-97, et S.J. Lewis, « Reflections On German Military Reform », *Military Review*, août 1988, pp. 60-69.

33 Martin Samuels, *Doctrine and Dogma: German and Infantry Tactics in the First World War*, New York, Greenwood Press, 1992, pp. 87-96.

34 Ibid. Dans l'armée allemande, l'utilisation de *Auftragstaktik* était facilitée par une compréhension réciproque au niveau des commandants et par une compréhension fondée sur une doctrine commune. Les commandants subalternes, connaissant l'intention de leur commandant et la doctrine commune, pouvaient donner suite à cette intention conformément à cette doctrine. Jonathan M. House, *Towards Combined Arms Warfare: A Survey of 20th Century Tactics, Doctrine, and Organization*, Fort Leavenworth, Kansas, U.S. Army Command and General Staff College, 1984, p. 53.

35 Van Creveld, *Command in War*, pp. 168-184.

36 La coutume, dans l'armée allemande, était que le chef d'état-major dirigeait le quartier général pendant que le commandant se déplaçait sur le champ de bataille. Le commandant retournait à son quartier général, au besoin, pour s'assurer que l'état-major avait les directives nécessaires pour la planification des opérations à venir. Voir *Handbook on German Military Forces*, États-Unis.

37 Malgré tout, les quartiers généraux tactiques allemands se trouvaient le plus en avant possible. Richard F. Timmons, « Lessons from the Past for NATO », *Parameters*, novembre 1988, p. 5.

38 Rothburst, *Guderian's XIXth Panzer Corps and The Battle for France*.

39 La plupart des pertes étaient causées par les avions ennemis. MacLean, *German General Officer Casualties in World War II: Lessons for Future War*, p. 50.

40 Lewis, *Forgotten Legions*, p. 135. Voir aussi MacLean, *German General Officer Casualties in World War II: Lessons for Future War*.

41 Reuven Gal, *A Portrait of the Israeli Soldier*, New York, New York, Greenwood Press, 1986, p. 135.

42 Creveld, *Command in War*, pp. 43-45. Voir aussi, Dennis J. Reimer, « Lead up Front and Give a Damn », *Military Review*, mai/juin 1996, p. 89.

## LA SORCIÈRE ET LE BÛCHER

### PLAIDOYER EN FAVEUR DES UNITÉS D'INTERVENTION SPÉCIALES

*Le lieutenant-colonel Bernd Horn, CD*

Les penseurs militaires conventionnels détestent ce qui est différent, spécial ou singulier. Le regard conservateur qu' ils portent sur l' existence trahit leur goût pour la médiocrité et le statu quo. Le brigadier-général William Mitchell faisait remarquer que : « La principale difficulté qu' on rencontre quand on propose quelque chose de nouveau est de s' affranchir du conservatisme de ceux qui nous ont précédés. » La seule mention du mot « élitisme » met mal à l' aise notre société égalitaire, qui veut à tout prix faire preuve de rectitude politique. Une unité qu' on dit d' élite ou « spéciale » a toutes les chances d' être vue avec hostilité.

L' establishment militaire canadien n' est certes pas le seul à voir les Unités d' intervention spéciales (UIS) d' un mauvais œil, mais il offre un excellent exemple d' institution pour qui les « forces de combat polyvalentes » sont les seules ayant le droit de cité, excluant tout autre type d' organisation. Dans le domaine des armes, on associe automatiquement la polyvalence à des notions comme l' économie et la souplesse. L' adhésion dogmatique au concept freine cependant l' innovation et le développement progressif de la force. Le docteur Jack Granatstein note que, dans le contexte canadien, « toute nouvelle idée finit par manquer d' air, étouffée sous les mesures d' état-major qu' on lui applique », et que « l' ouverture d' esprit est réprimée dès qu' elle se manifeste. »

Je ne mets pas en question l' importance de la doctrine, mais elle ne doit pas nuire à la réflexion institutionnelle. Elle doit non seulement

permettre aux nouvelles idées de faire leur preuve, mais elle doit aussi créer un environnement propice à leur épanouissement. L' ancien chef d' état-major de l' Armée des États-Unis, le général Gordon Sullivan, affirmait que « la doctrine ne dit pas quoi mais plutôt comment penser. »

Tel n' est malheureusement pas toujours le cas. Les préjugés institutionnels contre les organisations de type UIS ont toujours existé. Qui plus est, ils ont souvent nui à l' étude et au débat sur l' importance et l' utilité de troupes spécialisées et distinctes. Il s' agit là d' une lacune qui persiste. Nous ne parvenons pas à nous détacher de nos propres expériences et connaissances professionnelles. On a de la difficulté à accepter que les concepts traditionnels de l' Armée de terre, et plus spécifiquement ceux se rapportant à son organisation et à sa structure, puissent ne plus convenir à cent pour cent. On se ferme donc les yeux et on fait la promotion des « forces de combat polyvalentes », qui deviennent une sorte de bouclier contre ce qu' on craint le plus, le changement.

Notre disponibilité opérationnelle future ne dépend pas de la méthode employée jusqu' ici pour répondre aux attentes du Canada en matière de défense, mais plutôt de la structure et des moyens dont nous devons disposer pour relever les défis qui se poseront à nous demain et après demain. C' est dans cette optique que la question des Unités d' intervention spéciales doit être étudiée, car elles pourraient nous permettre d' avoir une capacité viable pour faire face à l' environnement de sécurité de l' avenir. Malgré la

résistance et les critiques institutionnelles dont elles font l' objet depuis toujours, les organisations de type UIS possèdent des habiletés, nombreuses, qui en font une composante de premier plan de la future force de défense de notre nation.

Avant de débattre des lacunes ou des points forts des UIS, il m' apparaît fondamental de définir précisément ce qu' elles sont vraiment. L' ignorance ou la mauvaise compréhension de ce concept explique en partie pourquoi la discussion s' envenime souvent quand on aborde le sujet. Il est rare qu' on retrouve, dans tout ce qui a été écrit sur les opérations et l' organisation des UIS, une définition de ce que sont en fait les interventions spéciales, les forces qui les effectuent ou les unités d' élite. Souvent, on mélange les notions et on oublie de faire les distinctions qui s' imposent.

La confusion saute aux yeux. Le colonel Aaron Banks s' est heurté aux interprétations fantaisistes qu' on faisait du concept des opérations et de l' organisation des UIS dans ses efforts pour mettre sur pied les « Bérêts verts ». Il a fait remarquer que, pour les autres, l' expression « interventions spéciales » était un fourre-tout sous lequel « on regroupait notamment les opérations hivernales, en montagne, amphibies, aéroportées, de commando et des Rangers. »<sup>4</sup> Le colonel Banks a finement souligné qu' on « ratissait beaucoup trop large ! »<sup>5</sup> Le lieutenant-général William E. Yarborough affirmait quant à lui que « les interventions spéciales sont un art ésotérique en elles-mêmes »<sup>6</sup>; le stratège Colin Gray a ajouté son grain de selen disant que « pour



obtenir une définition des interventions spéciales qui soit suffisamment englobante, il est bon de les voir à la fois comme un état d'esprit, des forces en action et une mission. »

Pour bon nombre toutefois, les interventions spéciales et les forces chargées de les mener à bien couvraient un champ d'application fort limité. Le général Collins, chef d'état-major de l'Armée américaine en 1951, représentait un courant d'idée militaire assez commun, qui définissait les opérations des unités d'intervention spéciales comme « celles menées à l'intérieur des lignes ennemies ou au-delà de celles-ci. »<sup>8</sup> Cette vue réductrice était également celle de nombreux universitaires et chercheurs. Une étude des opérations (spéciales) de commando menées entre 1939 et 1980 a démontré que ces dernières étaient « des actes de guerre indépendants posés par des forces autonomes en territoire ennemi. »<sup>9</sup> Le docteur Terry White abondait dans le même sens et faisait valoir que « les membres des UIS sont des gens qui reçoivent une formation spécialisée pour s'acquitter de tâches derrière les lignes ennemies à l'appui d'opérations militaires classiques ou de campagnes anti-insurrectionnelles. »

Pour ajouter à la confusion des perceptions et aux faussetés, une autre école de pensée décrivait les UIS comme des unités d'élite. Cette notion d'élitisme était le pivot de l'interprétation que faisait Eliot Cohen des activités des unités en cause et de l'adhésion à ces dernières dans son ouvrage précurseur *Commandos and Politicians*<sup>11</sup> De nombreux autres analystes et chercheurs du domaine militaire ont adopté une approche semblable. On se disait d'avis que les UIS différaient des éléments conventionnels de par la qualité de leur personnel, leur formation ou la nature de leur mission. On leur a donc conféré d'office le statut d'élite<sup>2</sup>

Aux fins du présent document, les Unités d'intervention spéciales sont définies comme les formations qu'on peut rapidement déployer, en temps de paix comme de guerre, qui possèdent des habiletés spéciales et des capacités singulières, et qui sont capables d'accomplir des choses dont ne pourraient se charger des unités classiques.<sup>13</sup> Les UIS ne sont pas nécessairement des formations d'élite, même si l'on reconnaît que ceux qui en font partie possèdent habituellement une expérience, des aptitudes physiques, une motivation et une confiance en soi supérieures à la moyenne.<sup>14</sup> En bout de ligne, le membre de l'UIS « se définit par son rôle et la formation qu'il a reçue »<sup>15</sup>

Il est rare qu'on s'entende sur la définition des UIS mais, une chose est sûre : l'opposition à leur endroit fait l'objet d'une unanimité institutionnelle. Cohen note que « presque toutes les unités d'élite étudiées ont eu à faire face à une hostilité bureaucratique considérable – laquelle a pris la forme d'un harcèlement s'étant avéré efficace. »<sup>16</sup> Le colonel Aaron Bank cerne bien l'essence de cette animosité quand il souligne que « pour le soldat classique, celui qu'on imagine habituellement, elle (la guerre non conventionnelle) était quelque chose de vulgaire, d'obscur, d'illégal et de discourtois. »

Il s'agissait d'ailleurs là d'un sentiment que beaucoup partageaient. Lors de la Seconde Guerre mondiale, les commandants militaires éprouvaient une forte aversion pour les unités d'intervention spéciales. Le feld-maréchal Sir William Slim démontrait son traditionalisme lorsqu'il déclarait : « Les armées privées sont coûteuses, ruineuses et inutiles. »<sup>18</sup> Le dédain qu'il éprouvait pour leurs idées et ce qu'elles représentaient était évident dans le portrait qu'il en traçait. Il répartissait essentiellement ces « racketteurs » en deux catégories : « ceux qui, au lieu de livrer bataille, demeurent bien au chaud

au sein d'imposants états-majors non combattants et passent leur temps à peaufiner leurs théories et ceux qui, malgré une ténacité et un entrain qui rendant certes pleinement aptes à débarquer discrètement sur une plage la nuit pour y éliminer un poste de sentinelles, mais qui ont une expérience à peine plus grande que la portée d'une mitraille Thompson [Tommy gun]. Peu ont quelque chose de vraiment nouveau à raconter et les rares qui font exception à cette règle ont la plupart du temps oublié qu'une nouvelle idée doit être étayée de recommandations et ne pas être qu'un moyen dont on se sert pour démanteler l'organisation établie. »<sup>19</sup>

L'hostilité institutionnelle envers les UIS grandissait à mesure que le conflit tirait à sa fin. À l'approche de la fin des combats, les unités d'intervention spéciales étaient rapidement dissoutes ou, au mieux, voyaient leurs effectifs réduits de beaucoup.

La résistance à leur endroit a continué de croître après la guerre. En 1952, le colonel Bank attribuait la difficulté qu'il éprouvait à recruter des « Bérêts verts » à « la tiédeur de l'appui dont le programme bénéficiait à la grandeur de l'Armée de terre. »<sup>20</sup> Il n'est d'ailleurs pas le seul à avoir eu ce problème. Les nouveaux *Special Air Services* (SAS) se sont eux aussi retrouvés à court de recrues parce que « la réputation du Régiment était si mauvaise que les commandants d'autres unités faisaient la vie dure à ceux de leurs souhaitant participer aux cours de sélection. »<sup>21</sup> Cette attitude s'est reflétée aussi lors des tentatives de réforme radicale d'éléments de la Légion étrangère française (2 REP) en 1963, dont on voulait faire une formation de type UIS à déploiement rapide. Comme le note l'historien officieux de l'unité : « Il s'agissait d'un concept révolutionnaire à l'époque, peu susceptible de plaire aux bureaucrates conservateurs de l'Armée française. Pour ces officiers, le qualificatif de

« spécial » ne pouvait convenir qu' à des unités d' indésirables, incapables de discipline.<sup>2</sup> Même au plus profond de l' Afrique, où faisaient rage des luttes intestines et des insurrections, on continuait de fuir les idées nouvelles. Le lieutenant-colonel Ron Reid Daly, qui cherchait à constituer les Selous Scouts dans l' ancienne Rhodésie, faisait observer : « J' ai commencé à sentir une nette résistance à mon endroit et envers le projet dans son ensemble. »<sup>3</sup>

L' antipathie envers les Unités d' intervention spéciales est bien enracinée. Il n' y a pas longtemps, en 1983 exactement, le Secrétaire aux armées admettait « qu' aux États-Unis, au cours des années, des leaders des forces classiques ont fait preuve de résistance envers les méthodes non conventionnelles. »<sup>4</sup> Quatre ans plus tard, à la cérémonie de mise sur pied du Commandement des interventions spéciales des États-Unis, le chef de l' état-major interarmées a exhorté ceux présents « d' abattre le mur qui s' est à toutes fins utiles élevé entre les unités d' intervention spéciales et nos autres secteurs militaires. »<sup>5</sup>

L' opposition institutionnelle aux UIS a depuis toujours été d' une telle virulence que le succès de la création d' une formation du genre dépend largement de l' appui et de la protection qu' on peut obtenir de parrains puissants. Ainsi, le premier ministre Churchill lui-même a personnellement favorisé la mise sur pied des « Leopards » (mieux connus sous l' appellation de Commandos ) qu' il décrivait comme des troupes spécialement entraînées, de chasse, capables de semer la terreur... de frapper et de se retirer à la vitesse de l' éclair.<sup>6</sup> Churchill a également fait pression pour qu' on crée un corps de cinq mille parachutistes. La réaction immédiate et profondément négative de l' Armée à l' endroit de sa proposition l' a amené à suggérer à Anthony Eden, secrétaire d' état britannique à la guerre, qu' on fasse un exemple « d' un ou deux »

officiers récalcitrants. Churchill exigeait également qu' on le tienne au courant de l' avancement du dossier.<sup>7</sup>

L' exemple américain s' inscrit dans cette optique. On pense que les Rangers sont parvenus à recruter un nombre suffisant de membres pour mettre sur pied leur nouvelle unité à cause des ordres précis qu' avait donnés en ce sens aux commandants concernés le chef d' état-major de l' Armée américaine, le général George C. Marshall.<sup>8</sup> De même, l' *Office of Strategic Services* (OSS) [État-Unis] doit son existence aux liens étroits qui unissaient le général Donovan au Président Roosevelt. La mort de ce dernier en 1945 a sonné le glas de cette formation. L' ordre de dissolution de l' OSS, avant le mois d' octobre, a en effet été donné cette même année.<sup>9</sup> Les entrées dont jouissait le général McClure à la Maison-Blanche tout de suite après la guerre ont grandement contribué à la mise en place des Forces d' opérations spéciales (FOS) américaines.<sup>10</sup> Par après, l' intérêt et le soutien vigoureux que leur accordait le président Kennedy les a grandement favorisés. Le parrainage de ce dernier a été la cause d' une telle rancoeur au sein de l' Armée que les FOS étaient appelées le « Jacqueline Kennedy's Own Rifles. »<sup>11</sup>

Les FOS avaient des opposants malgré le soutien qu' elles recevaient de militaires et d' hommes politiques haut placés. Les commandants qui s' opposaient aux FOS, ne ménageaient pas leurs critiques pour discréditer cette approche non conventionnelle à la guerre. Leur argument principal était que les formations spéciales n' étaient rien d' autre que des « sangsues » qui dépouillaient les unités conventionnelles de leurs meilleurs éléments. Au cours de la Seconde Guerre mondiale, le chef de l' état-major général impérial, le feld-maréchal Sir Allan Brooke, a toujours été en désaccord avec Churchill sur la question des forces spéciales pour ce motif. Il craignait qu' elles ne « vident

les bataillons d' infanterie de leur éléments de qualité. »<sup>12</sup> Slim abondait dans son sens. Il faisait remarquer que les unités spéciales « étaient habituellement constituées des membres les plus valeureux des formations normales », ce qui faisait baisser la qualité du reste de l' Armée de terre, et particulièrement de l' infanterie.<sup>13</sup> Philip Wamera a expliqué la nature du problème du recrutement pour les UIS. Il fait valoir que « ceux qui se portent volontaires pour en faire partie sont inmanquablement les plus dynamiques et les plus énergiques, ceux dont a le plus de difficulté à se passer. »<sup>14</sup> Le fait que le pourcentage de sous-officiers (s/off) supérieurs au sein des unités d' intervention spéciales soient souvent plus élevé que dans les autres formations compliquait les choses et apportait de l' eau au moulin de ceux affirmant que la qualité de l' Armée de terre souffrirait de cette exode des s/off vers les UIS.<sup>15</sup> On craignait aussi que les répercussions négatives sur ceux ne parvenant pas à satisfaire aux critères de sélection fort sévères habituellement imposés pour l' acceptation dans les UIS viendrait aggraver « l' effet d' écrémage ». Allan Brooke et Slim, pour ne nommer que ceux-là, étaient convaincus qu' un rejet viendrait miner la confiance de ceux en faisant l' objet.<sup>16</sup> Qui plus est, la nature de ces unités considérées comme très sélectes menait à la perception que ceux qui n' y appartenaient pas étaient des soldats de seconde classe. Comme le soulignait un ancien membre des SAS « l' élitisme est nuisible en ce qu' il entraîne votre exclusion. »<sup>17</sup>

Le vol de main-d' œuvre n' est pas la seule chose qu' on reprochait aux UIS. On se plaignait aussi, comme le feld-maréchal Slim, qu' elles disposent « d' un meilleur équipement que les formations normales ». <sup>18</sup> Les commentaires du général Fred Franks sur la croissance des FOS américaines, au milieu des années quatre-vingt montrent bien l' intemporalité de la question. Il signalait

que « comme force d'élite, [les Rangers américains] bénéficient de généreux budgets d'instruction, jouissent de politiques stables sur l'emploi de personnel (rotations moindres que dans les autres unités), choisissent leurs volontaires et comptent des leaders ainsi que des commandants ayant déjà de l'expérience. »<sup>39</sup> Ce type de statut spécial n'a pas cessé de nourrir les plaintes des commandants des unités autres que de type UIS. Le fondement de la critique était que confier une grande quantité de ressources matérielles coûteuses et d'effectifs limités à un groupe, certes hautement compétent, ne constituait pas une façon rentable de fonctionner. Faire appel à des unités spéciales revenait disaient-ils « à briser des carreaux en y lançant des pépites d'or. »<sup>40</sup>

La consommation excessive dont on accusait les UIS s'est avérée un sujet de discorde particulièrement brûlant durant la Seconde Guerre mondiale. Les commandants estimaient qu'on ne disposait pas de suffisamment de ressources pour permettre aux unités spéciales, qui avaient d'imposants effectifs, de rester à rien faire entre les missions. Slim a bien résumé le débat en disant « ...on ne peut s'en servir à des fins utiles que durant des périodes limitées. Après un certain temps, elles demandent à être retirées du combat pour récupérer, alors que les formations dites normales ne bénéficient d'aucun privilège du genre. »<sup>41</sup>

Fait paradoxal, les Unités d'intervention spéciales continuaient de soulever l'ire de leurs détracteurs même quand elles prenaient part à l'action. Le nombre surprenamment élevé de pertes qu'elles déploraient était vu comme une preuve de leur propension au gaspillage. Il est un fait généralement accepté que les UIS ont subi un pourcentage plus élevé de pertes que les autres formations, malgré qu'elles aient passé moins de temps au combat proprement dit.<sup>42</sup> Cohen a souligné qu'en dernière analyse les pertes à la

guerre dans l'armée britannique ont été passablement plus élevées chez les commandos que dans le reste des troupes.<sup>43</sup> Les résultats ont d'ailleurs été les mêmes pour les commandos australiens. Leur pourcentage de pertes sur le champ de bataille a en effet été de 34%.<sup>44</sup> Les forces aéroportées ont elles aussi déploré des pertes du même ordre. Plus de 30% des militaires américains faisant partie des troupes aéroportées lors de la Seconde Guerre mondiale ont été perdus, comparativement à 10% seulement pour les membres des formations d'infanterie régulières.<sup>45</sup>

Le gaspillage d'effectif et la forte consommation de ressources limitées ont certes été à la source de la résistance envers les UIS, mais l'arrogance et le manque de discipline qu'on leur prête leur ont nuit tout autant. Vues de l'extérieur, ces unités, qu'elles soient d'élite, spéciales ou autres, étaient loin de correspondre à l'image conventionnelle qu'on se faisait de l'Armée de terre et apparaissaient tout simplement comme tire-au-flanc et réfractaires à la discipline. On les accusait (ce qui est peut-être encore le cas de nos jours) de ne respecter que leurs propres lois. Charles Cotton dans ses études sur la culture militaire a noté que « l'esprit de cohésion [des unités d'intervention spéciales] représente une menace pour la chaîne de commandement et nuit à la cohésion générale. »<sup>46</sup>

Le leadership et la discipline sont souvent informels au sein des UIS; les règles courantes sur la tenue et le comportement sont relâchées. Cohen rajoute que : « Le manque de discipline formelle — et parfois même de discipline tout court — est une caractéristique de presque toutes les unités d'élite. Celles-ci font souvent fi des règles sur la propreté de l'uniforme et sur le salut à l'endroit des supérieurs. »<sup>47</sup> Le général De La Billière se rappelle que, lorsqu'il était officier subalterne dans les SAS : « Les soldats m'appelaient « Monsieur » uniquement quand ils

voulaient se montrer désagréables. »<sup>48</sup> Selon Eric Morris : « *Le Long Range Desert Group* (LRDG) [Groupe à grande autonomie dans le désert] et d'autres unités du genre représentaient un moyen d'échapper à l'ennui et aux irritants du quotidien dans l'Armée britannique. Les drills, les tours de garde, les corvées et les inspections n'y existaient à toutes fins pratiques pas. »<sup>49</sup>

De plus, la nature hautement sélective de certaines UIS et la confiance en soi qu'on finit par y acquérir de par l'entraînement stimulant, difficile et dangereux qu'on y reçoit créent un sentiment d'invincibilité et d'intense loyauté envers ce qui est perçu comme un groupe très sélect. Souvent, les membres de ce dernier viennent à s'intéresser exclusivement aux intérêts de celui-ci. C'est dangereux. Ils finissent fréquemment par voir ceux qui n'appartiennent pas au « club » comme des inférieurs, indignes de respect. Ce phénomène a été observé par John Talbot dans son étude sur les paras français. Il raconte : « L'esprit para avait pris des proportions inquiétantes. Tout comme leur sentiment d'indépendance par rapport au reste de l'armée, leur manque de respect pour les formes traditionnelles de discipline et leur esprit de clan. »<sup>50</sup> Cohen partage cette opinion. Il écrira : « Comme c'est le cas dans la plupart des unités d'élite, les officiers des paras étaient proches de leurs hommes — au point où les bataillons tenaient plus des clans de militants que des troupes de soldats. »<sup>51</sup>

La résistance à l'endroit des organisations de type UIS au sein de l'institution militaire, où le conservatisme règne en maître, est depuis toujours fort répandue et profondément enracinée. L'animosité envers les Unités d'intervention spéciales est due autant à la lutte pour l'obtention de ressources limitées qu'à des différences philosophiques sur ce qu'il constitue une approche acceptable par rapport aux opérations militaires. Les personnes

ayant tenté d' établir des UIS ont toujours été défavorisées dès le départ, même celles qui bénéficiaient d' appuis en haut lieu. Leur plus grand défi a été d' amener les adversaires du changement à étudier objectivement la possibilité de faire les choses autrement.

L' autre manière de s' y prendre est cependant avérée incroyablement profitable, malgré les critiques qu' on vient d' énumérer à son sujet. Les UIS ont prouvé leur valeur à maintes reprises. Leur importante contribution aux opérations menées dans le cadre de conflits en mutation durant la dernière décennie du 20<sup>e</sup> siècle est ce qu' il importe le plus de souligner à leur endroit. Un examen des innombrables capacités des UIS en révèle l' utilité et la valeur. Les unités d' intervention spéciales ont depuis toujours joué un rôle tactique de premier plan pour éviter la défaite pour cause de manque de préparation. En 1945, le directeur adjoint des enquêtes tactiques de la Grande-Bretagne en venait à la conclusion que « lorsque nous sommes à genoux, ce sont des forces comme celles-là [les UIS] qui s' avèrent les plus utiles et qui peuvent le mieux contenir nos ennemis, partout dans le monde. »<sup>52</sup> Plus récemment, durant « ces journées éprouvantes d' août 1990 », la Brigade de la 82<sup>e</sup> Airborne Division était tout ce qui séparait l' Irak de 70 % des réserves connues de pétrole de la planète. »<sup>53</sup>

La préparation opérationnelle impeccable des UIS et leur grande rapidité de déploiement sont ce qui permet à une nation d' intervenir rapidement. On peut lire dans le Livre blanc publié par les États-Unis en 1984 sur « Les divisions d' infanterie légère » que, « après examen attentif des études prospectives sur le type de monde dans lequel nous pouvons nous attendre de vivre et la nature des conflits futurs, on doit en conclure que nous avons vraiment besoin de forces légères parfaitement entraînées, capables de se déployer rapidement. »<sup>54</sup> La fin de la

guerre froide et l' instabilité mondiale qui a suivi font ressortir encore plus la nécessité qu' on dispose de forces du type UIS. Richard Cheney, ancien secrétaire à la Défense des États-Unis, a fait remarquer que « l' incertitude est la caractéristique dominante de cette période suivant la guerre froide. Il sera de plus en plus difficile de prévoir où les crises auront lieu. »<sup>55</sup> En 1996, William Perry, lui aussi secrétaire à la Défense des États-Unis, a réitéré cette réalité en affirmant : « Le déploiement rapide de forces en cas de crise quelque part réduit la possibilité qu' elles doivent intervenir et augmente leurs chances de succès si elles doivent le faire. »<sup>56</sup>

La capacité de réagir rapidement, partout et en tout temps nécessite cependant une mobilité et une disponibilité opérationnelle de premier ordre. Ce sont là des caractéristiques représentant un autre point fort des UIS. Les Unités d' intervention spéciales sont habituellement capables de se lancer dans des opérations (tactiques ou autres) à court préavis, sans qu' on mette au préalable à leur disposition des terrains d' aviation, des plages, des ports ou d' autres points d' entrée sûrs. Ainsi, la 82<sup>e</sup> Airborne Division peut, sans préavis et en moins de dix-huit heures, être prête à dépêcher par air un bataillon renforcé de parachutistes partout dans le monde.<sup>57</sup> Comme l' a fait remarquer avec justesse Tom Clancy : « À notre époque où les apparences (du moins à la télévision) comptent souvent plus que la réalité, arriver sur place les premiers peut être aussi important que la victoire et constitue parfois une victoire en soi. »<sup>58</sup>

Le prompt déploiement de forces a aussi un effet dissuasif énorme. Les Unités d' intervention spéciales sont un moyen efficace de montrer ce dont on est capable, d' afficher sa détermination et sa solidarité ainsi que de rassurer ses partenaires. On sait depuis longtemps que « faire appel à la 82<sup>e</sup> Airborne Division lors d' une crise internationale va au-delà du simple déploiement

tactique. Les États-Unis transmettent ainsi au reste du monde le message qu' ils sont déterminés à appliquer la solution politique finale par suite de l' échec des efforts [diplomatiques] de conciliation... et ce déploiement est maintenant reconnu comme le symbole de la volonté et de l' engagement de la nation américaine. »<sup>59</sup>

Débarquer rapidement quelque part ne veut pas dire grand chose à moins que les forces déployées soient capables de jouer un rôle actif dans le dénouement heureux de la crise. Les Unités d' intervention spéciales peuvent également offrir un appui plus tangible, comme la reconnaissance à longue portée, la pénétration en profondeur dans le territoire ennemi et les missions « d' action directe ». William Shirley, commandant en chef de l' Armée britannique en Amérique du Nord en 1755, a su résumer l' utilité des UIS. Écoutons-le :

Il est absolument essentiel au service de Sa Majesté qu' au moins une compagnie de Rangers soit en tout temps affectée en détachements différents dans les secteurs des lacs George et Iroquois [lac Champlain], ainsi que dans les boisés et terres environnantes afin de découvrir les itinéraires convenant le mieux à nos troupes, de fournir des renseignements sur les effectifs et les mouvements de l' ennemi, de détruire ses magasins et ses installations isolés, d' engager le combat avec de petits détachements de leurs flottilles sur les lacs et de garder l' opposant sur le qui-vive en permanence.<sup>60</sup>

La description qu' il propose de leurs mérites, laquelle remonte maintenant à plus de deux siècles, vaut autant aujourd' hui qu' à l' époque des luttes coloniales.

Cette capacité constante « de découvrir du renseignement » rend les UIS indispensables. Durant la Seconde Guerre mondiale, des organismes comme

le LRDG, les OSS et les Phantom ont permis de recueillir des informations essentielles non seulement sur les effectifs et les dispositions de l'ennemi, mais aussi des renseignements à jour sur les déploiements de forces amies. Durant la guerre du Golfe, les Unités d'intervention spéciales alliées ont mené une multitude de missions de reconnaissance des plus importantes. Comme l'a dit avec justesse le général De La Billière : « Aucun dispositif de surveillance électronique ne vaut une bonne paire d'yeux sur le terrain. »<sup>51</sup>

Le soutien apporté par les UIS a permis de faire en sorte qu'on puisse surveiller les routes clés profondément en territoire ennemi, afin d'y déceler des mouvements de troupes iraqiennes susceptibles de mettre en péril le large mouvement de flanquement de la Coalition. Elles [les UIS] ont obtenu les échantillons de sol nécessaires pour confirmer que l'itinéraire choisi convenait aux véhicules lourdement blindés et elles ont photographié des accidents de terrain d'importance, pour donner aux commandants une idée de ce à quoi ressemblait leur futur champ de bataille. De même, leurs équipes au sol sont parvenues à découvrir une quarantaine de missiles SCUD que les avions ou les satellites ne réussissaient pas à repérer.

Les Unités d'intervention spéciales, de par leur capacité à « enfoncer la porte », sont les formations toutes désignées pour prendre la tête des assauts initiaux, comme elles l'ont d'ailleurs fait lors de l'invasion de la Grenade par les États-Unis en 1983 et à Panama, six ans plus tard. Elles jouent aussi un rôle essentiel dans la conduite de missions d'action directe comme des assauts aéromobiles, des embuscades, des attaques par infiltration, des raids ou d'autres frappes de courte durée contre des points névralgiques ennemis. Le général Franks a expliqué que les Unités d'intervention spéciales « dépendraient moins de la puissance de feu que de la furtivité, de la capacité d'infiltration et de la vitesse de mouvement en terrain difficile. »<sup>53</sup>

L'habileté des Unités d'intervention spéciales à menacer de façon permanente le centre de gravité ennemi et à transformer sa profondeur stratégique et ses zones arrière en « ligne de front » revêt une valeur inestimable. Les dommages infligés durant ces frappes font un mal immédiat à l'ennemi et lui causent des ennuis à long terme. Leur impact psychologique est cependant celui qui s'avère le plus dévastateur dans les circonstances, beaucoup plus que les dommages physiques, quels qu'ils soient. Le recours aux UIS oblige l'ennemi à demeurer constamment sur ses gardes, peu importe où il se trouve. La profondeur et la distance ne sont plus des gages de sécurité. L'adversaire doit donc affecter une partie des maigres ressources dont il dispose à la protection de l'ensemble de ses points vitaux.<sup>54</sup>

Malgré leurs effectifs réduits, les Unités d'intervention spéciales peuvent faire la différence entre la victoire et la défaite. Yasotay, un chef de guerre mongol du Moyen Âge, avait raison de dire que : « Au moment décisif, rappelez-vous que 40 hommes triés sur le volet peuvent ébranler le monde. » Les UIS ne peuvent cependant pas remplacer les troupes nombreuses et échoueront probablement dans leurs missions si l'on décide de s'en servir comme troupes auxiliaires ou de choc. Elles jouissent de capacités et d'habiletés particulières, mais elles ont aussi leurs limites. Prendre leurs prouesses au combat pour de la puissance de combat brute ne peut qu'entraîner des pertes élevées et des échecs. Comme le note Colin Gray : « Les esprits conventionnels ont beaucoup moins de difficulté à apprécier la valeur militaire des « troupes de choc » à s'acquitter de tâches particulièrement dangereuses que celle des Unités d'intervention spéciales à effectuer des missions sortant de l'ordinaire. »<sup>55</sup>

Utilisées à bon escient, les Unités d'intervention spéciales peuvent

apporter une contribution extraordinaire. Des 540 396 militaires américains déployés dans le cadre de l'Opération Tempête du désert, 5 000 seulement faisaient partie des UIS. Au début, le général Schwartzkopf était réticent à faire appel à ces dernières, mais il a fini par admettre qu'elles avaient joué un rôle déterminant dans la victoire alliée.<sup>56</sup>

Les UIS sont capables de se charger de missions autres que la reconnaissance et les actions directes. Elle conviennent aussi parfaitement aux interventions menées dans des milieux où le contexte politique exige du doigté. Elles possèdent certaines compétences exclusives, létales ou non, qui confèrent un plus grand nombre d'options aux décideurs militaires et politiques. Leur taille réduite et le fait qu'elles ne disposent pas de flottes de véhicules blindés facilement repérables leur permettent d'intervenir discrètement, ce qui réduit les risques habituellement liés aux déploiements de forces plus imposantes. À l'inverse, elles peuvent aussi se charger d'activités « de prestige », pour gagner des appuis à des initiatives nationales.

Durant la seule période ayant suivi la guerre froide, les Unités d'intervention spéciales se sont vu chargées de missions de collecte de renseignement, d'action directe ainsi que recherche et de sauvetage tactiques. Elles ont aussi prêté leur concours à des opérations d'aide humanitaire et de maintien de la paix au pays et à l'étranger. Qui plus est, elles ont contribué à l'édification de nations, pris part à des activités de défense intérieure outre-mer, appuyé la lutte contre le trafic de la drogue et se sont jointes à la répression du terrorisme international. Le recours beaucoup plus fréquent aux UIS dans le nouvel environnement international apparaît clairement lorsqu'on regarde là où l'exemple est le plus frappant, c'est-à-dire aux États-Unis. Le secrétaire adjoint américain à la Défense pour les

opérations spéciales et les conflits de faible intensité a ainsi déclaré : « Nos déploiements entre les années financières 1991 et 1992 ont augmenté de 83 %. »<sup>67</sup> Depuis lors, les missions confiées aux Unités d' intervention spéciales ont été multipliées par trois. En 1997, elles ont été envoyées dans de 144 pays, ce qui représente un déploiement hebdomadaire moyen de 4 760 personnes.<sup>68</sup>

Les Unités d' intervention spéciales ont aussi des mérites de nature intangible. Elles offrent en effet des défis supplémentaires à ceux qui en cherchent et qui n' en trouvent pas dans les unités conventionnelles. Elles permettent à ceux qui le désirent de se mettre à l' épreuve, tant mentalement que physiquement, et d' aller aux limites de leur endurance et de leurs capacités. Thucydide, dans ses chroniques des guerres du Péloponnèse, écrit : « Il ne faut pas perdre de vue que les hommes se ressemblent beaucoup entre eux et que le mieux formé sera celui qui aura fréquenté l' école la plus rigide. » Les opérations et l' entraînement des UIS, qui sont pleinement menés dans cette optique, développent la force intérieure et l' indépendance d' esprit. Les milieux étranges, hostiles et souvent isolés où évoluent les membres des Unités d' intervention spéciales à tous les niveaux les obligent à être parfaitement maîtres d' eux-mêmes et de leur environnement. Le colonel britannique Neville Morris Pughe affirme qu' on se rend bien compte qu' elles [l' infanterie légère et plus particulièrement les troupes aéroportées] « sont plus souvent qu' autrement dépêchées dans des endroits du monde où les conditions du terrain et du climat sont difficiles (dans l' arctique, dans la jungle, dans le désert, etc.), et ce avec très peu de moyens logistiques. » Il précise de plus que « cela exige une forme physique à toute épreuve, une grande confiance en soi et une capacité d' adaptation qu' on ne retrouve pas toujours dans ce qu' on appelle les unités d' infanterie ordinaires ou dans les autres unités de l' Armée de

terre. »<sup>69</sup> Cet environnement et cet entraînement exigeants produisent des individus possédant le courage et l' assurance nécessaires pour intervenir même en l' absence de directions venant de supérieurs immédiats.

Charles Cotton avance aussi que « les dangers et les risques qu' on court » au sein de ces types d' unités « reproduisent les conditions du combat et permettent d' identifier les leaders portés sur l' action » pour les unités normales.<sup>70</sup> Dans le cas particulier des forces aéroportées, le major-général américain A.S. Newman conclut : « Sauter en parachute met à l' épreuve et endure le soldat comme seul le combat peut le faire. Avec les autres on ne sait jamais. Mais on peut se fier aveuglément aux parachutistes. Ils font souvent face au danger lorsqu' ils sautent et acquièrent l' autodiscipline nécessaire pour vaincre la peur. »<sup>71</sup>

L' entraînement ardu, stimulant et réaliste qu' offrent les UIS permet aussi d' accroître la confiance, l' expérience et la motivation de ceux qui en font partie. On sait depuis longtemps que plus le défi, le danger et les difficultés sont élevés, plus les liens d' affection au sein de l' unité sont solides.<sup>72</sup> Des sociologues ont démontré que plus les critères d' adhésion à un groupe donné sont élevés, plus ceux qui y satisfont se sentent partie prenante de ce dernier et accordent de l' importance au fait d' y appartenir.<sup>73</sup> La « mise à l' épreuve et l' endurcissement » constants ainsi que l' obligation pour tous, peu importe le grade, de satisfaire aux mêmes normes exigeantes créent un fort sentiment d' appartenance, basé sur l' identification au groupe et sur le respect mutuel. Cette solide cohésion est un élément essentiel de l' efficacité tactique. Samuel Stouffer nous apprend dans *The American Soldier*, sa remarquable étude du comportement sur le champ de bataille, que 80 % des personnes sondées affirment que la profonde intégration au groupe est le principal

facteur d' endurance au combat. Il fait aussi remarquer que la motivation dépend principalement de la cohésion du groupe, laquelle est l' élément clé de la réussite sur le champ de bataille.

Le produit final résultant de l' entraînement des UIS est digne de l' énorme investissement en ressources humaines et matérielles. Premièrement, les UIS constituent des forces de combat efficaces et fiables pouvant être employées à très court préavis, dans presque tous les climats ou les environnements. Deuxièmement, leurs membres constituent un précieux bassin d' expertise, et peuvent éventuellement retourner aux unités plus classiques dont ils sont issus afin d' y faire profiter les autres de leur expérience, de leurs connaissances et de leurs techniques d' entraînement.

L' étendue des capacités des UIS est impressionnante. Toutefois, dans un climat socio-politique où l' on continue de faire fausse route en voulant bénéficier des avantages de la paix tout en sabrant dans les dépenses de défense, les Unités d' intervention spéciales représentent une option économique mais viable. Leurs organisations et leurs opérations requièrent habituellement peu de main-d' œuvre et de matériel. On y met l' accent sur l' expertise et les habiletés plutôt que sur la profusion d' équipement et le nombre. Après la Seconde Guerre mondiale, on a fait appel à des unités comme les SAS (Malaisie, Aden, Oman), les Royal Marine Commandos (Boméo), les Special Forces (Vietnam) et les régiments de parachutistes de la Légion étrangère française (Indochine, Algérie, Tchad) qui, souvent sans aide, ont livré combat à des rebelles dans le désert et dans la jungle, dans des pays lointains. De toute évidence, les troupes en question plaisaient aux bureaucrates soucieux d' économie. On a ainsi pu épargner en remplaçant la polyvalence et la quantité par la spécialisation et la qualité.

L'exemple américain permet de bien faire comprendre le tableau. Le général responsable du commandement des opérations spéciales de l'Armée des États-Unis a ainsi fait savoir que ses UIS avaient échappé aux coupures de 37 % ayant frappé l'Armée de terre depuis 1991.<sup>74</sup> Au cours d'une journée normale, 1 500 soldats environ se déploient dans 45 à 60 pays.<sup>75</sup> Durant la seule année financière 1997, les UIS ont effectué 17 interventions d'urgence, mené 194 missions de lutte contre les trafiquants de drogue et pris part à des opérations de déminage à des fins humanitaires dans 11 pays.<sup>76</sup> La chose à noter ici est que les États-Unis peuvent se prévaloir de l'incroyable capacité et de l'extraordinaire souplesse de leurs UIS pour une somme représentant 1 % seulement de leur budget de défense.<sup>77</sup>

Le défi est maintenant d'appliquer au Canada les concepts dont il vient d'être question. Les responsabilités planétaires et les intérêts stratégiques de ce dernier par rapport à celles/ceux des Américains (et des autres grandes puissances) sont bien sûr fort différents. Impossible en effet de comparer les besoins et les budgets afférents. Mais il n'en demeure pas moins qu'il faut se demander si le Canada n'aurait pas intérêt à se doter d'Unités d'intervention spéciales. On peut lire dans le document de base que l'Armée de terre vient de publier *L'Armée de terre du Canada*, que : « La principale raison d'être de l'Armée de terre consiste à défendre le Canada et à protéger les intérêts vitaux de la nation. »<sup>78</sup> Il y est également question de l'importance de « donner au Gouvernement du Canada la souplesse dont il a besoin pour établir ses politiques, c'est-à-dire lui offrir un vaste éventail d'options et d'interventions en période de crise, notamment la capacité d'avoir une présence résolue et écoutée pouvant influencer sur le cours des événements ou résoudre des conflits. »<sup>79</sup> Les objectifs afférents du Canada comprennent la défense du pays, la

protection de sa souveraineté, la satisfaction de ses besoins pertinents par des ententes collectives de sécurité et la participation à la sécurité mondiale.<sup>80</sup> Divers documents du ministère de la Défense nationale donnent par le menu les tâches exactes que l'Armée de terre doit s'attendre de remplir. Celles-ci comprennent l'aide humanitaire et le secours aux sinistrés (au pays comme à l'étranger), l'aide aux autres ministères, la recherche et le sauvetage, la répression du terrorisme, l'aide aux autorités civiles, la défense de l'Amérique du Nord, l'évacuation des ressortissants canadiens à l'étranger, la défense collective dans le cadre de l'OTAN, l'appui à la sécurité internationale ainsi que l'amélioration de la paix et de la stabilité dans le monde.<sup>81</sup>

Les objectifs de défense et les tâches connexes valent qu'on s'y intéresse. Toutefois, ce sont les moyens à prendre à ce titre (ou le manque de ces moyens) qui sont la source d'inquiétudes. Le Livre blanc sur la Défense publié en 1994 notait que « s'il est indispensable que subsistent savoir-faire et capacités de combat spécialisés, il ne faut pas en conclure pour autant que, pour conserver des forces aptes au combat, le Canada doit posséder absolument toutes les composantes de la panoplie militaire. »<sup>82</sup> Dans la pratique toutefois, on ne s'est pas encore sérieusement demandé de quel type de forces, autres que les forces actuelles, on pouvait avoir besoin. Le présent tableau des forces mécanisées des FC, conçu pour les champs de bataille de l'OTAN en Europe, a été défini de facto comme le meilleur pour « qu'elles conservent la souplesse nécessaire afin des'acquitter de leurs tâches de défense et d'être même de prendre part à un grand nombre d'opérations » et, partant, d'avoir une interaction efficace avec leurs alliés.<sup>83</sup> Dans la réalité, la « polyvalence des forces » est devenue le concept fourre-tout qu'on utilise pour protéger les « vaches sacrées » et conserver le statu

quo. Il a davantage pour objet de sauvegarder les intérêts des cliques que d'assurer la souplesse nécessaire en rapport avec les diverses options.

Les bataillons d'infanterie légère sont les formations où cette réalité se fait le plus sentir. L'occasion s'est déjà présentée de créer une véritable infanterie légère basée sur le modèle des Rangers / UIS. Elle aurait pu jouer un grand nombre de rôles, faire preuve d'une grande disponibilité opérationnelle et se déployer rapidement. Elle aurait ainsi été à même de faire face aux exigences d'un « monde imprévisible et fragmenté » et aurait joui de la souplesse requise pour intervenir en cas d'urgence au pays. On a plutôt opté pour en faire des bataillons mécanisés en attente, basés sur l'effectif organisationnel de l'infanterie mécanisée déjà en place.<sup>84</sup> L'appellation « infanterie légère » servait à indiquer que les trois nouveaux bataillons bénéficiaient d'un barème restreint d'attribution de personnel et d'équipement et non qu'ils s'étaient vu confier un rôle d'infanterie légère en conformité de la doctrine.<sup>85</sup> Dans le cadre d'autres coupures budgétaires effectuées en 1998, il avait été décidé qu'au besoin les épargnes supplémentaires se feraient au détriment de « l'infanterie légère » plutôt que des positions mécanisées.<sup>86</sup>

Cette approche à courte vue ne doit pas nous surprendre. Le « lexique » actuel des Forces canadiennes ne reconnaît ni les Unités d'interventions spéciales, ni les opérations spéciales. La plus récente version de la *Doctrine tactique de la Force terrestre* [B-GL-300-002/FP-001] parle uniquement « d'interventions singulières » comme les opérations aéromobiles, aéroportées et amphibies effectuées par des forces encerclées et des opérations dans des environnements spécifiques.<sup>87</sup> Il est déplorable qu'il n'y soit en rien question des opérations ou des organisations des UIS. Les Unités d'interventions spéciales

permettent aux décideurs militaires et politiques de jouir à peu de frais de la souplesse et la capacité de réaction requises dans un monde instable et en constante mutation.

Qui plus est, restructurer l' Armée de terre de manière à lui conférer un rôle particulier, à savoir celui de forces légères dotées d' une capacité distincte liée aux interventions spéciales, pourrait permettre au Canada de mieux remplir ses engagements et d' atteindre ses objectifs en matière de défense. Des groupements tactiques munis de véhicules blindés légers (VBL) pourraient fournir les « forces polyvalentes » servant d' épine dorsale à l' Armée de terre. Une brigade d' UIS viendrait renforcer ces éléments et leur procurerait la souplesse ainsi que la capacité de réaction rapide nécessaires pour faire face aux urgences, au pays comme à l' étranger. Les FOS devraient comprendre des bataillons d' infanterie légère, de type Rangers, basés sur la doctrine, qui focaliseraient sur des aptitudes distinctes et seraient capables de mener à bien les tâches dont il a déjà été question.

Les UIS augmenteraient l' efficacité d' ensemble. On y accorderait plus d' importance à la qualité du combattant individuel qu' aux tableaux d' équipements polyvalents et coûteux. De plus, les niveaux d' aptitudes et d' instruction tant pour les unités conventionnelles équipées de VBL que pour les organisations de FOS pourraient être focalisés. Plutôt que de tenter d' accomplir toute une gamme d' activités dans une même année avec un budget limité, les dites forces pourraient se concentrer sur leurs spécialités respectives. De même, cela permettrait de centraliser certaines habiletés comme le parachutisme et de réaliser des économies ainsi que de hausser l' efficacité opérationnelle. Les UIS pourraient aussi fournir un cadre d' experts toujours au courant des dernières nouveautés de leur domaine et capables de former leurs collègues au besoin dans des domaines comme l' escalade ou d' autres opérations environnementales spécifiques. Enfin,

des économies additionnelles deviendraient possibles de par la mise au rancart, d' équipement ne servant pas à autre chose que rappeler une époque révolue.

L' augmentation de l' efficacité opérationnelles est toutefois ce qui primerait. Disposer d' UIS permettrait de réagir rapidement en cas de crise tant au pays qu' à l' étranger. De par leur grande disponibilité et leur mobilité à nulle autre pareille, elles pourraient intervenir sur le champ. Une rotation continue des UIS en « haute-disponibilité » procurerait une grande souplesse. Il leur serait possible de s' emparer du port d' entrée et de tenir jus qu' à ce que débarquent les forces plus lourdes, provenant du Canada ou d' autres pays de la coalition.<sup>88</sup>

Il ne s' agit pas là d' un concept nouveau. Le Commandement de la Force mobile (FMC), mis en place en 1965, devait à l' origine compter deux types fondamentaux de formations et d' unités, à savoir : des forces aéroportées/transportables par air légères pour la défense du Canada, le maintien de la paix, la contribution au Commandement allié en Europe (CAE) et l' implication dans de petits conflits limités; et des forces blindées et mécanisées plus lourdes pour s' acquitter du rôle attendu de l' Armée de terre du Canada en Europe pour le compte de l' OTAN.<sup>89</sup> Le général Allard a écrit dans ses mémoires que l' élément le plus important en rapport avec les forces armées récemment intégrées était le concept « d' un commandement de la force mobile comprenant une force globale pouvant être déployée rapidement partout dans le monde pour s' acquitter de missions de maintien ou de restauration de la paix ou pour prendre part à une guerre conventionnelle limitée. »<sup>90</sup> Malheureusement, certains ont de la difficulté à voir plus loin que la guerre froide telle que vécue par l' OTAN et à entrer dans le 21<sup>e</sup> siècle. Le danger n' existe plus que les blindés soviétiques déferlent sur les plaines du nord de l' Europe. Peut-il surgir à nouveau ? Difficile à dire. Il faut cependant être à l' écoute du Gouvernement et de la

population. L' Armée de terre peut s' adapter en fonction des besoins ou s' en tenir à un héritage que beaucoup considèrent comme dépassé. On a le choix entre la pertinence et l' anachronisme. Seule la spécialisation peut permettre à l' Armée de terre de s' acquitter du rôle noble qui lui revient, à savoir « se battre aux côtés des meilleurs, contre les meilleurs. »<sup>91</sup>

On oublie souvent que ce ne sont pas les intentions ou les promesses qui nous valent le respect de nos concitoyens, de nos alliés ou de la communauté internationale.<sup>92</sup> Ce sont plutôt les gestes qu' on pose qui comptent. Parfois, une intervention rapide, opportune et de qualité vaut infiniment mieux qu' une intervention massive mais tardive. Une spécialisation permettant de satisfaire aux besoins de l' alliance ou de la coalition sera vue d' un bien meilleur œil, et vaudra beaucoup plus de reconnaissance que des assurances sans fondements.

Les Unités d' intervention spéciales pourraient s' avérer un atout du genre pour le Canada. Les UIS ont toujours été un instrument de défense économique et efficace offrant une vaste gamme de capacités en temps de guerre comme de paix. Qui plus est, leur utilité et leur valeur ont augmenté durant la période ayant suivi la guerre froide. Les Unités d' intervention spéciales font désormais partie intégrante de l' équipe de défense de demain. Elles représentent un moyen rentable de satisfaire aux futurs besoins du Canada en matière de défense. La capacité d' intervenir rapidement en cas d' urgence n' importe où sur les quelque 10 millions de kilomètres carrés du territoire canadien, ainsi que partout ailleurs dans le monde, grâce à leur souplesse, leur mobilité et leur compétence permettra à l' Armée de terre et aux Forces canadiennes de demeurer une institution viable au cours du prochain siècle.





### À propos de l'auteur . . .

Le lieutenant-colonel Bernd Horn détient un baccalauréat en arts avec spécialisation en science politique de l'Université de Waterloo, une maîtrise en études de guerre du Collège militaire royal du Canada (CMR) et il est à faire un doctorat en études de guerre, aussi au CMR. Il compte entre autres à son actif une période de service dans le Premier Bataillon, The Royal Canadian Regiment, le Régiment aéroporté du Canada, à l'École des aspirants-officiers des Forces canadiennes et à la Direction de la planification stratégique. Son service au sein du régiment l'a aussi mené à Chypre et en Bosnie-Herzégovine. Le lieutenant-colonel Horn est actuellement chef d'état-major du conseiller spécial auprès du Chef d'état-major de la Défense en matière de perfectionnement professionnel des officiers.

## NOTES

- 1 W. B. Mitchell, *Memoirs of World War I*, New York, Random House, 1960, p. 152.
- 2 Jack Granatstein, « On Military Education, » *On Track*, Vol. 3, No. 3, Novembre 1998, p. 4.
- 3 G.R. Sullivan et M. V. Harper, *Hope is a Not a Method*, New York, Broadway Books, 1997, p. 10.
- 4 Aaron Bank, *From OSS to Green Berets : the birth of Special Forces*, Novato, CA, Presidio, 1986, p. 167.
- 5 Ibidem, p. 167.
- 6 Frank Barnet, B.H. Tovar et Richard H. Shultz, éditeurs, *Special Operations In US Strategy*, Washington D.C., National Defence University Press, 1984, p. 299.
- 7 Colin S. Gray, *Explorations in Strategy*, Londres, Greenwood Press, 1996, p. 156.
- 8 Alfred H. Paddock, *U.S. Army Special Warfare. Its Origins*, Washington, D.C., National Defence University Press, 1982, p. 122.
- 9 E.N. Luttwak, S.L. Canby et D.L. Thomas, *A systematic Review of « Commando » (Special) Operations, 1939-1980*, Potomac, MD, C and L Associates, 24 mai 1982, cité dans Gray, p. 147.
- 10 Dr. Terry White, *Swords of Lightning : Special Forces and the Changing Face of Warfare*, Londres, Brassey's, 1997, p. 1.
- 11 Eliot A. Cohen, *Commandos and Politicians*, Cambridge, Center for International Affairs, Harvard University, 1978, 15-28.
- 12 Voir D.R. Segal, Jesse Harris, J.M. Rothberg et D.H. Marlowe, « Paratroopers as Peacekeepers, », *Armed Forces and Society*, Vol. 10, No. 4, Été 1984, p. 489 et Donna Winslow, *The Cana-*

*dian Airborne Regiment in Somalia. A Socio-cultural Inquiry* Ottawa, Commission d'enquête sur le déploiement des Forces canadiennes en Somalie, 1997, pp. 128-138.

13 Gray note que « les unités d'intervention spéciales se chargent de missions que les forces régulières ne peuvent pas effectuer ou qu'il coûterait trop cher de leur confier. » Gray, p. 149 & p. 190. L'actuelle définition des interventions spéciales que donne le *S. Special Operations Command (USSOCOM)* est la suivante : « ... interventions effectuées par des forces du *Department of Defence* spécialement entraînées, équipées et structurées contre des objectifs stratégiques ou tactiques pour l'atteinte d'objectifs militaires, politiques, économiques ou psychologiques nationaux. Les opérations en question peuvent se dérouler en période de paix comme de guerre. Elle peuvent servir à appuyer des opérations classiques ou être entreprises de façon indépendante, quand le recours à des forces conventionnelles est non approprié ou impossible. » Traduction d'une citation tirée de *Secret Warfare* d'Adrian Weale, Londres, Hodder and Stoughton, 1997, p. 4. L'ancien commandant du USSOCOM fait remarquer que « les UIS d'aujourd'hui possèdent des habiletés spéciales, appliquent des tactiques non conventionnelles, comprennent de petites unités pouvant être rapidement déployées et jouissent de capacités singulières qui les différencient des forces classiques. » Général Henry H. Shelton, « Special Operations Forces : Looking Ahead », *Special Warfare*, Vol. 10, No. 2, Printemps 1997, p. 3 et *Defense* 97, No. 3, p. 34.

14 Les termes « UIS » et « élites » sont interchangeables dans le texte et servent à faire comprendre les idées d'autres auteurs. Colin Gray note que « élite, comme qualificatif, fait directement référence à la norme de sélection et non à l'activité pour laquelle les soldats ont été choisis ». Il affirme que « les Unités d'intervention spéciales doivent être des forces d'élites, mais que les troupes d'élite ne sont généralement pas des unités d'intervention spéciales. » Gray, p. 158. Réciproquement, Douglas Porch fait état de mesures conventionnelles liées au statut d'élite données en tant que jalons comme « les réalisations sur le champ de bataille, l'efficacité militaire ou les fonctions militaires spécialisées. » Aux fins du présent document, le droit au statut d'élite (basé surtout sur la définition que donne Cohen) sera fondé sur : 1. La sélection – c'est-à-dire des processus de sélection rigoureux permettant de conserver des normes extrêmement élevées d'aptitudes mentales et physiques/de forme physique, d'expérience professionnelle et d'aptitudes, de maturité et de motivation.; 2. La désignation de missions spécifiques/spéciales (classiques, non classiques ou les deux); 3. La réputation d'excellence (basée sur le niveau d'instruction, l'expertise et le professionnalisme du groupe ou sur ses succès opérationnels). J'arrive donc à la conclusion que les UIS ne sont pas toutes des troupes d'élite. Par exemple, des unités aéroportées ou des bataillons d'infanterie légère dans un rôle de « Rangers » ne satisfont pas nécessairement à tous les critères pertinents. Ceux qui sont les seuls à posséder certaines capacités ne font pas nécessairement partie de l'élite. Ils ont certes des habiletés différentes de celles qu'on retrouve habituellement au sein d'unités classiques, mais cela ne les rend pas supérieurs.

15 Robin Neillands, *In The Combat Zone*, Londres, Wiendenfield & Nicholson, 1997, p. 4.

16 Cohen, p. 95.

17 Bank, p. 147.

18 Feld-maréchal Sir William Slim, *Defeat Into Victory*, Londres, Cassell and Company Ltd., 1956, p. 548.

- 19 Ibidem, pp. 202-203.
- 20 Paddock, p. 148.
- 21 Général Sir Peter De La Billiere, *Looking For Trouble. SAS to Gulf Command*, Londres, Harper Collins Publishers, 1995, p. 102.
- 22 H.R. Simpson, *The Paratroopers of the French Foreign Legion* Londres, Brassey's, 1997, p. 39.
- 23 Peter Stiff, *Selous Scouts. Top Secret War*, Alberton, Afrique du Sud, Galago Publishing Inc., 1982, p. 54.
- 24 White, p. 11.
- 25 Mgén J.L.Hobson, « AF Special Operations Girds for Next Century Missions », *National DEFENSE*, Février 1997, p. 27. Douglas C. Waller affirme que le Congrès avait adopté la loi créant un Commandement des opérations spéciales nouveau et autonome, doté de son propre budget, à cause du piètre traitement réservé par le Pentagone aux organisations et aux opérations des UIS. *Commandos*, D.C. Waller, *The Inside Story of America's Secret Soldiers* New York, Simon & Shuster, 1994, pp. 32-35.
- 26 Winston S. Churchill, Winston S., *The Second World War. Their Finest Hour*, Boston, Houghton Mifflin Company, 1949, pp. 246-247.
- 27 Robert W. Black, *Rangers in World War II*, New York, Ivy Books, 1992, p. 8. David Stirling était parfaitement conscient de la nécessité de disposer d' appuis en haut lieu. Rusé, il a soumis sa proposition de création des SAS directement au commandant en chef du QG Moyen-Orient pour ne pas la voir « enfouie sous des couches et des couches de débris fossilisés (l' état-major) » qu' il voyait comme « ridiculement gonflé, inutilement gros et entièrement opposé à toute ce qui est susceptible de ressembler à une idée nouvelle. » Anthony Kemp *The SAS at War*, Londres, John Murray, 1991, p. 6.
- 28 Black, p. 11.
- 29 Paddock, pp. 30-32.
- 30 Simpson III, Charles M., *Inside the Green Berets. The First Thirty Years*, Novato, CA, Presidio, 1983, p. 16.
- 31 Ibidem, p. 65. Voir aussi Paddock, p. 32 et Cohen, pp. 40-41.
- 32 Eric Morris, *Churchill's Private Armies*, Londres, Hutchinson, 1986, p. 90.
- 33 Slim, p. 547.
- 34 Philip Warner, *Phantom*, Londres, William Kimber, 1982, p. 11. Les UIS étaient habituellement à la recherche de soldats faisant preuve d' agressivité, de courage, d' indépendance d' esprit, d' initiative, d' une intelligence au-dessus de la moyenne, de motivation, d' endurance physique, d' autonomie et d' autodiscipline.
- 35 Voir Cohen, pp. 56-58.
- 36 Slim, p. 546, et Morris, *Churchill's Private Army*, p. 243.
- 37 Andy McNab, *Immediate Action*, Londres, Bantam Press, 1995, p. 381.
- 38 Slim, p. 546.
- 39 Tom Clancy, *Into the Storm. A Study in Command*, New York, Berkley Books, 1997, p. 119.
- 40 Cohen, p. 61.
- 41 Slim, p. 547. Voir aussi Black, p. 65.
- 42 Cela découle souvent des grands dangers que comportent les missions confiées ainsi que du fait que les unités en question sont habituellement légèrement armées à cause de la nature de leur organisation et de leurs tâches. Cela est à l' origine de critiques dans de nombreuses UIS, à savoir que les commandants de forces classiques connaissent mal leurs capacités et que, partant, elles sont plus souvent qu' autrement employées à mauvais escient. Un échantillonnage des opérations menées durant la Seconde Guerre mondiale démontre bien les grands dangers que comportaient certaines des missions confiées aux UIS. Le coefficient de pertes au sein des SAS a été de 64 % lors de leur premier raid, de 96 % durant la mission pour éliminer Rommel, de 60 % à l' occasion du raid de St-Nazaire, de 48 % lors du débarquement à Marina et de 100 % lors de l' opération de commando à Tragino. De plus, la *First Special Service Force* a connu l' incroyable pourcentage de pertes de 78 % en Italie.
- 43 Cohen, p. 56.
- 44 A.B. Feuer, *Commando! The M/Z Unit's Secret War Against Japan*, Westport, Connecticut, Praeger, 1996, p. 159.
- 45 Kurt Gabel, *The Making of a Paratrooper*, Lawrence, University Press of Kansas, 1990, p. 268. Les parachutistes allemands ont eu à déplorer un taux de perte de 58 % lors de l' invasion de la Crète et 25 % des participants ont été tués; le bataillon de parachutistes des *Waffen SS* a eu des pertes de 62 % dans son raid contre le QG de Tito en Yougoslavie en 1944; 80 % environ de la *1st Airborne Division* britannique a été perdue durant l' Opération Market Garden; et la *82nd Airborne Division* américaine a encouru 27 % de pertes en Sicile et 46 % en Normandie.
- 46 Charles A. Cotton, « Military Mystique ». (Source – Dossiers de l' *Airborne Forces Museum*).
- 47 Cohen, p. 74.
- 48 De La Billiere, p. 117.
- 49 Morris, *Guerillas in Uniform*, p. 15.
- 50 John Talbot, « The Myth and Reality of the Paratrooper in the Algerian War », *Armed Forces and Society*, Novembre 1976, p. 73.
- 51 Cohen, p. 69. Voir aussi, pp. 135-141.
- 52 Kemp, p. 248 et Weale p. 139.
- 53 Tom Clancy, *Airborne*, New York, Berkley Books, 1997, p. 231.
- 54 Joint comme Appendice A dans Michael Mazarr, *Light Forces and the Future of U.S. Military Strategy*, New York, Brassey's 1993, p. 163.
- 55 Richard Cheney, « U.S. Defense Strategy for an era of Uncertainty », *International Defense Review (Defense 1992)*, p. 9.
- 56 William F. Perry, « Defense in an Age of Hope », *Foreign Affairs*, Novembre/Décembre 1996, p. 75.
- 57 Clancy, *Airborne*, pp. 25, 39 & 231.
- 58 Ibidem, p. 231.
- 59 V.M. Rosello, « The Airborne is not Obsolete », *Army*, Vol. 42, No. 9, Septembre 1992, p. 42.
- 60 John R. Cuneo, *Robert Rogers of the Rangers*, New York, Oxford University Press, 1959, p. 33.
- 61 De La Billiere, p. 411.

- 62 Mark Lloyd, *Special Forces. The Changing Face of Warfare*, New York, Arms and Armour Press, 1996, p. 235; B.J. Schemmer, « Special Ops Teams Found 29 Scuds Ready to Barrage Israel 24 Hours Before Ceasefire », *Armed Forces Journal International*, Juillet 1991, p. 36; et Waller, *Commandos*, p. 249.
- 63 Clancy, *Into the Storm*, p. 119. Les objectifs peuvent comprendre les terrains d'aviation, les quartiers généraux, les lignes de communication, les installations de logistique ainsi que la prise et la destruction d'autres installations ennemies d'importance.
- 64 Deux exemples pour démontrer l'effet. L'attaque contre l'aqueduc de Tragino en Italie a causé peu de dommages mais a troublé les Italiens au point où ils ont décidé de consacrer de précieuses ressources en personnel et en matériel à la protection de tous les points vitaux du pays. Qui plus est, les séries de raids en Norvège ont entraîné une diversion de l'effectif allemand qui se chiffrait à 372 000 personnes en juin 1944.
- 65 Gray, p. 167.
- 66 Schemmer, p. 36; et Waller, *Commandos*, pp. 34 & 241. Waller affirme que 7 705 membres des UIS y ont participé.
- 67 James C. Hyde, « An Exclusive Interview with James R. Locher III », *Armed Forces Journal International*, Novembre/Décembre 1992, p. 34.
- 68 Peter Schoomaker, « The Special Operations Team », *Armed Forces Journal International*, Février 1998, p. 32.
- 69 Scott A. McMichael, *Discussions on Training and Employing Light Infantry*, Fort Leavenworth, Combat Studies Institute Report, 1986, p. 2.
- 70 Cotton, *Military Mystique*. Voir aussi Cohen, pp. 32-34.
- 71 Mgén A.S. Newman, *What Are Generals Made Of?*, Novato, CA, Presidio, 1987, p. 193.
- 72 W.D. Henderson, *Cohesion: The Human Element in Combat*, Washington, National Defence University Press, 1985, p. 14.
- 73 Major James McCollum, « The Airborne Mystique » *Military Review*, Vol. 56, No. 11, Novembre 1976, p. 16. Elliot Aronson de la *Stanford University* et Judson Mills de la *U.S. Army Leadership and Human Research Unit* l'ont établi en 1959 lors d'expériences en laboratoire. Ils en sont venus à la conclusion que « les sujets ayant subi une initiation difficile perçoivent le groupe comme beaucoup plus attirant que ceux dont l'initiation a été facile ou qui n'en ont pas reçu du tout. »
- 74 « U.S. Army Special Operations : A Vital and Vibrant Force — Interview with Lt.Gen W.P. Tangney », *Army*, Avril 1998, p. 22. Voir aussi Ramon Lopez, « Special Operations Survives Pentagon Budget Constraints » *JDR*, 3/1993, p. 247; et M. O' Hanlon, *The Art of War in the Age of Peace - U.S. Military Posture for the Post-Cold War World*, Londres, Praeger, 1992, p. 5.
- 75 Ibidem, p. 26.
- 76 Schoomaker, p. 33.
- 77 Hyde, p. 34.
- 78 Canada, *Canada's Army*, Ottawa, MDN, 1998, p. 5.
- 79 Ibidem, p. 4.
- 80 Ibidem, p. 57; et Canada, *Livre blanc sur la Défense (1994)*, Ottawa, MDN, 1994, pp. 15-39.
- 81 Canada, *Defence Planning Guidance 1998 (DPG 98)*, Ottawa, MDN, 1997, pp. 3-9 à 3-11; et Canada, *National Defence - Performance Report, For the period ending March 31, 1997*, Ottawa, MDN, 1991, pp. 7-22.
- 82 *Livre blanc de 1994*, p. 13.
- 83 *Performance Report*, p. 5; et *Livre blanc de 1994*, p. 13.
- 84 CFT – Résumé des propositions sur le bataillon d'infanterie légère, produit par le Groupe de travail sur l'infanterie réuni au QG CFT les 2 et 3 mai 1995.
- 85 Sharon Hobson, « Canadian Army Reacts to Life After the Paras », *IDR*, 12/1996, p. 25 (commentaires du Directeur général – Disponibilité des forces terrestres); et col N.M. Pettis, « Message from the Director of Infantry », *Infantry Journal*, Printemps 1997, No. 31, p. 2.
- 86 Interview avec l'OL *U.S. TRADOC* à la Direction – Doctrine de l'Armée de terre, Kingston, 15 avril 1998.
- 87 Canada, B-GL-300-002/FP-001, *Doctrine tactique de la Force terrestre*, Vol. 2, Ottawa, MDN, 1997, pp. 1-22 à 1-24. Le Canada possède une unité de type UIS – la FOI2 qui a pris la relève du Groupe spécial des interventions d'urgence (GSIU) de la GRC. Depuis 1992, cet organisme est capable d'intervenir en cas d'acte de terrorisme. *Performance Report*, p. 15; et David Pugliese, « Elite Canadian Commando Force », *Ottawa Citizen*, 4 novembre 1998, A1.
- 88 Il importe de noter qu'il est relativement facile de former l'infanterie légère pour qu'elle s'acquitte d'un rôle mécanisé ou motorisé, particulièrement quand on procède à une rotation régulière des unités. Par exemple, l'ancien régiment aéroporté a procédé avec succès à pas moins de trois rotations à Chypre. En Somalie, malgré des problèmes de leadership, le régiment s'est valu les félicitations de commandants américains et de diplomates de l'ONU pour les succès opérationnels remportés en rapport avec la pacification du vaste secteur qu'on lui avait confié. Il a de plus été cité en exemple en 1994 pour ses prouesses lors d'une patrouille de dissuasion au Rwanda.
- 89 « Appreciation and Proposed Options for the Structure of the Canadian Army Field Force 1965-70 Period », 5 avril 1965. Dossier 112.11.003 (D3 Boîte 3) de la D Hist. Les « Force Structure - Mobile Command Guidelines » indiquaient que le reste des troupes non nécessaires à la mission en Europe devraient être organisées en forces légèrement équipées pouvant être employées aux fins de la défense du Canada, dans des opérations de l'ONU et dans la force mobile du CAE. Ibidem, Boîte 1.
- 90 Jean V. Allard, *The Memoir of General Jean V. Allard*, Vancouver, The University of B.C. Press, 1988, p. 240.
- 91 *Livre blanc de 1994*, p. 14.
- 92 La présentation faite par le CAD en août 1998 au Comité permanent sur les finances de la Chambre des communes faisait état des critiques croissantes formulées par les alliés du Canada au sujet des efforts que celui-ci déploie pour satisfaire à ses engagements en matière de défense. Des commentaires faits par des Américains, des Britanniques et des Allemands montrent que le Canada est souvent vu comme « de plus en plus réticent à partager le fardeau de la sécurité collective et virtuellement incapable de le faire. » (p. 3).

## LES OPÉRATIONS EN PROFONDEUR :

### LA CLÉ DU SUCCÈS

*Le capitaine Mike Johnstone, CD*

L' Armée de terre canadienne a adopté une structure de champ de bataille qui répartit les activités en opérations en profondeur, rapprochées et arrière. En outre, elle insiste, dans sa doctrine, sur l' importance qu' ont les opérations en profondeur pour ce qui est de l' établissement des conditions propices à des opérations rapprochées futures et décisives. Cependant, comme le fait remarquer le lieutenant-colonel Cessford, l' Armée de terre n' est pas préparée à une participation à des opérations en profondeur. Elle ne dispose pas des ressources offensives, des plates-formes pour l' équipement de renseignement, de surveillance, d' acquisition d' objectifs et de reconnaissance (ISTAR), de la structure organisationnelle et du commandement qui suffiraient à l' exécution de cette opération cruciale.

La rapidité et la complexité des mouvements et des manœuvres prévus sur le champ de bataille d' aujourd' hui, alliées aux progrès technologiques réalisés dans le domaine des capteurs, des communications et des armes, obligent les Forces alliées à rechercher la victoire grâce à l' élaboration d' une tactique et d' une doctrine qui soutiennent le combat avec des forces et des systèmes d' armes moins abondants que ceux dont disposent l' ennemi. D' où la nécessité de produire et d' appliquer simultanément une puissance de combat assurant un appui rapproché et en profondeur.

Alors que le champ de bataille s' agrandit, il devient de plus en plus important d' attaquer l' ennemi sur toute la profondeur de ses positions. Il est essentiel de ne pas laisser à un

commandant ennemi l' occasion de déployer ses forces de telle sorte qu' elles puissent écraser les forces amies. En effectuant des opérations en profondeur, on lui nuit dans cette tentative puisqu' on perturbe sa cohésion et on garde l' ensemble de sa force en déséquilibre. L' Armée de terre canadienne doit élaborer la structure organisationnelle et acquérir l' équipement pour faciliter la tenue des opérations en profondeur au niveau de la brigade. Le but du présent document est d' énoncer dans leurs grandes lignes les étapes par lesquelles l' Armée de terre canadienne doit passer pour être en mesure d' effectuer des opérations en profondeur.

*« Il est préférable de procéder simultanément à des opérations en profondeur et à des opérations rapprochées parce que ces opérations ont un effet l' une sur l' autre et aussi parce qu' il est plus facile de vaincre l' ennemi en le combattant dans toute la profondeur de son dispositif. »<sup>1</sup> [traduction]*

#### OPÉRATIONS EN PROFONDEUR — SURVOL

Notre doctrine décrit un concept des opérations en profondeur, des opérations rapprochées et des opérations arrière qui permet de visualiser la relation entre les différentes forces amies et l' ennemi, en termes de

temps, d' espace, de ressources et de but.<sup>4</sup> Les opérations en profondeur et rapprochées doivent se dérouler simultanément, parce qu' il est plus facile de vaincre l' ennemi en le combattant dans toute la profondeur de son dispositif. La synchronisation de toutes les fonctions de combat joue un rôle clé dans la planification, la coordination et l' exécution des opérations en profondeur, rapprochées et arrière.

Les opérations en profondeur visent à limiter la liberté d' action du commandant opposé. Elles confèrent au champ de bataille une plus grande dimension dans le temps et dans l' espace, compliquent la tâche de l' ennemi qui cherche à concentrer sa puissance de combat sans perte et, de ce fait, réduit sa cohésion et le rythme de ces actions. L' objectif visé ici dépasse la simple victoire sur l' ennemi; on veut qu' il perde plus rapidement. Grâce aux opérations d' information, on peut établir l' endroit où se trouve l' ennemi et faire porter la puissance de feu sur lui. L' interaction entre ces deux fonctions de combat – placées sous la direction de la fonction de commandement – est essentielle au succès des opérations en profondeur. En empêchant l' ennemi d' atteindre ses objectifs et en limitant sa liberté d' action grâce à nos opérations en profondeur, nous façonnons le champ de bataille et nous mettons en place des conditions propices aux opérations rapprochées et, en bout de ligne, aux visées du commandant.

Les opérations en profondeur s' effectuent généralement sur un vaste secteur et pendant une période

prolongée contre des forces et des fonctions ennemies situées hors de portée des opérations rapprochées. Les opérations en profondeur sont planifiées de façon conforme à l'intention et au concept de l'opération du commandant. On les conçoit pour façonner le champ de bataille de sorte que le commandant puisse accomplir sa mission. Les opérations en profondeur impliquent toutes les fonctions de combat; cependant, les fonctions puissance de feu et opérations d'information sont habituellement les fonctions les plus importantes dans ce type d'opération. On charge les ressources ISTAR de repérer les objectifs rentables et de transmettre les informations recueillies au centre de coordination des opérations en profondeur (CCOP). On demande ensuite aux ressources d'appui-feu – artillerie, aéronefs armés, hélicoptères d'attaque et opérations d'information offensives – et/ou aux forces de manoeuvre de lancer une attaque.

Les objectifs des opérations en profondeur sont les mêmes que ceux du ciblage, soit limiter, perturber, retarder, détourner et détruire l'ennemi. Comme pour le ciblage, ces objectifs consistent à concentrer des ressources sur les capacités de l'ennemi qui gênent ou pourraient gêner l'accomplissement des objectifs des forces amies et à perturber les plans de l'ennemi. On se sert de ces objectifs pour énoncer l'effet qu'on cherche à produire, par les opérations en profondeur, sur une ressource, un équipement ou une fonction en particulier de l'ennemi.

Dans la doctrine américaine actuelle, l'attaque en profondeur est considérée comme une activité essentielle au succès.<sup>10</sup> Alors que, dans notre doctrine, les opérations en profondeur sont importantes, les Américains, dans la leur, s'écartent du principe voulant que ces opérations soient le complément des opérations rapprochées et leur accordent une plus grande importance encore. De plus en plus, ils

considèrent que les opérations en profondeur peuvent constituer l'effort principal et qu'elles peuvent permettre d'atteindre les objectifs! Chez les Américains, les plus grandes portées de l'artillerie de campagne, la capacité d'effectuer des attaques à grande distance à l'aide d'hélicoptères d'attaque et les possibilités impressionnantes des ressources ISTAR – tant en quantité qu'en qualité – ont permis d'augmenter considérablement la portée et l'envergure des opérations en profondeur. Leurs commandants sont maintenant en mesure d'influer directement sur l'ennemi à partir de plus loin et plus tôt au cours des opérations qu'on ne le pensait possible auparavant. En amorçant des opérations en profondeur plus tôt, le commandant a plus d'occasions pour établir le rythme du combat et pour perturber la cohésion de l'ennemi. En conséquence, il peut plus rapidement vaincre l'ennemi!<sup>12</sup>

Les Américains sont occupés à mettre au point une « division numérique » qui devrait être prête au début du 21<sup>e</sup> siècle. La division de l'Armée de terre XXI est conçue pour fonctionner efficacement sur de grandes distances et pour dominer le champ de bataille grâce à des moyens létaux et non létaux à grande portée. Pendant les expériences de niveau avancé sur la façon de mener la guerre, il est devenu clair que, pour façonner l'espace de bataille, il faut que la division intègre sans ambiguïté dans son plan de manoeuvre tous les éléments de combat ayant des effets multiplicateurs et que, ce faisant, elle écrase l'ennemi!<sup>13</sup> Les Américains cherchent à attaquer l'ennemi sur toute la profondeur de ses positions avec une force supérieure en nombre et à un rythme que l'ennemi ne peut pas suivre; ils visent la paralysie totale de l'ennemi et un effondrement rapide et complet de toute résistance cohérente. L'importance de façonner le champ de batailles' insinue partout dans la structure de la division. L'addition

de pelotons de choc et d'une troupe de reconnaissance de brigade est venue rehausser la capacité de la structure de la brigade de façonner le champ de bataille!<sup>14</sup> En outre, la brigade d'aviation de la division et le bataillon de lance-roquettes multiples (LRM) ont été rapprochés l'un de l'autre, ce qui facilite l'appui des opérations en profondeur de la division!<sup>15</sup>

Les opérations en profondeur ne constituent pas une mode passagère; elles ont été utilisées avec succès dans de nombreuses batailles et campagnes différentes les unes des autres!<sup>16</sup> Elles sont une partie essentielle du plan du commandant. Elles perturbent et retardent les opérations de l'ennemi et écrasent le commandant ennemi. Elles fournissent aux commandants des forces amies l'occasion d'établir le rythme du combat. Elles façonner le champ de bataille et créent des conditions propices aux opérations rapprochées.

#### LES OPÉRATIONS EN PROFONDEUR EN TANT QUE SYSTÈME

Avant de passer à la réalité canadienne, étudions les éléments des opérations en profondeur, soit le commandement, les opérations d'information et la puissance de feu.

L'élément **commandement** joue le rôle de cerveau des opérations en profondeur. À partir de l'intention et du concept de l'opération du commandant, des tâches, des ressources et des restrictions qui touchent les opérations en profondeur, cet élément élabore un plan. Ce plan doit s'intégrer au plan global de la formation et, par conséquent, être établi en collaboration avec le reste de l'état-major de la formation. Les opérations en profondeur doivent faire partie intégrante des activités au niveau de la formation. L'élément commandement a également un rôle important à jouer dans le processus de ciblage et, dans la plupart des cas, il est responsable de

l' exécution de la matrice directrice d' attaque.

Quand la bataille commence, l' élément commandement doit exécuter le plan. Il doit le modifier pour s' assurer qu' il est conforme à l' intention du commandant au fur et à mesure que la situation évolue. Il doit y avoir transmission de l' information en temps opportun à toutes les ressources consacrées aux opérations en profondeur et également à celles reliées aux opérations rapprochées.

Le prochain élément consiste en **les opérations d' information** . Sans un réseau de capteurs adéquats, les opérations en profondeur sont vouées à l' échec. C' est pourquoi il y a l' élément opérations d' information, lequel soutient le plan du commandant en procurant du renseignement prévisionnel et fournit sur les objectifs des informations qui permettent d' attaquer les ressources de l' ennemi. De plus, grâce aux mêmes ressources, cet élément procure au commandant la connaissance de la situation dans ses zones d' intérêt et d' influence, ce qui lui permet d' adapter les plans pendant l' opération.

L' élément final est la **puissance de feu**. La capacité d' attaquer les objectifs considérés importants par l' élément commandement et préparés par l' élément opérations d' information est cruciale. Les responsables du système d' appui-feu doivent connaître la distance des objectifs ennemis et les types de munitions à utiliser pour les engager. En outre, on doit convenablement intégrer les ressources d' appui-feu pour s' assurer que le bon objectif est engagé par la ressource d' attaque appropriée. Il est essentiel de transmettre rapidement au tireur les informations sur l' objectif.

#### LA RÉALITÉ CANADIENNE

L' Armée de terre canadienne n' est pas prête à exécuter des opérations en

profondeur. Même si, dans notre doctrine, il est question de l' exécution de telles opérations, nous avons peu fait en réalité pour nous préparer à autre chose que des opérations rapprochées. Comme le lieutenant-colonel Cessford le fait remarquer dans son article, nous devons accepter des risques dans les opérations rapprochées et commencer à nous préparer à l' exécution des opérations en profondeur.

Le risque est-il grand? Non, car des opérations en profondeur bien exécutées pavent la voie au succès des opérations rapprochées. Ne vaut-il pas nettement mieux tuer l' ennemi alors qu' il est loin plutôt que d' attendre de lui voir le blanc des yeux.

Où en est l' Armée de terre canadienne aujourd' hui, en ce qui concerne les éléments des opérations en profondeur décrits ci-dessus?

**Commandement** . Nous avons une théorie sur les opérations en profondeur et, dans notre doctrine, une organisation au niveau de la division en montant. La B-GL-300-007/FP-002, *Puissance de feu*, veut qu' un Centre de coordination des opérations en profondeur (CCOP) commande les opérations en profondeur au niveau de la division en montant. Le CCOP concentre les activités de toute les unités, organisations et cellules participant à l' appui des opérations en profondeur et travaille sous la direction du chef de l' état-major. Cependant, le quartier général de la Force interarmées ne dispose pas d' un CCOP et sa cellule d' appui-feu se limite à un conseiller – sans état-major!<sup>7</sup> Dans les brigades, la doctrine ne prévoit aucune structure assurant le commandement des opérations en profondeur.

**Opérations d' information** . Nos plates-formes de capteurs actuelles couvrent très bien certains domaines. Les systèmes de guerre électronique (GE) canadiens sont de niveau mondial. Par ailleurs, la mise en service du Coyote

rend les escadrons de reconnaissance de brigade plus efficaces. Enfin, les forces déployées bénéficient de plus en plus de l' appui des ressources ISTAR de niveau national. Mais au-delà de ces ressources, c' est le néant; d' où notre capacité limitée d' effectuer avec succès des opérations en profondeur. Il existe une sérieuse lacune en ce qui concerne l' acquisition des objectifs – le Canada ne possède pas de radars contre-mortiers et contre-canon, ni de véhicules aériens télépilotés (VAT). Par conséquent, si nous devons déployer la brigade SABRE<sup>8</sup> vers une zone de conflit, nous serions obligés dans une large mesure de nous fier aux informations provenant de sources supérieures.

**Puissance de feu** . Les forces militaires canadiennes possèdent certains systèmes d' attaque qui peuvent participer à des opérations en profondeur. La Force aérienne à des CF-18, les quels constituent des plates-formes d' attaque très fiables et très polyvalentes. Pour sa part, l' Armée de terre dispose d' un obusier et de certains moyens de GE lui permettant d' effectuer des opérations en profondeur. Il est vrai cependant que, avec sa portée de 18 km seulement, le M109 a un potentiel limité. Comme il est dit ci-dessus, nos capacités de GE offensive sont excellentes.

Dans l' ensemble, le tableau est assez sombre. Comme nous sommes une armée axée sur la doctrine, il est temps de corriger cette situation. L' Armée de terre doit effectuer tout de suite les changements nécessaires pour que nous puissions effectuer des opérations en profondeur.

#### VERS QUOI TENDRE À PARTIR DE MAINTENANT ?

Étant donné l' importance des opérations en profondeur dans notre doctrine, l' Armée de terre aura à payer le prix si elle continue à les ignorer. Autrement dit, toute l' Armée de terre – le directeur

des besoins en ressources terrestres, la direction de la doctrine de l'Armée de terre (DDAT), la direction de l'instruction de l'Armée de terre (DIAT), la direction des concepts stratégiques (Opérations terrestres), le Collège de commandement et d'état-major de la Force terrestre canadienne et les groupes-brigades mécanisés – devraient consacrer leurs efforts à faire en sorte que nous devenions capables d'effectuer des opérations en profondeur. Voici en gros ce que nous devons améliorer à propos des trois éléments dont il a été question plus haut.

**Commandement** . Le quartier général de la force interarmées doit constituer un CCOP chargé de commander les opérations en profondeur au niveau de la force interarmées. Ce CCOP doit être robuste et comprendre les trois services, mais en particulier la Force aérienne et l'Armée de terre. Les représentants de l'Armée de terre doivent comprendre notre doctrine des opérations en profondeur et être prêts à aller de l'avant.

Au niveau de la brigade, les opérations en profondeur doivent être planifiées et coordonnées par une cellule du même type. Comme le commandant du régiment d'appui direct (AD) est à la tête de l'équipe de ciblage de la brigade<sup>9</sup>, l'une des options consisterait à charger son Centre de coordination des feux d'appui (CCFA) de l'accomplissement de ces tâches. Comme deuxième option, on pourrait créer un petit CCOP au niveau de la brigade. Nous privilégions la première option; cependant, étant donné la petite taille actuelle du CCFA, l'officier des opérations serait peut-être surchargé de travail. Il est recommandé d'ajouter aux effectifs autorisés du régiment d'artillerie deux officiers qui s'occuperaient des opérations en profondeur dans le CCFA. Il importe de voir à ce que les opérations en profondeur soient planifiées et

coordonnées conformément à l'intention et au concept de l'opération du commandant.

**Opérations d'information** . En ce qui concerne les opérations d'information, il y a deux questions à régler. De toute évidence, il faut du nouvel équipement. L'autre point est cependant tout aussi important : il faut revoir le processus de transmission de l'information. L'information doit être transmise aux bons organismes en temps opportun sans quoi sa valeur diminue rapidement.<sup>20</sup>

Le concept ISTAR convient très bien aux opérations en profondeur. Il comporte obligatoirement une approche intégrée visant à produire une connaissance de la situation concernant l'ennemi et le terrain.<sup>21</sup> En formant un tout homogène des capteurs et de la transmission de l'information, on cherche à créer un centre d'information toutes sources. Ce centre fournirait à l'élément commandement le renseignement dont il a besoin pour engager les objectifs.<sup>22</sup> Le concept est actuellement en voie d'élaboration. Les récentes analyses faites à partir de l'expérience de l'Armée de terre, reflètent fidèlement la démarche adoptée par le DDAT et il y a deux ans, ont confirmé le besoin de la création d'une cellule ISTAR qui serait l'unique centre de coordination des ressources ISTAR. Nous cherchons à améliorer l'emploi de toutes les ressources ISTAR et à ainsi accélérer le cycle décision-action du commandant.<sup>23</sup>

Une cellule ISTAR ou, mieux encore, une unité ISTAR<sup>4</sup> serait extrêmement bénéfique en ce qui concerne les opérations en profondeur. La cellule ISTAR participerait à la planification et à l'exécution des opérations en profondeur. Partie intégrante de l'équipe de ciblage et étroitement liée soit au CCOP, soit au système d'appui-feu, elle constitue une partie de la planification des opérations en profondeur; par conséquent, ses

activités seront probablement synchronisées avec les plans d'opérations en profondeur. On peut établir l'ordre de priorité des tâches confiées aux ressources ISTAR et rapidement transmettre l'information aux ressources d'attaque appropriées – sans compromettre la production du renseignement. Cette intégration de la planification et de l'exécution réduit la durée du processus décisionnel et accentue du même coup le rythme de nos opérations.

Un processus plus efficace aidera, mais il ne supprime pas la nécessité d'acquiescence de nouveaux capteurs. Nous avons besoin de systèmes de capteurs capables de repérer l'ennemi dès que celui-ci pénètre dans notre zone d'intérêt. La première chose à faire serait d'acquiescence un VAT qui est capable de fournir des données en temps réel et qui a un rayon d'autonomie d'au moins 100 km. Nous avons actuellement un projet (L1225, Drone d'acquisition d'objectifs (UASTAS)) visant l'acquisition d'un VAT, mais, faute de financement, il est encore une fois au point mort. Il faut placer ce projet tout en haut de la liste des priorités et mettre l'équipement en service le plus tôt possible.

Quand nous aurons des VAT, nous devons établir des procédures d'utilisation. Bien que, par tradition, ces véhicules soient considérés comme des ressources du niveau de la division en montant, les brigades pourraient les utiliser très efficacement<sup>5</sup>, compte tenu de la tendance vers des articulations en plus petits éléments et vers une plus grande dispersion. L'insertion d'une troupe de VAT dans une cellule ISTAR au niveau de la brigade procure au commandant de la brigade une meilleure connaissance de la situation. Elle produit un effet de multiplication au combat en agrandissant le champ de bataille et en permettant aux brigades d'entreprendre plus rapidement des opérations en profondeur.

En deuxième lieu, nous devrions faire l' acquisition de radars de contrebatterie. Nous utiliserions cet équipement pour faciliter le repérage des systèmes de tir indirect de l' ennemi, ce qui nous permettrait de les attaquer. Ainsi, l' ennemi serait moins capable d' attaquer les forces amies, d' où le rôle important que ces radars joueraient pour ce qui est de la protection de la force. De plus, si la capacité de l' ennemi d' utiliser ses ressources d' appui-feu contre les troupes amies est réduite, automatiquement, notre capacité de maintenir le rythme de nos opérations est accrue. Encore une fois, un projet (L2588, Acquisition d' objectifs de contrebatterie) a été mis de l' avant il y a quelque temps, mais il est actuellement au point mort. À l' avenir, il faudrait faire une grande priorité de ce projet.

La Force aérienne a un rôle important à jouer dans les opérations d' information. Le GRIFFON doit être munie d' équipement de surveillance et d' acquisition d' objectifs pour pouvoir participer au processus ISTAR. Le projet qui vise à satisfaire à ce besoin est actuellement en voie d' exécution et il a besoin du soutien complet de l' Armée de terre. Dans certaines circonstances, les CF-18 peuvent également constituer un puissant moyen de reconnaissance.

Il y a d' autres méthodes pour acquérir des objectifs dans la zone d' opérations de la brigade. Les Américains déploient des équipes de choc au niveau de la brigade. Les tâches de ces équipes consistent à surveiller des zones d' intérêt comme objectifs (ZICO) particulières et à engager des objectifs rentables selon les décisions prises pendant le processus de ciblage. Ces équipes ont besoin jusqu' à un certain point d' un entraînement et d' équipements spéciaux, mais elles peuvent rapporter beaucoup pendant le combat.

Nous devons donc nous entendre sur un concept ISTAR, accorder une plus grande priorité aux projets ISTAR

dans le cycle d' élaboration et étudier le déploiement des équipes de choc. Ainsi, nous mettrons plus d' informations à la disposition de nos formations et nous accroîtrons notre capacité de traiter ces informations afin de produire une connaissance de la situation et des informations sur les objectifs. On peut ensuite utiliser cette information pour agrandir le champ de bataille; les opérations en profondeur peuvent donc commencer plus tôt et constituer pour le commandant de la brigade une meilleure occasion pour façonner le champ de bataille afin de l' adapter à son concept de l' opération.

**Puissance de feu .** Ce serait formidable de disposer de toute l' information dont il est question ci-dessus; encore faut-il, cependant, être capable de faire quelque chose avec elle. Pour effectuer avec succès sur le champ de bataille de demain des opérations en profondeur au niveau de la brigade, nous devons augmenter la portée et la précision de nos ressources d' appui-feu et tirer profit des nouvelles munitions mises au point. Ce qui est important, c' est l' effet qu' on produit sur l' objectif. C' est seulement quand on a pris une décision quant à l' effet recherché qu' on choisit le moyen de lancement. Aux niveaux de la brigade et de la division, cela signifie que le système doit être suffisamment souple pour permettre d' engager des objectifs situés tant en profondeur qu' à proximité des forces amies.

L' artillerie de campagne est la colonne vertébrale du système d' appui-feu. Nous avons besoin d' obusiers pour produire l' appui-feu nécessaire pendant les opérations rapprochées et arrière. Il faut que ces canons aient des portées, une précision et des cadences de tir accrues et qu' ils soient capables de tirer les nouvelles munitions. Nous pouvons toujours rêver du CRUSADER américain, mais il n' est pas à la portée de notre bourse. Nous devons plutôt dénicher un obusier qui ressemble au PALADIN actuellement utilisé dans

l' Armée américaine.<sup>26</sup> Un obusier ayant une plus grande portée et étant capable de tirer les nouveaux types de munitions faciliterait les opérations en profondeur tout en permettant le maintien de la capacité d' appuyer les forces pendant les opérations rapprochées.

Comme beaucoup de gens l' ont proposé, l' Armée de terre doit faire l' acquisition d' un type quelconque de lance-roquettes multiples (LRM). Il ne s' agit pas nécessairement d' un modèle à chenilles. Certains modèles à roues, comme le système de roquettes d' artillerie à grande mobilité (HIMARS) ou la remorque qui a été proposée, connue sous le nom de *rocket in a box*, peuvent accomplir les missions prévues. La portée et la souplesse d' un LRM augmente grandement notre capacité d' effectuer des opérations en profondeur. Comme il est dit plus haut, ce sont les effets produits qui constituent la clé. La gamme de munitions des LRM est très polyvalente et peut servir contre le personnel et les véhicules blindés. Les munitions qu' on est en train de mettre au point actuellement entraînent une augmentation considérable de la portée et de la souplesse du LRM.

Bien que les Américains utilisent actuellement le LRM au niveau de la division, on pourrait facilement utiliser le LRM au niveau du groupe-brigade en exploitant l' information fournie par les VAT et par les radars de contrebatterie pour attaquer les objectifs dès que ceux-ci se pointent dans la zone d' opérations du groupe-brigade. Le groupe-brigade pourrait compter un régiment d' artillerie de campagne composé de trois batteries d' obusiers et d' une batterie de LRM. Une telle organisation rendrait le groupe-brigade plus apte à accomplir des opérations en profondeur et maintiendrait notre appui aux opérations rapprochées et arrière.

À elle seule, l' artillerie de campagne ne suffit pas à la tâche. Nous nous



devons de mieux intégrer notre Force aérienne dans la planification et l'exécution des opérations en profondeur. Excellente plate-forme aérienne, le CF-18 peut, selon les ordres reçus, effectuer des attaques contre des ressources et des formations de l'ennemi. Il est très important de faire l'acquisition d'un hélicoptère d'attaque – une ressource qui nous procurerait une plus grande capacité d'effectuer des opérations en profondeur et plus de souplesse à ce chapitre. Étant donné les restrictions financières, il est plus probable que le Canada ne pourra que se payer des plates-formes d'armes fixées à l'hélicoptère GRIFFON. L'Armée de terre doit appuyer toutes les initiatives de la Force aérienne ayant trait aux hélicoptères d'attaque.

**Autres besoins.** Si on parvient à satisfaire à tous les besoins énoncés ci-dessus, nous serons de beaucoup plus capables d'effectuer des opérations en profondeur, mais ce ne sera pas suffisant. Nous devons modifier notre mentalité face aux opérations en profondeur, et le plus tôt sera le mieux. Également, il faut intensifier l'instruction, tant collective qu'individuelle, consacrée aux opérations en profondeur. L'instruction constitue le terrain propice au changement de mentalité. Si nous n'incluons pas les opérations en profondeur dans notre entraînement, alors nous n'effectuerons pas d'opérations en profondeur pendant le combat – on combat de la même façon qu'on s'entraîne!

Depuis cinquante ans, l'Armée de terre a mis l'accent sur les opérations rapprochées. Nos exercices commençaient au moment où l'ennemi apparaissait en haut de la colline<sup>28</sup>. Le point central des exercices est demeuré à peu près le même. Dans la majorité des cas, les exercices de

poste de commandement aux niveaux de la brigade et de la division mettent en vedette les bataillons et les compagnies de manœuvre, et les activités liées à l'appui-feu et aux OI font figure de parent pauvre. Il faut accorder une importance accrue aux opérations en profondeur. Celles-ci doivent dorénavant constituer l'effort principal de l'Armée de terre. Dans notre doctrine, nous devons continuer d'insister sur l'importance du rôle des opérations en profondeur dans le succès sur le champ de bataille. Il est essentiel de mettre en place des procédures et des équipements nouveaux pour permettre à l'Armée de terre d'être la plus apte possible à effectuer des opérations en profondeur.

Par conséquent, nous devons mener notre instruction collective de manière à inciter les commandants à utiliser avec dynamisme les opérations en profondeur. Ainsi, le point central passera des groupements tactiques et des équipes de combat au groupe-brigade – et, plus directement, aux opérations en profondeur. Ceci nous préparera mieux au combat de l'avenir. L'un des avantages que comporte la simulation pendant l'instruction collective réside dans la capacité d'effectuer des opérations en profondeur sans commettre d'erreur et avec efficacité.

L'instruction est très importante. Nous avons à communiquer aux officiers de l'Armée de terre – et à certains officiers de la Force aérienne – les connaissances et les habiletés nécessaires à l'exécution des opérations en profondeur. Cela peut se faire, par exemple, pendant le cours d'état-major et le cours de commandement et d'état-major donnés par le Collège de commandement et d'état-major de la Force terrestre canadienne. Nous devons également insister sur les

opérations en profondeur pendant l'instruction collective.

## RÉCAPITULATION

L'Armée de terre canadienne doit reconnaître l'importance des opérations en profondeur sur le champ de bataille de l'avenir. Il serait très périlleux de ne pas le faire. L'Armée de terre canadienne a besoin d'une cellule des opérations en profondeur au niveau du groupe-brigade et d'une cellule d'appui-feu efficace au niveau de la force interarmées. De même, il faut achever l'élaboration de la cellule ISTAR et la mettre en service avec les nouvelles ressources ISTAR. Par ailleurs, nous devons conférer à notre système d'appui-feu une plus grande portée et le rendre plus polyvalent. Enfin, les opérations en profondeur doivent constituer un élément important de toute l'instruction, collective et individuelle.

Sur le champ de bataille moderne, les opérations en profondeur sont essentielles au succès. Au cours de la prochaine décennie, l'Armée de terre canadienne doit faire en sorte qu'elles deviennent son effort principal. Donc, peut-être, une certaine réorganisation de la structure de notre groupe-brigade sera requise. Il y aura d'autres exigences à satisfaire : acquérir du nouvel équipement et modifier notre façon de prodiguer l'instruction. Par contre, il y a gros à gagner. Les opérations en profondeur permettent de réduire nos pertes et augmentent notre capacité d'imposer à l'ennemi le rythme et le débit que nous voulons au combat. Bref, l'exécution efficace d'opérations en profondeur augmente nos chances de succès.



### À propos de l'auteur . . .

*Le capitaine Michael Johnstone est titulaire d'un B.Ing. du Collège militaire royal du Canada et d' une maîtrise en génie de l' Université d' Ottawa. Il a servi dans le 5<sup>e</sup> Régiment d' artillerie légère du Canada, à l' école de l' Artillerie et a occupé d' autres postes d' état-major. Il est diplômé du cours d' instructeurs en artillerie (campagne) et du cours de commandement et d' état-major de la Force terrestre 1. Il est actuellement employé à la section de la puissance de feu de la Direction de la doctrine de l' Armée de terre.*

## NOTES

1 B-GL-300-002/FP-001, *Doctrine tactique de la Force terrestre*, p 1-13.

2 « Quelques réflexions sur l' Armée de terre du XXI<sup>e</sup> siècle », *Le Bulletin de doctrine et d' instruction de l' Armée de terre* vol.2, no.1, Février 1999, p. 37. « ...l' Armée de terre canadienne refuse catégoriquement de se préparer à toute forme de combat autre que le combat rapproché conventionnel. Nos formations ne possèdent pas la structure, la doctrine et l' équipement qui leur permettraient de mener des opérations partout dans l' espace dans lequel se déroule la bataille ».

3 QSTAG 1286 (Ébauche 3), - *Fire Support for Deep Operations*, Avril 1999, p.1.

4 B-GL-300-002/FP-001, *Doctrine tactique de la Force terrestre*, p 1-13.

5 B-GL-300-007/FP-002, *Puissance de feu*, p. 14.

6 B-GL-300-001/FP-000, *Conduite des opérations terrestres - Doctrine opérationnelle de l' armée de terre canadienne*, p. 5-3.

7 QSTAG 1286, p.2.

8 Lgén J.R. Rutherford, commandant du V Corps. « Shaping the Battlefield – Deep Operations in V Corps », *FA Journal*, Avril 1993, p. 7. « En pénétrant en profondeur, je réussis à séparer les échelons de l' ennemi, je décide jusqu' à un certain point de l' endroit et du moment où le combat rapproché aura lieu et des forces que l' ennemi pourra engager au combat – je façonne le combat pour les divisions ». [traduction]

9 B-GL-300-007/FP-002, *Puissance de feu*, chapitre 3.

10 Général Donn A. Starry. « Extending the Battlefield », *Military Review*, Janvier-février 1997.

11 Maj K.M. Woods. « Deep Battle and Interdiction: The Twin Sons of Different Mothers », *FA Journal*, Janvier-février 1998, pp. 9-11.

12 TRADOC. Pam 525-51, Août 1994, chapitre 3, *Future Land Operations*.

13 Rapport sur les premières constatations suite aux expériences de niveau avancé sur la façon de mener la guerre par la Division XXI, Janvier 1998, diapo 22.

14 La troupe de reconnaissance de la brigade a à peu près la taille de nos escadrons de reconnaissance. Les pelotons de choc sont des observateurs avancés équipés et structurés pour fonctionner derrière les troupes avancées de l' ennemi et pour attaquer des objectifs importants dans la zone d' intérêt comme objectif, conformément à la matrice d' exécution de l' attaque. LtC B.J. Jordan et LtC M.J. Reardon. « Restructuring the Division: An Operational and Organizational

Approach », *Military Review*, Mai-juin 1998. Voir également Col J.T. Twohig. « Structuring Division XX », *Military Review*, Mai-juin 1998.

15 Maj T.E. Brown. « Field Artillery Conversions to 3 X 6 », *Field Artillery*, Janvier-février 1999, p. 12.

16 En France en 1944, la campagne d' interdiction aérienne a aidé à perturber la cohésion des Allemands et à ralentir leur réaction au débarquement de Normandie. De plus, les efforts déployés par les Alliés dans l' opération TEMPÊTE DU DÉSERT comportaient des opérations en profondeur effectuées aux niveaux stratégique, opérationnel et tactique.

17 Selon le plan de défense JAVELIN de la 1<sup>re</sup> Division du Canada du 23 juin 1998, il y a un conseiller d' artillerie ayant le grade de 1col. Aucune mention d' un CCOP.

18 La brigade SABRE est l' organisation pour un corps expéditionnaire canadien.

19 B-GL-300-007/FP-002, *Puissance de feu*, p. 37.

20 La valeur d' une information dépend énormément du moment où elle est transmise. Selon les ressources d' attaque disponibles et le type d' objectif, il se peut qu' il soit nécessaire de diffuser les informations sur l' emplacement de ce dernier en quelques minutes.

21 Il y a une nouvelle expression à la mode : *red and brown SA* (connaissance de la situation rouge et brun). Évidemment *uge* désigne l' ennemi et *brun*, le terrain.

22 Le processus de ciblage procure à l' état-major ISTAR des premières directives sur les informations qu' il faut obtenir et sur les échéanciers à respecter.

23 Présentation sur l' expérience 1 de l' Armée de terre et ouvrage du maj Bowes *Draft Reconnaissance, Intelligence, Surveillance and Target Acquisition (RISTA) Concept* du 11 février 1997. Ces deux études font état d' un même besoin : un centre de coordination ISTAR unique. Elles favorisent un centre d' information toutes sources.

24 Dans l' expérience 1 de l' Armée de terre, on propose la création d' une unité ISTAR dans la brigade. Cette unité compterait les principales ressources ISTAR de la brigade et commanderait et contrôlerait leur emploi de manière à produire rapidement une connaissance de la situation détaillée pour le bénéfice du commandant. Je crois que, au seuil de la guerre de l' information, l' Armée de terre ne peut plus faire fi de ce concept.

25 Capt Jim Greengrass. *Concept of operations – Unmanned Airborne Surveillance and Target Acquisition system (UASTAS)*. Dans l' élaboration de son concept, l' auteur donne les grandes lignes de l' organisation d' une éventuelle batterie de VAT et explique comment on peut l' intégrer à la brigade pour qu' elle contribue aux opérations en profondeur de cette dernière.

26 On peut contester la nécessité que l' obusier du futur soit à chenilles. Il est beaucoup plus important que cet obusier ait au moins les caractéristiques suivantes : semi-autonomie, longue portée, capacité de tirer en rafale et capacité de tirer tous les types de munitions modernes.

27 L' artillerie de campagne de l' Armée américaine utilise actuellement tant le LRM à chenilles que le HIMARS. Au cours de la prochaine décennie, elle cherchera à mettre en service un LRM monté sur remorque (T-MLRS). Il sera possible de déployer le LRM sur remorque à l' aide de l' hélicoptère UH-60 et de le déposer n' importe où sur le champ de bataille. On commanderait ensuite son tir depuis un emplacement de commandement situé dans le quartier général de la brigade ou de la division. Le maj Charles A. Jarnot, dans son article « Air Mech Strike: Revolution in Maneuver Warfare », *Military Review*, Mars-avril 1997, propose une façon d' utiliser cette arme.

28 Pendant l' ex VENOM STRIKE, il fallait que les soldats lancent des grenades, et l' artillerie n' a pas vraiment pu engager l' objectif. Le fait que nos soldats lancent des grenades après avoir couru et effectué une véritable attaque était plus important, on le sentait, que le fait qu' ils constatent les effets des coups au but des pièces et la réduction de la capacité de l' ennemi à réagir à leur attaque.

## L'INCORPORATION DES OBSTACLES DURANT LES OPÉRATIONS INTERARMES

*Le major Ken McKay, CD*

L'équipe de combat est le premier élément tactique se devant de posséder une connaissance approfondie des opérations interarmes. Le Conseil de doctrine et de tactique de l'Armée de terre (CDTAT) a adopté une nouvelle doctrine sur l'incorporation d'obstacles et il est essentiel que le commandant de l'équipe de combat et ses représentants du génie et de l'artillerie aient une compréhension et une vision communes durant les opérations défensives. Notre doctrine reconnaît désormais le fait que seules la combinaison et la synchronisation du tir, des obstacles et de la manœuvre peuvent permettre de rencontrer l'intention du commandant et non un de ces éléments par lui-même.

Les techniques et procédures à utiliser aux fins de cette incorporation

sont précisées dans la B-GL-361-001/FP-002 *Opérations du génie de la Force terrestre* et sont basées sur la publication FM 90-*Combined Arms Obstacle Integration* [L'incorporation des obstacles durant les opérations interarmes] des forces américaines. Les comptes rendus d'analyse des tendances diffusés par les US Combat Training Centers (CTCs) [Centre d'instruction au combat des États-Unis] et des observations personnelles dans le cadre du US Battle Command Training Program (BCTP) [Programme d'instruction au commandement tactique des États-Unis] m'ont amené à conclure que la doctrine afférente n'est pas bien comprise au niveau de la sous-unité au sein de l'Armée des États-Unis. J'irai jusqu'à dire que cela est vrai aussi pour l'Armée de terre du Canada. Le présent article a donc pour but

d'expliquer le processus de planification de système d'obstacles/d'incorporation d'obstacles au niveau de la compagnie et de souligner l'appui auquel les principaux intervenants peuvent s'attendre les uns des autres.

### ANTÉCÉDENTS DOCTRINAUX

La contribution du représentant du génie à l'analyse tactique graphique (ATG) du groupement tactique (GT), de concert avec les spécialistes du renseignement du GT, consiste à analyser le terrain et son influence sur la manœuvre des troupes amies et ennemies. Cette étude servira de base au calque modifié des obstacles combinés (CMOC) [Modified Combined Obstacle Overlay - MCOO] utilisé pour élaborer des plans d'action liés à la menace et les gabarits de situation



Figure 1 : Peinture par E. Ranstead. (Avec la permission de l'US Army Engineering School)

(SITEMPS) [Situational Template]. Ces produits de l' ATG sont un élément clé de la préparation de la structure défensive. Les états-majors opérationnels se servent du CMOC et des SITEMP pour regrouper les centres de résistance des pelotons en secteurs de compagnie ou positions de combat (posn cbt) qui dominent les voies d' approche (VA) ennemies dans le secteur du bataillon. En deux mots, le commandant de compagnie devrait entreprendre sa planification en ayant une bonne idée des approches que devraient emprunter les forces ennemies pour atteindre son secteur et de ce à quoi ces dernières devraient ressembler.

Compte tenu des modèles de menace actuels établis par les Américains, un bataillon mécanisé qui attaque a besoin d' une VA d' une largeur approximative de 1 000 à 1 500 mètres pour se déployer pleinement en formation de combat. De deux à trois compagnies de 12 à 18 véhicules se retrouvent alors en ligne, chacune sur un front de 500 mètres environ. Au risque de trop simplifier, j' avancerais que le GT va affecter une seule équipe de combat, avec le groupe d' obstacles connexe, pour dominer chaque VA pouvant accueillir un bataillon. Cette combinaison tirs/obstacles pour chaque VA vise à ce qu' on obtienne un des quatre effets recherchés contre un bataillon qui attaque, à savoir : le déranger, le fixer, le détourner ou le bloquer.

Le commandant de compagnie, son commandant du génie en appui et son artilleur sont censés rencontrer l' intention du commandant par l' incorporation de tirs et d' obstacles dans un secteur ou une position de combat donnée. Chacun doit savoir que l' intention du commandant, telle qu' exprimée dans la doctrine sur l' incorporation des obstacles, comprennent trois éléments : l' objectif, l' effet et l' emplacement. Le succès de la mission de la compagnie ne dépend pas du nombre de chars mis hors de combat,

mais de la capacité de cette dernière à déranger, fixer, détourner ou bloquer un objectif particulier au moment et à l' endroit précisés par le commandant concerné dans son énoncé d' intention et dans l' exposé narratif de son concept de l' opération. En clair, l' effet souhaité peut être interprété comme une mission tactique et le groupe d' obstacles est une ressource, dont dispose l' équipe de combat, semblable à un peloton supplémentaire ou une priorité des feux. Cette approche a l' avantage de faire porter nos efforts sur la manipulation d' un élément spécifique de la force qui attaque plutôt que sur un secteur en particulier du terrain. Il faut aussi noter que si le but visé est de modeler la manœuvre ennemie d' une quelconque façon, l' expression « zone d' abattage » n' est peut-être pas aussi précise que le terme américain « zone d' engagement (ZE) » [Engagement Area - EA]. C' est d' ailleurs celui-ci qu' on va utiliser dans le reste du présent article.

### ÉLABORATION DE LA ZONE D' ENGAGEMENT

Après s' être vu attribuer un secteur ou une position de combat, le commandant de compagnie entreprend généralement sa planification en déterminant où il souhaite engager l' adversaire. Une fois ce choix arrêté, on met en place les armes de tir direct pour couvrir la ZE retenue. Les armes doivent être placées de manière à ce qu' on jouisse d' une distance de sécurité d' au moins 500 mètres, mais qu' on demeure capable de frapper plus loin que l' extrémité éloignée de la ZE, laquelle se trouve habituellement à 2 000 mètres environ, ou jusqu' à portée utile maximale des systèmes d' armes de tir direct de l' équipe de combat. Les obstacles et les tirs dans le rayon de 500 mètres servent habituellement à des fins de protection et ont pour but de briser l' assaut final de l' ennemi ainsi que de prévenir les engagements décisifs. L' incorporation des tirs et des obstacles à portée de

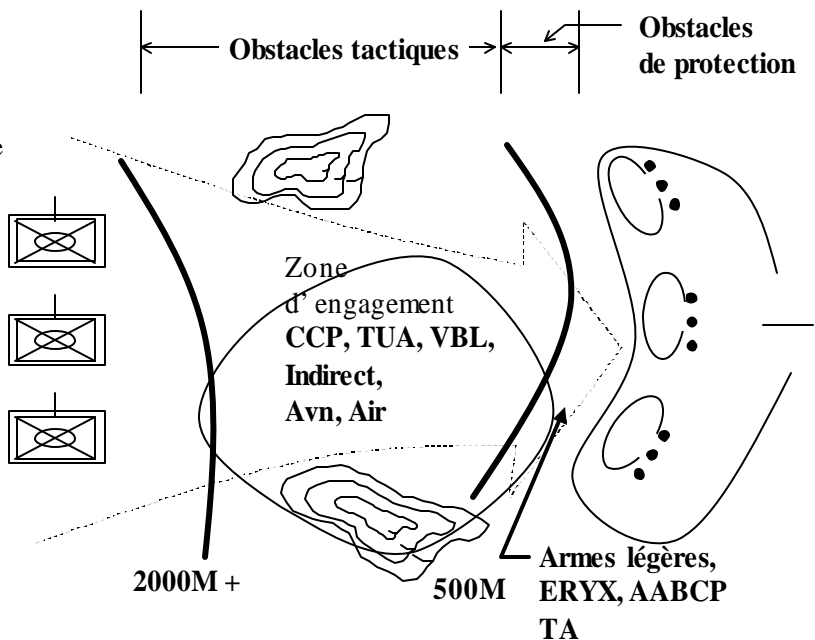


Figure 2: Par l' auteur.

500 à 2000 mètres et plus est de toute première importance dans les circonstances. L'ordre habituel d'élaboration de cette ZE est le suivant :

- \* décider de l'endroit où engager l'ennemi;
- \* organiser les armes de tir direct de la compagnie de manière à concentrer le feu sur le(s) secteur(s) choisi(s) et établir des mesures de contrôle du tir;
- \* de concert avec le commandant du génie en appui, déterminer l'emplacement du groupe d'obstacles;
- \* de concert avec l'officier observateur avancé (OOA), planifier des objectifs individuels à l'appui des effets combinés des tirs directs et des obstacles;
- \* coordonner la mise en place des obstacles, la détermination des corrections des pièces et la livraison du matériel nécessaire au système d'obstacles;
- \* transférer la responsabilité de l'obstacle du commandant du génie en appui à l'unité;
- \* procéder à des répétitions.

Théoriquement, la procédure ne semble pas trop compliquée, mais elle nécessite une coordination détaillée sur le terrain même pour s'avérer efficace. L'expérience nous a enseigné que, sans un effort réfléchi pour faire concorder entre eux les plans de manœuvre, du génie et d'artillerie sur le terrain, on parvient rarement à rencontrer l'intention du commandant.

**Choix de la zone d'engagement** Le GT choisit en gros l'endroit où installer la ZE et le groupe d'obstacles connexe, mais il revient à la compagnie de décider de l'emplacement et de l'aménagement précis des lieux. Les graphiques d'AGT préparés au QGGT doivent être fournis à la compagnie bien avant la diffusion de l'ordre d'opération. Le CMOC devrait

déjà identifier les corridors de mobilité pouvant accueillir une compagnie menant à la zone d'opération (ZO) de compagnie et servir de base à une planification et à une révision ultérieure, si nécessaire. Quand le CMOC n'est pas disponible, le commandant de compagnie doit pouvoir compter sur l'expertise du génie en matière d'analyse du terrain pour identifier les approches que l'ennemi est susceptible d'emprunter pour avoir accès au secteur.

**Organisation des armes de tir direct.** L'emplacement des armes de tir direct de la compagnie pour une ZE donnée dépend de la nature du terrain et de l'effet souhaité. Ainsi, quand le commandant a l'intention de déranger l'objectif le long d'une VA en particulier, les tirs directs sont concentrés sur une moitié du front de la force qui attaque, tandis que l'autre moitié est prise à partie par le groupe d'obstacles et les tirs indirects. Quand le commandant veut fixer l'ennemi dans la ZE, les tirs directs et les obstacles sont organisés de façon à couvrir la VA au complet. L'effet des tirs et des obstacles dans le premier cas est de forcer l'attaquant à fragmenter ses forces dans la ZE, de nuire à son commandement et à son contrôle (C2) ainsi que de le contraindre à adopter une formation de combat bien à l'avant de nos positions de tête. L'effet des tirs et des obstacles dans le second cas est de ralentir l'opposant dans la ZE pour le garder dans la mire de nos systèmes d'armes, l'engager et le frapper efficacement. Dans les deux cas, l'ennemi se retrouve incapable de regrouper ses forces contre une petite portion du secteur défendu par la compagnie.

Le choix de l'emplacement des systèmes d'armes de tir direct revêt une importance capitale pour le commandant du génie en appui, étant donné que les obstacles doivent être placés en fonction de la couverture que les systèmes d'armes de tir direct offrent. Le commandant du génie en appui ne

doit pas pouvoir choisir les emplacements sans tenir compte de cette couverture de tir tendu. Le commandant de compagnie doit donc prendre le temps qu'il faut pour renseigner le commandant du génie, dans le cadre de sa procédure de combat normale. Ce dernier doit à son tour comprendre les capacités des systèmes d'armes employés et la couverture qu'ils permettent d'obtenir. Les obstacles se trouvant à l'extérieur de la zone couverte peuvent être facilement franchis ou contournés et contribuent fort peu à la défense de la compagnie.

D'un autre côté, il faut tenir compte de l'effet combiné des tirs et des obstacles. Un char de combat principal (CCP) qui ne rencontre aucune opposition sur son chemin peut traverser une ZE d'une profondeur de 1 500 mètres en trois minutes environ. Quand la couverture antiblindé est assurée par des TOW II en profondeur, on peut tirer un maximum de six coups sur la cible (en assumant que le TOW demeure statique et survit durant toute la durée de l'engagement). L'ajout d'un champ de mines cause de graves difficultés au chef de char; il peut décider d'y foncer, auquel cas il a de 50 % à 100% de chances d'y rester, compte tenu de la configuration du champ de mines. Il peut essayer d'ouvrir un passage à travers l'obstacle, ce qui l'obligera à rester de 10 à 30 minutes supplémentaires dans la ZE. Il peut tenter de contourner l'obstacle, ce qui le forcera à demeurer plus longtemps dans la ZE et augmentera ses chances d'être victime de nos systèmes d'armes. À noter que l'ouverture de brèches et le contournement représentent très peu de risques pour le char quand les obstacles ne font pas l'objet d'une couverture de tir efficace.

Le critère d'engagement retenu par le commandant de compagnie influera lui aussi sur le choix de l'emplacement des obstacles. Il faut que ce critère soit établi en fonction de l'intention du commandant. Par exemple, la décision

de faire en sorte que tous les systèmes d' armes engagent les objectifs à portée maximale peut ne pas convenir quand on souhaite fixer l' adversaire. Compte tenu du volume du feu et de la densité des obstacles, cette approche peut faire en sorte qu' on perde l' effet de surprise et que l' ennemi ne pénètre pas dans la ZE qu' on lui destine. Afin d' être éventuellement capable de fixer l' ennemi, on doit le convaincre qu' il peut connaître du succès s' il poursuit son attaque.

**Choix de l' emplacement du groupe d' obstacles.** Le groupe d' obstacles attribué à l' appui d' une équipe de compagnie comprend un obstacle individuel ou plus. La conception de l' obstacle individuel relève principalement du génie, compte tenu du terrain, d' une analyse des capacités de l' ennemi en matière de génie et de l' effet souhaité, mais le choix de son emplacement au sein du groupe est basé sur une analyse interarmes. Une des techniques qu' emploie l' Armée américaine pour décider de l' emplacement de ses obstacles est celle des « mini-répétitions ».

On commence par marquer sur le sol les mesures initiales de contrôle du tir, en prenant soin d' aviser en conséquence le commandant du génie et l' artilleur en appui. Les commandants simulent une force ennemie à l' aide de véhicules du génie ou de l' équipe de combat. Cette force s' amène dans la ZE en arrivant du côté où se pointerait l' ennemi et ce sur un front de même dimension que celui auquel on peut s' attendre lors du contact. Au moins une des armes à longue portée dans chacun des centres de résistance de chaque peloton occupe alors une position de combat et tous les intervenants sont reliés par un même réseau VHF. Lorsque la « force ennemie » progresse dans la ZE, elle demeure à l' intérieur des marques de contrôle du tir identifiées par le commandant de compagnie. Des bornes d' obstacles sont alors posées, qui

délimitent le groupe d' obstacles. Les responsables des systèmes d' armes vérifient que l' obstacle peut être couvert par un tir tendu et notent tout angle mort susceptible d' entraîner des modifications des obstacles ou des mesures de contrôle du tir. Il se peut qu' on doive répéter la procédure pour des positions de combat de rechange et supplémentaires. Dans un terrain accidenté, il pourra s' avérer plus facile de marquer les obstacles individuels plutôt que le groupe dans son ensemble. Les commandants doivent tenir compte des différences importantes des capacités d' observation des équipages après le contact. La hausse des armes peut être moindre, étant donné que ces dernières sont enfouies et qu' on peut s' attendre à une visibilité réduite de beaucoup à cause de l' utilisation de la fumée et des tirs d' artillerie.

Le processus décrit ci-dessus pour le choix des emplacements peut causer des difficultés dans trois situations :

- ✦ lorsque plus d' une équipe de combat concentre son feu dans une ZE et un groupe d' obstacles donnés;
- ✦ lorsque les systèmes d' armes antiblindés à longue portée sont ajoutés à la structure de la compagnie tout en continuant de relever du quartier général du GT;
- ✦ lorsque le commandant et ses armes d' appui ne sont pas capables de procéder à une coordination directe.

Les deux premiers problèmes peuvent être réglés en confiant, dans l' ordre d' opération, la responsabilité d' élaborer la ZE à un seul commandant de compagnie. Dans le premier cas, les techniques de choix de l' emplacement demeurent les mêmes; les systèmes d' armes de tous les groupes de la compagnie sont toutefois reliés au même réseau VHF durant le processus. Il est probable également que le commandant GT et son commandant d' escadron du génie aient à jouer un rôle plus actif dans la coordination des tirs et des obstacles. Dans le second

cas, les systèmes d' armes ne relevant pas de la compagnie devront coordonner leurs feux respectifs avec le commandant de compagnie responsable lors du choix de l' emplacement. On suggère d' énoncer clairement les responsabilités liées à l' élaboration et à la coordination dans le corps du texte de l' ordre d' opération. Pour faire face à la dernière situation, l' ordre d' opération du GT peut renfermer un tableau d' exécution des obstacles précisant le minutage détaillé des RV et les emplacements des groupes d' obstacles.

**Tirs indirects.** L' inclusion des tirs indirects est le dernier élément de l' incorporation des obstacles. Là encore, le feu est planifié en fonction de l' intention du commandant. L' artilleur en appui doit donc avoir une idée claire de la façon dont ce dernier souhaite que la bataille se déroule. Par exemple, si le commandant veut bloquer l' ennemi le long d' une VA donnée, les tirs doivent surtout servir à empêcher qu' on franchisse ou contourne les obstacles. Il est probable qu' on assiste à une montée en puissance des forces ennemies derrière l' obstacle lors d' une ouverture de brèche méthodique, mais le feu doit continuer d' être dirigé en priorité sur les éléments tentant de créer une brèche dans l' obstacle, afin de respecter l' intention du commandant. D' un autre côté, lorsqu' on veut déranger l' opposant, on se sert de tirs indirects de suppression et de neutralisation contre les obstacles afin de réprimer toute tentative de percée menée par des troupes débarquées et de ralentir toute initiative du genre effectuée à l' aide de forces mécanisées.

**Coordination du développement.** Le commandant de l' équipe de combat peut s' attendre à beaucoup d' activité (non souhaitée) à sa position défensive et aux environs de celle-ci lors de la mise en place de la ZE. Le commandant du génie en appui va établir un refuge sûr le plus près possible du groupe d' obstacles. Les ressources de transport

du génie et de la formation peuvent amener du matériel dans ledit refuge, pendant que celles du génie en apportent de ce dernier jusqu' à l' emplacement choisi. Il sera normal d' installer des obstacles dans des secteurs à découvert, qu' on pourra couvrir d' un tir efficace. Malheureusement, il sera facile de repérer les sapeurs et que ceux-ci constitueront un objectif rentable pour l' ennemi.

La force du génie en appui devrait disposer d' un élément local de sécurité issu de l' équipe de combat assurant la couverture. Cela comprendra non seulement le tir tendu, mais aussi l' accès à des tirs indirects servant à masquer ou à supprimer et une couverture de défense antiaérienne, si possible. Les unités du génie peuvent certes assurer leur propre sécurité, mais seulement au prix d' une réduction marquée de leur efficacité dans leurs tâches premières.

Les commandants devraient aussi reconnaître les avantages qu' il y a à appuyer les efforts du génie à même leurs propres effectifs. L' ajout d' un peloton d' infanterie aux fins de la mise en place d' obstacles permet non seulement de réduire le temps que passe le peloton de sapeurs à l' objectif, mais

aussi qu' on dispose d' un élément intégré de sécurité. L' idéal dans les circonstances est que le peloton du génie soit muni d' un équipement de surviabilité permettant d' aider l' équipe de combat à élaborer des positions de combat de section et de peloton.

Il est probable qu' il faille prendre sur place les mesures nécessaires pour éviter les conflits d' horaire entre les déterminations des corrections des pièces d' artillerie et l' emplacement des obstacles. Le commandant de compagnie est le responsable sur les lieux et il lui revient de veiller à ce qu' on évite les tirs fratricides. Le bon sens veut que la priorité soit accordée aux artilleurs, étant donné que les tirs d' artillerie et de mortiers ont tendance à avoir un effet dérangeant sur les obstacles.

**Transfert d' obstacle.** Une fois le groupe d' obstacles installé, le commandant du génie devrait officiellement le transférer à l' unité à laquelle il est destiné. On devrait, à cette occasion, remettre aux intéressés des exemplaires de tous les graphiques et de toute la documentation écrite, ainsi que leur indiquer où se trouvent les passages permettant de franchir les obstacles sans encombres et le plan de fermeture de ces derniers. Il se peut

aussi qu' on doive identifier des passages de patrouille afin que la compagnie chargée de la couverture de l' installation puisse y effectuer de la contre-reconnaissance.

Des observations effectuées dans des centres d' instruction au combat des États-Unis indiquent que 30% environ des fratricides impliquent des contacts avec les mines amies. Le commandant de l' équipe de combat doit donc s' assurer que les mouvements dans sa zone opérationnelle sont strictement contrôlés pour éviter ce genre de problème. Cela s' impose tout particulièrement lorsqu' on procède à des opérations mobiles. Les dangers de fratricides augmentent lorsque les véhicules de combat se frayent un chemin en combattant à travers les groupes d' obstacles dans la profondeur ou que les véhicules d' échelon se déplacent vers l' avant pour effectuer des missions de réapprovisionnement.

**Répétitions.** Les répétitions peuvent aller du simple jeu de guerre à la « générale ». Elle peuvent permettre de déceler des lacunes du plan original pour ce qui est de la défense. Le commandant de compagnie ne doit pas oublier que tout changement apporté au plan de manœuvre doit faire l' objet d' une synchronisation avec les plans d' obstacles et de feu indirect.

### OBSTACLES SITUATIONNELS

Le processus de planification permet d' identifier un certain nombre de plans d' action ennemis. S' ils disposent de suffisamment de temps, l' état-major des opérations doit mettre au point des plans de contingence permettant de faire face à chaque situation. Dans un même temps, le commandant du génie en appui doit élaborer un plan pour chaque plan d' action des forces amies, y compris les obstacles situationnels.

Les obstacles situationnels sont « des obstacles que les unités planifient et, possiblement, préparent avant le



Figure 3: Avec la permission de l' US Army Engineer School

lancement d' une opération, mais qu' elles ne mettent à exécution que lorsque certaines conditions sont réunies » (FM 90-7). Ces dernières sont fixées à partir des gabarits d' événements établis par les spécialistes du renseignement et sont reliées à des points de décision spécifiques. Comme il est peu probable qu' on dispose de suffisamment de temps pour procéder à une étude détaillée aux fins du choix de l' emplacement du groupe d' obstacles, une fois que les unités seront en contact avec l' ennemi, la planification à ce titre doit se faire au préalable. Le commandant et le commandant du génie en appui peuvent déterminer de façon rudimentaire où se trouveront les obstacles lors de la reconnaissance de la position potentielle. Le commandant du génie peut alors délimiter d' avance l' emplacement des obstacles, ce qui simplifie l' exécution ultérieure.

Il importe de noter que les obstacles situationnels sont généralement constitués de mines antichars dispersables, en raison de leur pose rapide. Ces mines peuvent causer des problèmes au commandant de la manœuvre. Quand on a l' intention de mettre en place les obstacles en faisant appel à des ressources aériennes ou de l' artillerie, on devrait s' assurer qu' un observateur surveille l' emplacement de l' objectif. Le réglage du tir par observation permet de réduire le temps nécessaire à l' emplacement des mines antichars et de connaître les itinéraires à éviter à cause de mines mal placées. Si l' on a l' intention d' avoir recours à un vecteur au sol comme le Volcano américain, on devrait songer à le jumeler à l' équipe de combat responsable du choix de l' emplacement de l' obstacle. Le commandant de la manœuvre peut donc ainsi exercer un contrôle positif du système et faire en sorte que celui-ci bénéficie de la sécurité voulue au moment propice.

Dans les deux cas, le minutage de l' exécution revêt une importance capitale. Quand les obstacles sont mis

en place trop à bonne heure, les mines peuvent s' autodétruire avant que l' ennemi pénètre dans la ZE. Quand ils sont installés trop tard, l' adversaire peut franchir la ZE sans encombre, et donc beaucoup plus vite, avec pour résultat que la période d' engagements sur laquelle les nôtres peuvent compter est réduite de beaucoup. La planification de contingence doit être basée sur des paramètres de déclenchement réalistes et tenir compte des considérations de temps et d' espace.

Dans le feu de l' action, les commandants ont tendance à avoir recours à des mines antichars dispersables pour contrer les gestes imprévus que pose l' ennemi. Il leur faut se souvenir que seuls les effets combinés des tirs et des obstacles ont un impact véritable sur les objectifs. Pour être efficaces, les ripostes aux surprises doivent toujours faire l' objet d' une synchronisation interarmes.

#### CONCLUSION

Les éléments clés d' une incorporation réussie des obstacles sont donc les suivants :

- ✦ un processus d' ATG détaillé;
- ✦ un respect aveugle de l' intention du commandant, à tous les niveaux;
- ✦ une planification et une coordination détaillées au niveau de la compagnie en tant qu' équipe interarmes;

✦ l' attribution de la responsabilité de l' élaboration de la ZE à un seul commandant.

La mise en service de nouvel équipement et l' adoption d' une nouvelle doctrine ont fait en sorte que les opérations interarmes ont pris de l' importance. Le champ de bataille est de plus en plus « numérisé » et le commandant pourra de plus en plus avoir recours à une équipe interarmes plus petite, dans un secteur plus vaste. Son aptitude à s' en servir à bon escient sera cependant fonction de la connaissance que chacun des membres de cette dernière aura des exigences des autres, particulièrement aux niveaux de la compagnie et du peloton. Si nous prenons au sérieux les concepts établis par le commandement de mission, nous devons nous assurer que nos commandants de compagnie et de peloton savent non seulement exécuter l' intention du commandant, mais aussi l' interpréter. Notre actuelle doctrine d' incorporation des obstacles est un élément essentiel de cette approche durant les opérations défensives.



#### À propos de l'auteur . . .

*Le major Ken MacKaya a un B.Sc. de l'Université de la Saskatchewan et une maîtrise en sciences du Collège militaire royal du Canada. Sa carrière compte des périodes d' affectation au 4<sup>e</sup> Régiment du génie, à la 1<sup>re</sup> Unité du génie construction, à la 3 (UK) Division et au quartier général de la 1<sup>re</sup> Division du Canada. Le major MacKaya également participé à une opération avec le Contingent canadien de la Force de protection des Nations Unies. Il est actuellement instructeur de la tactique du génie de combat à l'École du génie de l'Armée américaine à Fort Leonard Wood au Missouri.*



## LA DOCTRINE ET L'ARMÉE DE TERRE DU CANADA

### LA SÉDUCTION EXERCÉE PAR LE DOGME ÉTRANGER : ESSAYONS D'AFFRONTER NOTRE RÉALITÉ

*Le lieutenant-colonel Roman J. Jarymowycz, CD*

**A**u cours de la dernière décennie, les armées nord-américaines ont obséquieusement adopté les concepts de l'*auftragstaktik* [tactique de mission] et de la guerre de manoeuvre en concluant de façon téméraire que malgré la victoire totale des Alliés au cours des deux guerres mondiales, les Allemands en avaient plus sur la manoeuvre de combat que nous et que la manoeuvre rapide sur les flancs était une nouvelle tactique qui, on ne sait trop comment, avait échappé à dix générations de spécialistes de Leavenworth et de Kingston. Malheureusement, le mariage forcé des deux théories a laissé croire à tort que cette tactique redécouverte constituait le point fort des Allemands, alors qu'en réalité, il vaut mieux en donner le crédit aux Russes. Si l'on fait une analyse mesurée, on en viendra vite à la conclusion qu'on ne peut en apprendre guère de l'armée allemande, notamment après 1942. Les véritables origines de la guerre de manoeuvre aux niveaux opérationnel et stratégique viennent des steppes de Russie et non dans les landes de Grafenwohr, Hohenfels ou Sennelager.

Il est devenu évident aux yeux des observateurs perspicaces que la guerre de manoeuvre est davantage un thème scolaire idéaliste qu'une pratique opérationnelle? L'engagement occidental envers ces tout derniers principes a été plus théorique que pratique. Les nouveaux apôtres de la manoeuvre<sup>3</sup> qui voulaient profiter de l'occasion unique qui leur était offerte de montrer les effets de la récente conversion se sont vu contrecarrer sur le plan tactique, car le QG du général Schwarzkopf a imposé une myriade de lignes de phase, de mesures de contrôle et de supervision générale (certains ont parlé « d'interférence ») pour s'assurer que leur force de manoeuvre répondait

aux directives plutôt que d'évoluer de façon créative dans les sables de l'opération TEMPÊTE DU DÉSERT.<sup>4</sup> Le décalage technologique de facto de la croisade contre l'Iraq aurait pu être l'occasion rêvée d'établir le bien-fondé du nouveau dogme mais celle-ci s'est pas réalisée. Cela n'aurait pas dû surprendre les spécialistes des écoles de guerre : au cours de la guerre

*Le bois de Moreuil. Cela a été un tournant grâce à la brigade de cavalerie canadienne. Ces combattants extraordinaires ont tenu la lisière du bois et, malgré de lourdes pertes, ont même repris du terrain sous le commandement du brave général Seeley. C'étaient les hommes du Royal Canadian Dragoons, du Lord Strathcona's Horse et du Fort Garry Horse. Je ne les oublierai jamais.*

**Extrait d'un discours du maréchal Foch prononcé à New York, le 29 octobre 1921**

opérationnelle, la tactique est de plus en plus sujette à l'autorisation politique. C'était tout aussi vrai de la démocratie républicaine du président Bush que des *befehls* [ordres] communiqués par les *wolfschhantzen* ou la *Stavka*.

Néanmoins, les manoeuvres sont « là pour rester », il n'y a pas à en douter – ce qui est décourageant, c'est qu'on les considère souvent comme nouvelles et que notre intelligence militaire est pleine de zèle pour demander la conversion

doctrinale requise<sup>5</sup>. J'ai toujours considéré la manoeuvre comme une réaction tactique naturelle et logique. La guerre de manoeuvre est une option souhaitable au niveau de la section, de l'équipe de combat, du groupement tactique et certainement au niveau de la division - du corps où elle devient une guerre opérationnelle. Grâce à l'aptitude de William Lind de créer des mots nouveaux, « guerre de manoeuvre » est devenue une expression à la mode pour le milieu militaire qui aime beaucoup les nouvelles idées et a été immédiatement saluée, non sans exagération, comme la panacée des maux doctrinaux. L'expression « apôtre de l'approche manoeuvrière » est devenue synonyme (dans certains cercles<sup>6</sup>) du militaire de métier moderne et éclairé tandis que son pendant, « apôtre de la guerre d'usure », évoque un tacticien frustré qui traite les troupes comme de la chair à canon. Les difficultés américaines au Vietnam, les frustrations de l'Armée rouge en Afghanistan et le conflit Iran-Iraq (sans mentionner le bon vieil exemple du carnage sur le front ouest au cours de la guerre 1914-1918) ont été cités avec suffisance comme des exemples de ce qu'il ne fallait pas faire. Même la « jeune école » à Monroe et Leavenworth a commencé à tenir en suspicion les campagnes de Grant. Survivre à Lee, pilonner les Allemands dans le bocage ou lancer des projectiles sur les Vietcongs était incontestablement la mauvaise chose à faire. La guerre d'usure, notait-on judicieusement, gaspillait des vies.

La vérité, c'est que la manoeuvre est quasiment impossible dans une guerre orthodoxe. De plus, l'obsession du *kampfgruppen* [groupe de bataille] et de l'*auftragstaktik* tient plus de la vision romantique que de l'analyse à posteriori.

La manœuvre est requise au niveau tactique inférieur, il est vrai, mais il est de moins en moins facile de l' employer lorsque les troupes sont importantes et que l' ennemi fait preuve d' une certaine compétence tactique. Une manœuvre sur le flanc droit peut être possible au niveau de la patrouille (« Vous deux, gardez-leur la tête baissée, les autres, vous me suivez ! »), mais échoue au niveau de l' équipe de combat ou du groupement tactique si l' ennemi se déploie pour protéger ses flancs et assurer son soutien mutuel – ce qui explique pourquoi des compagnies et des bataillons complets ont été constamment tenus en respect par une mitrailleuse ou un centre de résistance bien placé. Comme l' expérience canadienne en Italie, en Normandie et dans le Scheldt l' a montré, l' ennemi ne présente pas de flancs ouverts s' il fait le moins de preuve de bon sens.

#### LES LIMITES DE LA MANŒUVRE

On peut faire valoir que la manœuvre opérationnelle et tactique se restreint au combat de rencontre, au combat de la force de couverture et, idéalement, à la poursuite après une percée lorsqu' elle devient une « manœuvre opérationnelle ». Bien que les caractéristiques propres à la guerre de manœuvre soient mises en évidence lors d' une attaque amphibie, la manœuvre opérationnelle ne pourrait survenir qu' après l' établissement d' une tête de pont et une percée subséquente. Les opérations du jour J ont sans doute permis d' esquiver les dispositifs de défense principaux et le gros des panzers d' Hitler, mais toutes les divisions d' assaut avaient à faire de front l' acquisition de leurs objectifs – comme la première (et la meilleure) partie d' *Il faut sauver le soldat Ryan* le montre de façon si frappante. Une fois qu' ils ont mis pied à terre, les soldats américains, britanniques et canadiens ont dû franchir une série impressionnante de *hauptkampflinies* [lignes de combat principales] (dispositifs de défense allemands standards composés de trois lignes), des villages constituant un réseau de défense appuyé par les réserves

blindées et, dans le bocage, des mines. Compte tenu d' un *modus operandi* habituel – pas de flancs ouverts – la guerre de manœuvre doit être orientée au départ au moyen du *behfelistaktik* [tactique d' ordres]. Pour poursuivre, il faut attendre le résultat de la pénétration du dispositif ennemi, de la mêlée générale et de la percée.

Par « pénétration du dispositif ennemi », j' entends l' assaut initial des groupements tactiques d' infanterie visant à pénétrer le dispositif de défense ennemi à forcer l' ennemi à se replier ou à contre-attaquer. Les blindés à ce niveau sont des « chars d' infanterie » - les escadrons ou les régiments en sous-ordre de l' infanterie. La mêlée générale (l' une des expressions favorites de Montgomery) est un combat en vue de franchir un dispositif de défense en profondeur pour permettre et accroître la pénétration du dispositif ennemi par les unités de deuxième échelon. Finalement, la percée est effectuée lorsque l' attaquants' empare de la dernière ligne de défense, submerge les dernières positions d' arrêt et résiste à toute contre-attaque par les réserves tactiques ou opérationnelles dont dispose l' ennemi. Si les trois phases sont réussies, on a pu effectuer une véritable percée. La manœuvre suit la percée.

Dans la plupart des cas, la guerre moderne est une variation de l' attaque frontale. Quatre-vingt-dix pour cent de toutes les attaques canadiennes au cours des campagnes d' Italie et de Normandie ont été frontales : Dieppe, l' invasion de la Sicile et le jour J. L' opération COBRA, (la manœuvre très admirée qui a permis de contourner le flanc de Kluge, qui a créé la poche de Falaise et qui a pris au piège au départ deux armées allemandes) n' a été rendue possible que par la résignation du général Bradley à sacrifier beaucoup d' hommes dans une série d' assauts frontaux, de Saint-Lo à Avranches, avant de lancer la troisième armée de Patton.<sup>8</sup>

Des exemples plus familiers aux officiers canadiens sont : la malheureuse opération GOODWOOD de Montgomery (une tentative de percée)

et les autres opérations connexes : les tentatives de Simonds d' effectuer une percée au sud de Caen en effectuant une série de poussées sanglantes contre des formations allemandes bien retranchées (Opérations ATLANTIC, SPRING, TOTALIZE et TRACTABLE). Au cours de l' opération TEMPÊTE DU DÉSERT, le général Schwarzkopf devait effectuer une percée avant de faire intervenir sa force mobile (VII<sup>e</sup> Corps du général Frederick Franks). Il a donc ordonné une attaque frontale (« force contre force ») contre les dispositifs de défense irakiens dans le but de franchir l' obstacle miné et d' établir une tête de pont. La victoire tactique obtenue a été transformée en victoire opérationnelle grâce au recours à une force blindée : l' essence et la seule démonstration pratique de la guerre de manœuvre au niveau opérationnel.

Je continue à prétendre qu' une fois la manœuvre opérationnelle réalisée, seuls des chars (des blindés groupés dans des articulations toutes armes équilibrées) sont en mesure de transformer une victoire tactique en succès opérationnel. Seul un corps blindé peut transformer un succès opérationnel (au moyen d' une manœuvre opérationnelle) en victoire stratégique. En raison de la percée effectuée par les panzers dans les Ardennes, les troupes alliées ont dû être évacuées à Dunkerque et la France a capitulé en 1940. La manœuvre opérationnelle effectuée par les corps de panzers au cours de l' opération BARBAROSSA, en 1941, a permis l' encerclement des troupes à Minsk, Smolensk et Kiev, ce qui a mis hors de combat l' Ukraine, la Lettonie, la Lituanie, etc., a forcé le redéploiement économique stratégique et permis de livrer la bataille de Moscou (objectif politique et stratégique). Le recours au corps de Middleton, et en particulier l' utilisation audacieuse de la 4<sup>e</sup> U.S. Armored Division au cours de l' opération COBRA en 1944, ont permis à la 90<sup>e</sup> Infantry Division de faire sa jonction avec les pulk<sup>8</sup> de Maczek à Chambois et de fermer la brèche de Falaise. Bloquer le nord d' Argentan a entraîné le repli des Allemands vers le Rhin et la libération de la France et de la Belgique.

Les armées occidentales, et particulièrement les armées nord-américaines, ont montré qu'elles avaient des affinités naturelles avec tout, sauf l'*auftragstaktik*. Une évaluation objective des campagnes occidentales et même de toute bataille moderne ou ancienne (sauf Leuthen et Cannes) prouve que l'usure précède la manœuvre. Ce n'est pas nouveau ni révolutionnaire, mais cela semble avoir échappé à nos Torquemadas de la doctrine qui prêchent en faveur de l'universalité du dogme tactique en s'inspirant de concepts allemands. L'étude appropriée de la guerre de manœuvre commence avec Toukhatchevski et se termine dans la plaine du nord de l'Allemagne, en 1945. Les ouvrages à consulter sont Rokossovsky, Zhoukov *The Soviet Strategic Offensive* et tous ses addenda : de « l'action de choc » aux groupes de manœuvre. La doctrine du « combat aéroterrestre 2000 » ne tire pas source de la *blitzkrieg* [guerre éclair] mais de la planification opérationnelle soviétique, à commencer par le premier groupe de cavalerie de Budennyi!

En 1990, l'adoption de la manœuvre opérationnelle par le VII Corps (une formation blindée) a offert à Schwarzkopf et Bush une occasion stratégique d'engager la Garde républicaine (la seule force blindée restante en mesure d'effectuer une manœuvre opérationnelle et une contre-frappe) ou d'avancer sur Bagdad (l'objectif politique). Détruire l'un ou l'autre mettrait un terme à la guerre – victoire stratégique. Le choix final du général Schwarzkopf peut être discuté, mais le résultat souhaité a été obtenu par une manœuvre opérationnelle. Seule l'Arme blindée permet d'obtenir cela – c'est pourquoi les Américains l'appellent l'Arme de la décision<sup>12</sup>. La conclusion la plus pratique à laquelle on puisse arriver en ce qui concerne la manœuvre peut être simplement de paraphraser l'observation du général R.W. Cross sur la cavalerie et de dire simplement, mais fermement que la guerre de manœuvre n'est ni tactique ni opérationnelle, mais un état d'esprit.

#### DANS QUELLE MESURE LA DOCTRINE EST-ELLE CULTURELLE?

Si nous réalisons que l'assaut frontal est une constante tout au long de l'histoire, – il faut se rappeler que « l'assaut frontal » est un autre ingrédient de notre cocktail tactique et est-ce que la bataille d'Arbèles n'est pas l'une des trois grandes manœuvres de l'histoire? – nous devrions être moins friand de ce type d'assaut et de son comparse caché, la guerre d'usure. Il est malheureux que la guerre d'usure ait mauvaise presse chez les philosophes militaires américains compte tenu que cette guerre est typiquement américaine et permet de comprendre comment les Américains combattent.

Lors du cours du commandement et d'état-major de la Milice donné en 1997, un major de l'armée de Nouvelle-Zélande a posé la question suivante : « Dans quelle mesure la doctrine reflète-t-elle une culture nationale? » J'ai répondu que oui, bien entendu, si elle reflète notre façon de faire, toute doctrine reflète aussi une culture nationale, la façon dont nous parlons, nous pensons, nous interagissons et nous sommes susceptibles de réagir. Mon étudiant fut étonné : « Si cela est vrai, dans quelle mesure n'importe laquelle armée peut-elle adopter la doctrine d'une autre armée? » Il avait raison, bien entendu. Nous ne comprenons pas les Allemands et certainement pas les Russes. Les Nord-Américains ont autant de probabilités d'émuler l'*Auftragstaktik*<sup>15</sup> que les Allemands en ont de lever des régiments Highland, d'apprécier la Ligue canadienne de football ou de boire de la bière légère canadienne.

Le fait que les Américains ont hésité à utiliser la guerre de manœuvre ou l'*auftragstaktik* en Iraq s'explique par leur histoire militaire et leur culture. Les combattants américains ont lu Fuller et Liddel Hart bien avant la Deuxième Guerre mondiale et connaissaient parfaitement « l'approche indirecte », mais ils ont refusé simplement de l'adopter en principe. John Wood, l'un des meilleurs commandants divisionnaires américains

de la guerre et certainement le meilleur général de chars américain a écrit : « Fuller et Hart ont une position contraire à celle de la tradition de l'armée américaine établie par Grant : la guerre d'usure – épuiser l'ennemi. » Compte tenu de mon éducation chez les Jésuites, je vais me faire l'avocat du diable, car on pourrait également faire valoir que les Américains peuvent faire les deux en raison de leurs antécédents – leur armée a été habituée aux opérations de grande envergure. La marche de Sherman en direction de la mer ou l'attaque de Lee en Pennsylvanie étaient des exemples classiques de manœuvre opérationnelle et du « ghibokii boi ». Compte tenu de ces traditions, les généraux de cavalerie américains devraient naturellement faire des poursuites dévastatrices et astreignantes – s'ils en ont la chance.

Néanmoins, c'est le concept de la guerre d'usure qui reflète le mieux la pensée de l'establishment militaire américain. Le général Schwarzkopf, même s'il avait pris un engagement en faveur de la « gestion décentralisée du champ de bataille »<sup>16</sup>, appartient davantage à l'école de Grant et Bradley qu'à celle de Lee, Stuart ou Patton. La conversion reconnue de l'armée américaine à l'*auftragstaktik* doit être examinée à la lumière du sport sanguinaire américain par excellence : le football. Le football américain de la Ligue nationale de football (NFL) est de la *befehlstaktik* – la stratégie est établie par les entraîneurs au début de chaque essai. C'est comme cela que les Broncos et les Falcons effectuent la manœuvre. Le base-ball peut être la compétition romantique par excellence, mais le football est au cœur de la doctrine américaine. Les Canadiens qui ont, théoriquement, des instincts de hockeyeurs peuvent faire valoir qu'ils sont avantagés. Toutefois, dans une guerre moderne, comme dans les parties de la NFL et de la Ligue nationale de hockey, il y a une tendance à avoir trop de coups de sifflet et trop de publicités.

Les « apôtres de l'approche manœuvrière » sont pour la forme en faveur d'une doctrine internationale, mais

ils cèdent toujours le pas aux bolcheviks militaires. Bien qu' accueillie favorablement par le prolétariat des officiers, la manœuvre sera toujours considérée avec suspicion par la vieille garde conservatrice et adepte de la guerre d' usure – les trotskystes tactiques sont invariablement chassés comme révisionnistes par nos propres staliniens, apôtres de la guerre d' usure. La manœuvre est sans doute *le oxpopuli* des cadres des collèges d' état-major, mais elle effraie leurs patrons. Les communications modernes – la capacité des chefs politiques et de leurs conseils de guerre d' examiner des écrans d' ordinateur portatif alimentés par le système JSTARS<sup>7</sup> et par des satellites<sup>8</sup> et de surveiller en temps réel les mouvements d' un char ou d' une division – vont rendre l' *auftragstaktik* quasiment impossible au XXI<sup>e</sup> siècle. À moins que nous soyons prêts à évacuer complètement notre culture militaire, il est temps pour nos spécialistes militaires de s' en rendre compte.

La hâte avec laquelle les Forces canadiennes ont adopté le concept de la guerre de manœuvre était le fait, je suppose, des pressions à l' intérieur du Fort Frontenac (c.-à-d. les directeurs des groupes d' étude du Collège d' état-major):

Pourtant, la guerre de manœuvre qui est la doctrine militaire reconnue de l' OTAN est-elle enseignée dans les collèges de guerre canadiens ou intégrée à la doctrine militaire du Canada? Elle n' est pas enseignée au Collège de commandement et d' état-major de la Force terrestre canadienne et n' est pas incluse dans la toute dernière version de la B-GL-300-001/FP-001 *Conduite des opérations terrestres – Doctrine de niveau opérationnel pour l' Armée de terre canadienne*... toujours la même chose mais avec un peu d' ajustement aux riphériques... Malheureusement, cela indique une incompréhension totale de la guerre de manœuvre. À l' heure actuelle, l' Armée de terre canadienne est nettement déphasée par rapport à cet enseignement et

trouverait donc difficile, si ce n' est même impossible, de s' intégrer à une force alliée. Cela n' a pas de sens, mais ce qui a encore moins de sens, c' est qu' une petite armée polyvalente comme celle dont dispose le Canada s' accroche au concept d' une guerre d' usure!<sup>9</sup>

Malgré un accueil plutôt froid, au départ, le document qui a fait l' objet de débats animés dignes des chevaliers du Jedi a permis au Collège de commandement et d' état-major de la Force terrestre canadienne de faire sa conversion dogmatique, pressé qu' il était d' éliminer le concept de la guerre d' usure et d' adopter celui de la guerre de manœuvre. Cela peut paraître téméraire – mais, cela amène à se poser une question évidente : qu' est-ce que la doctrine canadienne? Et j' entends par là : qu' est-ce que la culture militaire canadienne? – avons-nous notre propre façon de faire? On a prétendu que nous avions une identité pareille à celle du caméléon qui comporte de nombreuses facettes (certains diraient psychotique). Cela laisse supposer que nous n' avons pas notre propre doctrine et que nous sommes voués à puiser dans les écrits des penseurs militaires britanniques et américains néo-germaniques et à suivre tout ce qu' ils disent. Mais, je rejette cette idée.

#### CONCLUSION

Je pourrais citer plusieurs maximes, de du Picq à Napoléon, mais je crois que nous sommes plus sûrs avec celle de Shakespeare qui dit « qu' il faut rester

fidèle à soi-même ». Il est important de comprendre correctement les origines internationales des termes de doctrine dans le contexte de l' histoire militaire, mais je crois que nous devons nous efforcer avant tout de nous comprendre nous-mêmes. Bien connaître nos origines et les répercussions des dogmes militaires coloniaux britanniques, américains, allemands et russes sur notre culture militaire nous permettra de mieux cerner et d' inculquer nos besoins militaires futurs. L' examen de la stratégie de Toukhatchevskiet de von Manstein peut facilement amener un solide ancrage chez Currie et Simonds.

La doctrine militaire élaborée dans le Corps d' armée canadien au cours de la Première et de la Seconde guerre mondiale a jeté la base de notre doctrine actuelle en élaborant les premiers principes. Cette doctrine est battue en brèche par une mauvaise interprétation des doctrines étrangères et un empressement troublant à accepter que d' autres peuvent être plus créatifs professionnellement que nous le sommes. Cela n' est pas encore complètement vrai – mais, cela le sera peut-être bientôt. Que l' acheteur prenne garde.



#### À propos de l' auteur . . .

*Le lieutenant-colonel Roman Jarymowycz a un doctorat en histoire militaire de l' Université McGill. Il habite à Montréal où il enseigne. Il fréquente aussi le Collège de commandement et d' état-major de la Force terrestre canadienne où il est le doyen du cours de commandement et d' état-major de la Milice. Le lieutenant-colonel Jarymowycz vient de terminer un livre sur l' évolution de la doctrine américaine de l' Arme blindée de 1918 à 1944.*

## NOTES

1 En dépit de l'influence américaine exercée sur l'OTAN grâce aux publications FM 100-1 et FM 100-5 (Operations), ce n'est pas avant 1991 que l'Armée britannique a abandonné l'héritage de Montgomery alors qu'elle élaborait une doctrine militaire britannique (DMB) pour le prochain millénaire. Il est important pour les officiers canadiens de comprendre que l'Armée britannique décrit la guerre de manœuvre à la lumière de deux théories complémentaires : l'usure et la manœuvre [c'est nous qui avons mis en gras].

2 L'avance trop contrôlée du VIIe Corps (malgré la présence du général Frank) est un intéressant sujet d'étude de collège d'état-major. L'héritage de Toukhatchevski était sans doute présent dans l'esprit du combat aéroterrestre 2000, mais n'est pas facilement discernable dans l'application de la tactique.

3 Il ne faut pas les confondre avec les véritables « apôtres de la manœuvre » (les partisans des chars) – « des hommes visionnaires, énergiques et déterminés » qui incluaient : Winston Churchill, Ernest Swinton, Albert Stern, Murray Sueter, Tom Hetherington, William Tritton et Walter Wilson. Dès la fin de la Grande Guerre, ils ont été rejoints par Fuller, Liddell Hart, Ricardo, Hobart, Martel et beaucoup d'autres.

4 Néanmoins, Schwarzkopf est décrit dans certains milieux comme un fervent adepte de Czege, Lind, Boyd et autres : «...le général Norman Schwarzkopf est le plus grand défenseur de la doctrine des apôtres de l'approche manœuvrière et des chevaliers du Jedi. » Peter Cary, Brian Duffy, Joseph L. Galloway, *Triumph Without Victory – The History of the Persian Gulf War*, Toronto, Random House, 1992, p. 164.

5 Je note, toujours avec tristesse, la rapidité avec laquelle on abandonne la terminologie et l'accent canadiens. N'ayons pas peur de rester nous-mêmes. Toutefois, il y a encore de braves cours : « À moins que les armées visées soient disposées à restructurer leur organisation entière, à remettre en question ce que leurs chefs croient être le plus important en situation de combat, à réorganiser leur systèmes d'instruction en commençant par l'instruction élémentaire et en allant jusqu'aux collègues d'état-major et à instituer officiellement des états-majors généraux, l'OTAN devra concéder que le projet est voué à l'échec. » Lieutenant-colonel Chuck Oliviero, « Confiance, guerre de manœuvre, commandement de mission et l'Armée de terre canadienne », *Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre*, vol. 1, no 1, août 1998, p. 26.

6 Daniel Bolger, « Maneuver Warfare Reconsidered », cité dans le livre de Richard D. Hooker Jr. (directeur de la rédaction), *Maneuver Warfare*, Novato, Presidio, 1993, p. 26; John F. Antal « Thoughts About Maneuver Warfare », (Hooker, pp. 57-58); Hooker « Ten Myths About Maneuver Warfare », (Hooker, pp. 77-78); James McDonough « The Operational Art : Quo Vadis? », (Hooker, pp. 107-108) notent tous que « les apôtres de la guerre d'usure » ont été marginalisés par la jeune école.

7 Notez que Leonard tourne en ridicule le combat aéroterrestre qui, malgré ses protestations, contient l'essence de la manœuvre opérationnelle. « Napoléon a dit 'qu'au cours de la guerre, le moral était trois fois plus important que le matériel.' Il ne nous reste que le combat aéroterrestre : une solution de 25 % ! » Robert Leonard, *The Art of Maneuver Maneuver Warfare Theory and AirLand Battle*, Novato, Presidio, 1991, p. 139.

8 Voir Bradley, Stacey, Wilmot d'Este, mais plus particulièrement R.F. Weigley, *Eisenhower's Lieutenants* et Martin Blumenson, *The Battle of the Generals*, pour une évaluation comparative plus critique de Montgomery et de Bradley.

9 Pulk est le mot polonais pour régiment. La *Polska Divisia Pancerna* (Première Division polonaise blindée) du major-général Meczek, a été la seule division relevant de Simonds qui a effectué des manœuvres opérationnelles et qui a livré une guerre de manœuvre. La 4th Canadian Armoured de Kitching a été destinée à mener une série d'attaques frontales qui ont échoué. Terry Copp n'est pas d'accord; Jack Granetstein, Desmond Morton et Jack English ne semblent pas au courant.

10 Voir J. Erickson, L. Hanset, W. Schneider, *Soviet Ground Forces – An Operational Assessment*, Londres, Croom Helm, 1996; W.C. Frank Jr et P.S. Gillette, *Soviet Military Doctrine from Lenin to Gorbachev 1915-1991*, Westport, Greenwood Press, 1991; H.F. Scott, W.F. Scott, *Soviet Military Doctrine*, Londres, Westview Press, 1988; H.F. Scott, W.F. Scott, *The Soviet Art of War*, Boulder, Westview, 1982, p.18; R.Simpkin, *Deep Battle : The*

*Brainchild of Marshal Tukhachevskii*, Londres, Brassey's, 1982; Scott, Harriet, Fast et W.F. Scott, *Soviet Military Doctrine : Continuity, Formulation, and Dissemination*, Boulder, Westview, 1988; Scott et coll., (sous la direction de), *The Soviet Art of War, Strategy and Tactics*, Boulder, Westview, 1982; D.T. Yazov, « On Soviet Military Doctrine » *RUSI Journal*, no 134, hiver 1989; P.A. Rotmistrov, *Vremya I Tanki*, Moscou, Voenizdat, 1972; A.Kh. Babadzhanyan, *Tanki I Tankovyye*, Moscou, Voenizdat, 1980. J'aimerais recommander les écrits récents du colonel David Glantz.

11 De son vrai nom, le premier groupe de cavalerie de Tsaritsyne, associé à Budennyi et à la vision classique des « prolétaires à cheval » : tout le monde (Budennyi, Toukhatchevsky, Zoukhov, même Staline) en a été membre.

Correspondance de Steven Merritt, de l'UCLA, en date du 15 novembre 1996. Par souci d'équité, mentionnons que le document de référence que nous avons adopté la B-SJ-100-002/PT-009 *Ennemi générique (forces élémentaires)* contient d'excellentes références à l'art opérationnel soviétique (force générique), mais trop souvent, nous les mettons rapidement de côté, car nous voulons affronter (ce qui est logique) un ennemi plus moderne en tenant compte de nos capacités opérationnelles très limitées.

12 « La guerre est un art dans lequel la clarté de l'appréciation et l'audace de la décision constituent des éléments essentiels, un art qui ne peut être appliqué avec succès que dans les opérations mobiles » (Eric von Manstein). Un nombre disproportionné de philosophes de l'armée américaine préfère malheureusement étudier les généraux allemands plutôt que Wood, Grow, Middleton et Patton.

13 Major-général R.W. Grow, commandant de la 6th U.S. Armored Division et l'un des philosophes oubliés de la manœuvre de l'armée américaine : « La cavalerie est un état d'esprit. » *The Grow Papers*, USAMHI, Carlisle.

14 Les trois batailles classiques qui ont fait appel à la manœuvre sont : Arbèles (Alexandre le Grand : assaut frontal d'usure et enveloppement d'un flanc), Cannes (Hannibal : le double enveloppement) et Leuthen (Frédéric le Grand : l'attaque de flanc). Voir Alfred H. Burne, *The Art of War on Land*, Londres, Methuen, 1944 et JFC Fuller *The Generalship of Alexander the Great*, New Jersey, Rutgers, 1960.

15 « Les chefs allemands ont toujours eu un point fort : accorder une grande marge de manœuvre aux commandants subordonnés – leur confier des tâches qu'ils exécutent à leur manière...La méthode allemande est véritablement enracinée dans le caractère allemand.[qui] prend un certain plaisir à prendre des risques » Feld-maréchal Erich von Manstein, *Verlorene Siege*, Bonn, Athenaum-Verlag, 1955, p. 383.

16 Le général Schwarzkopf donnait au départ des ordres en fonction des missions, mais les événements ont vite montré que « l'état-major de Schwarzkopf avait synchronisé tout le plan...raison encore plus importante pour que ses commandants adhèrent strictement au plan. » Peter Cary et coll., pp. 346-347.

17 Système radar commun de surveillance et d'attaque d'objectifs qui est un système de surveillance aéroporté.

18 «...l'avion AWACS téléchargeait ses images en évolution constante de la campagne aérienne et l'avion doté du JSTARS avait deux liaisons descendantes (l'une vers la force aérienne et l'autre vers l'armée de terre) qui donnaient de l'information en temps réel sur les mouvements des troupes, les déploiements de l'ennemi, etc.....Comme Colin Powell, George Bush avait sur son bureau un « téléphone rouge » qui le reliait directement à Schwarzkopf...à 7 000 milles de là. » Peter Cary et coll., pp. 347, 394.

19 Lieutenant-colonel P. Wilkinson RA, « Whither Canadian Military Doctrine? », Kingston, 1992, p.5. (Monographie non publiée). Les critiques réfléchies de Wilkinson ont été dédaignées par certains. Ses réflexions qui proviennent d'une bonne nature étaient parfois incisives : « L'Armée de terre qui compte trop d'officiers supérieurs et de OQ, qui est dirigée par un comité de Montréal, dont les officiers de cavalerie ont tellement de fougue, de panache et d'impétuosité qu'ils portent des casques protecteurs pour cyclistes, et qui plus est peuvent même enfourcher une bicyclette plutôt qu'un destrier plus puissant, peut-elle s'adapter à la guerre de manœuvre? » En 1999, la plupart des problèmes soulevés par Wilkinson avaient été corrigés par la Force terrestre et les *weise Eulen* [chouettes des neiges] du deuxième étage du Fort Frontenac.

## LE GÉNÉRAL SIR ARTHUR WILLIAM CURRIE

### UN GÉNIE TACTIQUE NATUREL

*Le capitaine Roger R. Barrett*

**A**vant que n' éclate la Première Guerre mondiale, Arthur Currie était un citoyen-soldat dans la Milice et un homme d' affaires. Toutefois, en quatre années seulement, il allait sortir de sa relative obscurité militaire pour commander la Deuxième brigade, la Première division et le Corps d' armée canadien. À la tête de ce dernier, il connaîtra une série inégalée de succès. Il réussira encore et encore là où d' autres avaient échoué. Sous sa gouverne, le Corps d' armée canadien deviendra la formation de combat d' élite des Alliés. La question qui se pose est donc comment ce soldat amateur a-t-il pu obtenir des succès aussi éclatants comme commandant, alors que la plupart des « soldats professionnels » de l' Empire ont manqué leur coup ?

La thèse de mon article est que le général Currie a su acquérir, de par son expérience tactique, une sorte de génie naturel pour la guerre qui correspond à la définition qu' en donne Clausewitz. Je vais tenter de la démontrer en évaluant la performance de Currie par rapport à mon interprétation personnelle de deux des concepts fondamentaux de Clausewitz. Le premier est celui du génie militaire. Le terme « génie » ne désigne pas ici un esprit aux capacités intellectuelles illimitées ; il fait plutôt référence à l' accumulation des qualités d' intelligence, de courage, de détermination, d' énergie, de fermeté, de caractère et de ténacité, qui a permis à Currie de connaître des succès aussi remarquables sur les champs de bataille. Le second concept a trait à l' affirmation de Clausewitz selon laquelle « La guerre est le domaine de la chance. » En effet, l' incertitude de la guerre tend à déstabiliser les esprits trop rigides et à rendre inutiles les plans inflexibles ou trop ancrés dans la doctrine. Currie, en sa qualité « d' amateur », libre de tout dogme



**Figure 1 : Le lieutenant-général Sir Arthur Currie, commandant du corps canadien, 9 juin 1917 - 9 août 1919. (Avec la permission des Archives nationales du Canada).**

organisationnel et tactique, était parfaitement capable de s' accommoder de l' incertitude liée à la guerre moderne. Il avait de plus acquis son expérience par couches successives, confronté en permanence à des réalités nouvelles. Les leçons apprises sur les champs de bataille lui ont permis de se forger petit à petit et d' acquérir un formidable bagage tactique, qui lui conférait une sorte de génie naturel pour la guerre et faisait de lui un commandant hors pair.

#### APPRENDRE À COMMANDER

Currie a acquis ses connaissances du commandement au cours des deux difficiles premières années de la guerre. Cette période de combats statiques, dans les tranchées, ne se prêtait pas beaucoup (on aurait pu croire) à l' apprentissage de la guerre comme activité dynamique ou

de l' art du commandement. C' est toutefois dans ces circonstances que Currie s' est fait les dents. En avril 1915, le brigadier-général Currie, qui n' avait jamais commandé plus de 400 hommes en temps de paix, se retrouve à la tête d' une brigade de 4000 personnes, en temps de guerre. La seconde bataille d' Ypres sera son baptême du feu. Il peut y constater par lui-même le chaos et l' incertitude qui caractérisent le combat. Il connaît tout de même du succès et fait preuve d' initiative, de souplesse et de détermination. Ses efforts lui valent beaucoup d' éloges. Ainsi, T.C. Irving dira de lui :

Il est le militaire canadien sachant le mieux garder la tête froide et faire preuve de bon sens ; nous lui devons plus qu' à tout autre d' être parvenus à contenir les Allemands à Ypres<sup>5</sup>.

L' année suivante, le major-général Currie, commandant de la Première division du Canada, mène ses combattants à Tor Top et à Mont Sorrel. Il y apprend comment synchroniser le tir d' artillerie avec la progression des fantassins, comment concentrer la puissance de feu et comment organiser ses brigades pour les rendre plus efficaces au combat. À la Somme, il sait reconnaître les forces mais, plus important encore, les faiblesses de l' attaque délibérée doctrinale. Il va d' ailleurs tirer la conclusion suivante au terme de l' affrontement : « S' emparer des tranchées ne signifie pas qu' on a atteint l' objectif. En effet, il ne suffit pas de faire sortir l' ennemi de ses tranchées, encore faut-il en contrôler toutes les voies d' accès ». Currie allait retenir de nombreuses leçons de son expérience de la bataille de la Somme.

**SYNTHÈSE D'UNE APPROCHE DE  
COMMANDEMENT**

Au début de janvier 1917, Currie et des officiers britanniques supérieurs débarquent à Verdun pour y étudier le champ de bataille. Après sa visite, le général rédige une analyse tactique des batailles de Verdun qui servira éventuellement de doctrine au Corps d'armée canadien.<sup>7</sup> Il soumet alors ses idées dans le cadre d'exposés donnés au quartier général du corps. Il fait valoir la primauté de l'artillerie. Il souligne spécifiquement la nécessité pour l'infanterie de jouir d'un appui d'artillerie rapproché jusqu'à l'objectif ainsi que d'un tir de contre-batterie. Il propose de plus que le feu d'artillerie serve non seulement à la destruction, mais aussi qu'on l'emploie à des fins non létales comme la création d'écrans obscurants de fumée et de gaz. Il souhaite aussi qu'on mette au point des plans élaborés de tir de harcèlement pour nuire à l'ennemi dans sa zone arrière et des horaires imprévisibles de tirs d'artillerie pour conserver l'effet de surprise. Il dira de l'infanterie : « Nous devons enseigner à nos troupes *le pouvoir de la manœuvre* » [les italiques sont de Currie lui-même]. Il s'oppose fermement à la tactique britannique de l'attaque par vagues. Il reconnaît par contre les mérites des tactiques des Français au niveau du peloton et de la compagnie. Il adhère à ce concept après avoir réalisé que l'infanterie a besoin de plus de souplesse et que le peloton est la clé de voûte à ce chapitre. Dans un même ordre d'idée, il réalise l'importance des sapeurs en ce qui a trait à la mobilité, pour créer un environnement gagnant sur le champ de bataille. Il souligne enfin la nécessité qu'il y a de disposer de cartes précises et demande qu'on en fournisse à tous les commandants, jusqu'au niveau des sous-officiers. Qui plus est, il tient fermement à ce que les traits de terrain naturels et non les lignes de tranchées soient la cible des attaques. Enfin, il prêche le gros bon sens – et affirme qu'il ne sert à rien de lancer une attaque quand on ne croit pas en ses chances de succès.<sup>10</sup>

Ces idées peuvent sembler assez banales de nos jours, mais elles étaient passablement dérangeantes à l'époque. Herbert Wood écrit que la défense que Currie fait des tactiques de peloton ont permis de mettre au rancart « la stratégie suicidaire consistant à envoyer des vagues de combattants se briser sur un quelconque point choisi sur la carte par l'état-major. »<sup>11</sup> Le fait que Currie ait alors compris la nécessité d'avoir recours au feu et au mouvement illustre bien son génie tactique. Comme Swettenham le fait remarquer : « Il vaut peut-être la peine de noter que toutes les attaques menées par le corps d'armée que Currie avait planifiées ont par la suite été couronnées de succès. »<sup>12</sup>

**APPLIQUER UNE APPROCHE DE  
COMMANDEMENT**

Currie avait été mis au courant du projet de s'emparer de l'imprenable crête de Vimy au début de février 1917. En vertu du plan établi par le lieutenant-général Sir Julian Byng, le Corps d'armée canadien devait engager en même temps ses quatre divisions pour la première fois de la guerre. On devait à cette fin procéder à des préparatifs exhaustifs et à des répétitions détaillées dans des positions factices. De grands travaux du génie seraient réalisés pour assurer un flot continu de matériel et de munitions. L'appui d'artillerie serait à nul autre pareil. Chaque obus serait destiné à un objectif en particulier et un million au total auraient été lancés avant la fin de l'affrontement. Le tir de contre-batterie détruirait 83 % des canons allemands avant même le lancement de l'attaque.<sup>13</sup> Les forces d'infanterie seraient réparties en sous-unités tactiques autonomes de la taille d'un peloton comprenant chacune un officier, trois sergents et des sections de carabiniers, de bombardiers, de grenadiers et de mitrailleurs armés de Lewis.<sup>14</sup> Il ne fait aucun doute que Byng peut réclamer la paternité du plan ayant mené à la victoire à Vimy, mais on ne peut nier que presque tous les concepts sur lequel le plan de ce dernier reposait étaient issus des recommandations que Currie avait faites au quartier général du corps le mois précédent.<sup>15</sup>

La Bataille de la crête de Vimy a bien sûr pris des proportions mythiques dans l'histoire de notre pays. À Vimy, le Corps d'armée canadien a progressé de deux milles et demi par successions rapides et s'est emparé non seulement de la crête proprement dite, mais aussi de 54 pièces d'artillerie, 104 mortiers de tranchées, 124 mitrailleuses et plus de 4 000 prisonniers.<sup>16</sup> Il est important de noter que Currie a éclipsé ses pairs par la magnifique performance de sa division sur le flanc droit. L'historien britannique Kenneth Macksey, admirant le succès de la Première division, a écrit : « Il est rare qu'une bataille se déroule selon le plan mais, sur le côté droit où les Canadiens attaquaient, on peut clairement affirmer que tout s'est enclenché exactement comme on le souhaitait. »<sup>17</sup> Sir Henry Home a d'ailleurs envoyé un message à Currie dans lequel il qualifiait sa division « d'orgueil et de fierté de l'Armée britannique. »<sup>18</sup> Vimy allait être la dernière bataille d'importance où Currie commanderait la Première division.

**PASSCHENDAELE – UNE COÛTEUSE  
ÉPREUVE DE LOYAUTÉ**

Le 6 juin 1917, Currie apprenait qu'on lui confiait le commandement du Corps d'armée canadien. À 41 ans, il était le plus jeune lieutenant-général et le premier officier ne provenant pas de la Régulière à atteindre un niveau hiérarchique aussi élevé.<sup>19</sup> En septembre, il recevait sa première tâche d'importance.

Le commandant en chef de la Force expéditionnaire britannique (BEF), le général Sir Douglas Haig, avait encore et encore lancé des divisions britanniques et australiennes à l'assaut de la crête de Passchendaele, avec peu de succès et en encourageant des pertes incroyables. Haig était obsédé par l'idée de s'emparer de Passchendaele. Selon Swettenham et Dancocks, il fit appel à Currie pour sauver à la fois la situation et sa réputation professionnelle.<sup>20</sup> Currie n'était guère content. Il connaissait le secteur et avait

lu les rapports. Il protesta avec vigueur auprès de Haig, mais sans succès. De retour à son quartier général, ils l'emportèrent devant son état-major surpris :

Pourquoi ? À quoi bon ? Passchendaele ! De la boue pour amuser une bande d'écervelés à Londres, qui n'ont pas idée de l'horreur à venir ! Qu'est-ce que cela peut bien leur faire ? Ce ne sont pas eux qui vont se faire tuer, blesser ou ensevelir sous la vase. À quoi bon ? Laissons la place aux Allemands ! Qu'ils y pourrissent dans la boue ! On commet une erreur. Il faut qu'on s'en rende compte. Passchendaele ne vaut pas une seule goutte de sang.

À contrecœur, Currie s'est ensuite attelé à la difficile tâche qu'on lui avait confiée, mais non sans avoir posé ses conditions. Il refusait de relever du général Gough, qu'il considérait comme incompetent. Ses hommes remplaceraient plutôt les Australiens dans la Seconde armée du général Plumer. Il exigeait aussi suffisamment de temps pour préparer adéquatement son attaque. Les conditions sur le champ de bataille étaient horribles ; l'endroit ressemblait à un paysage lunaire fait de boue où hommes et pièces d'artillerie s'enlisaient et disparaissaient à tout jamais. Il réalisa d'entrée de jeu que l'état des lieux devait être amélioré avant qu'on lance l'offensive. Ses sapes, exposés aux tirs allemands, s'attelèrent donc à la tâche herculéenne de rebâtir des routes, de creuser des fossés de drainage, de construire de nouvelles plates-formes de pièces et même d'installer une voie ferrée pour trafic léger.<sup>22</sup> Le plan de Currie prévoyait quatre attaques limitées au cours desquelles l'infanterie avancerait derrière un mur d'artillerie. On aurait aussi recours aux communications sans fil pour s'assurer que les bombardements soient adaptés au rythme de progression des fantassins.

Dancocks avance que les Britanniques ne croyaient pas vraiment que les troupes canadiennes de Currie réussiraient là où toutes les autres forces de l'Empire avaient échoué.<sup>23</sup> Mais les Canadiens ont prévalu. L'opération a

débuté le 26 octobre, mais il faudra jusqu'au 10 novembre pour que les canadiens atteignent le sommet de la crête. Currie et les Canadiens avaient une fois de plus réussi l'impossible. Ils avaient cependant dû payer un énorme tribut ; 15 654 hommes avaient en effet été tués ou blessés, ce qui, curieusement, correspondait presque exactement aux pertes qu'un Currie horrifié avait prédites lorsqu'il avait si violemment protesté six semaines auparavant ! On s'entendait pour dire que la doctrine offensive de Currie, basée sur la synchronisation d'attaques délibérées limitées, avait permis à Haig de disposer des moyens opérationnels requis pour atteindre son but stratégique, soit l'attrition.<sup>25</sup>

#### PROFESSIONNALISME

Mil neuf cent dix-sept tirait à sa fin et le combat suivant de Currie allait être de nature politique. Les Britanniques, qui avaient eu à déplorer des pertes considérables, manquaient d'effectifs. La solution qu'ils proposaient était de réduire la taille de leurs divisions de douze à neuf bataillons, les membres des bataillons dissouts venant grossir les rangs de ceux conservés. Les Britanniques voulaient bien sûr que les Canadiens fassent de même. Ces derniers auraient donc dû scinder leur corps d'armée pour en constituer deux, moins importants. Le général Turner et Sir Edward Kemp (qui faisaient tous deux partie des Forces militaires canadiennes outre-mer basées à Londres) semblaient assez d'accord avec cette possibilité. Ils apprirent cependant que le Premier ministre n'était pas chaud à l'idée et que Currie s'y opposait purement et simplement. Celui-ci était d'avis qu'on ne disposait pas de suffisamment d'officiers ayant l'expérience et le leadership voulus pour combler les postes de commandement et d'état-major dans deux corps d'armée. Il estimait qu'une telle mesure viendrait réduire l'efficacité tactique du corps, à nulle autre pareille. Il proposa donc une solution de rechange. Au lieu d'augmenter l'état-major, il suggéra qu'on accroisse l'effectif de chaque bataillon de 100 hommes, pour

hausser ainsi celui de chaque division de 1 200 membres.<sup>26</sup> Cette décision de Currie, qui lui coûta une promotion et le commandement d'une armée, est peut-être la meilleure preuve de son professionnalisme désintéressé. Andy McNaughton a ainsi pu écrire que Currie avait été « l'un des rares... capables de prendre une décision basée exclusivement sur l'efficacité de la contribution du Canada à l'effort de guerre... »<sup>27</sup>

#### LES CENT DERNIERS JOURS – EXCELLENCE AU COMMANDEMENT

La Bataille d'Amiens, qui a débuté le 8 août 1918, a marqué le début des célèbres « cent derniers jours » au cours desquels le Corps d'armée canadien a mené la Force expéditionnaire britannique dans une série ininterrompue d'offensives, dont le point culminant a été la libération de Mons tout juste avant l'armistice. C'est durant cette période que le génie tactique de Currie a pu le mieux ressortir. Le succès de sa doctrine offensive venait du fait qu'elle permettait de retourner contre elle l'élastique défense allemande, jusqu'ici profitable, de par la création de zones d'abattage à l'avant de la position alliée, pour nuire aux incessantes contre-attaques ennemies.<sup>28</sup> « Amiens », comme le conclura J.F.C. Fuller plus tard, « a été l'une des batailles décisives du monde occidental. » Les Canadiens et les Australiens, des « attaquants à nuls autres pareils »<sup>29</sup>, ont combattu côte à côte, appuyés par les chars, et sont respectivement parvenus à faire reculer les Allemands de huit et de sept milles. Les Canadiens ont à eux seuls fait plus de 5 000 prisonniers et capturé 161 canons le premier jour de la bataille.<sup>30</sup> Toutefois, moins de 24 heures plus tard, les Allemands ayant obtenu des renforts, il apparut à Currie que les Alliés étaient en danger de retomber dans l'impasse et la stupeur opérationnelles des trois dernières années. Il parvint à influencer le front occidental en convainquant le général Sir Henry Rawlinson et le feld-maréchal Haig de ne pas acquiescer aux demandes du maréchal Ferdinand Foch, qui souhaitait qu'on intensifie les





**Figure 2 : Le lieutenant-général Currie (première rangée, au centre), avec ses officiers du quartier général du Corps canadien. Ses deux principaux officiers d'état-major sont assis à ses côtés. À sa gauche, est le brigadier-général de l'état-major général, le brigadier-général P.P. de B. Radcliffe; à sa droite est l'adjutant adjoint du corps et général du quartier-maître, le brigadier-général G.J. Farmer. Radcliffe et Farmer étaient tous les deux officiers britanniques. (Avec la permission des Archives nationales du Canada)**

opérations tactiques autour d'Amiens, sans tenir compte de la réalité plus importante au niveau opérationnel.

Le Corps d'armée a donc poursuivi et a recentré son optique après que Haig eut choisi les Canadiens comme fer de lance de l'attaque menée par la BEF contre la plus solide défense allemande – la Ligne Drocourt-Queant (D-Q). Currie allait faire montre de souplesse et abandonner l'habituelle attaque à l'aube au profit de l'attaque de nuit. Les Allemands ont été totalement pris par surprise. Dès l'heure du petit déjeuner, les Canadiens étaient à Monchy et, au souper, ils avaient détruit les deux lignes défensives extérieures ennemies.<sup>32</sup> Août tirait à sa fin, le Corps d'armée avait capturé la Ligne Frenes-Rouvroy et se retrouvait maintenant face à son principal objectif, la Ligne Drocourt-Queant. On comprend l'importance que revêtait la capture de cette dernière quand on lit le journal personnel de Haig; celui-ci écrivit : « Simon attaque est couronnée de succès, je vais demeurer commandant

en chef. Si elle échoue, ou si nos pertes sont excessives, je ne pourrais attendre à aucun pardon! »<sup>33</sup> Une fois encore, avec son avenir professionnel dans la balance, Haig s'en remet à Currie. Le Corps d'armée de ce dernier s'est d'ailleurs montré à la hauteur de la tâche, perçant la ligne avec ses trois divisions d'attaque.<sup>34</sup> Le rythme de la progression était cependant trop rapide pour certains commandants de division et de brigade et le concept de la guerre ouverte qu'il avait envisagé Currie était devenu réalité. Il parvint à garder la maîtrise des opérations dans ce nouvel environnement tactique en diffusant des ordres de style *auftragstaktik*<sup>35</sup> moins détaillés et en imposant son tempo. En deux mots, ses formations manœuvraient et s'arrêtaient là et quand Currie le voulait, peu importe les défenses et les intentions de l'ennemi.<sup>36</sup>

Moins de deux semaines plus tard, on faisait appel aux Canadiens pour

prendre d'assaut le Canal du Nord et attaquer Cambrai. Currie a encore une fois pu démontrer son génie du commandement en échafaudant un plan audacieux qui, s'il échouait, mettrait en péril sa carrière, voire l'existence même de son corps d'armée. En effectuant une reconnaissance du front confié à ses troupes, il se rendit compte qu'il se trouvait face à un canal sorti de son lit et, partant, à un marais infranchissable. De plus, il découvrit plus au sud un canal en construction, à sec, lequels' étendait sur deux milles verges. Le plan de Currie, comme Granatstein et Morton le rapportent, enfreignait la plupart des règles que se doit de suivre un bon général<sup>37</sup>, mais s'avéra un chef-d'œuvre d'audace et de dextérité. Currie avait en effet imaginé d'amener ses troupes plus au sud et de faire passer 50 000 hommes, leurs canons, leurs chars et leurs véhicules de soutien dans un défilé de 2 600 verges. Une fois de l'autre côté, il les étalerait sur 10 000 verges au nord et à

l' est, pour les faire franchir la Ligne Marquion, envelopper la Forêt de Bourlon et isoler Cambrai.<sup>38</sup> La tactique allait exiger un leadership de premier ordre, un strict respect de la discipline ainsi qu' une coordination et un minutage précis. L' appui d' artillerie dont on aurait besoin était incroyablement complexe avec des barrages se déplaçant vers l' avant, vers l' arrière et latéralement.<sup>39</sup> Le danger était évident; comprimer trois divisions dans un tel défilé naturel pouvait entraîner leur extermination rapide. En d' autres termes, un échec pouvait causer l' élimination du Corps d' armée canadien et marquer à coup sûr la fin de la carrière militaire de Currie.<sup>40</sup> Horne, qui commandait la Première armée, a pâli quand on lui a fait part du concept et a exhorté Haig et Byng de bloquer le projet de Currie. Mais aucun des deux ne parvint à dissuader ce dernier.

L' attaque fut lancée à 5 h 20 le 27 septembre. À la fin de la journée, le Corps avait capturé le Canal du Nord et la Forêt de Bourlon, très importante du point de vue tactique. Ils' agissait d' un autre exploit des Canadiens et d' un témoignage supplémentaire du génie de Currie. L' historien du 188 Régiment allemand, la Garnison Bourlon, a écrit : « Tous nos espoirs de victoire ont été anéantis ce jour-là. »<sup>41</sup> Au cours des quatre jours qui suivirent, les Canadiens, qui attendaient que se pointe la Troisième Armée de Byng, en retard, durent essuyer d' incessantes contre-attaques. Les Allemands lancèrent 13 divisions et 13 unités indépendantes de mitrailleurs contre les troupes canadiennes, mais celles-ci parvinrent à résister aux coups de boutoir.<sup>42</sup> Comme l' affirme Schreiber, la bataille du Canal du Nord s' est avérée le chef-d' œuvre opérationnel de Currie, le point culminant de son éducation en tant que général. Avec le lent retrait des Allemands vers la Belgique, la poursuite finale s' est

enclenchée. Les troupes de Currie allaient mener la chasse jusqu' à Valenciennes puis jusqu' à Mons, où elles arrivèrent aux petites heures le 11 novembre 1918.

#### CONCLUSION

De par son expérience du champ de bataille, Sir Arthur William Currie s' est montré un véritable génie tactique. Il faisait partie de ces rares généraux qui, malgré le climat d' incertitude constant régnant à la guerre, ont su tirer un enseignement des circonstances. Il possédait tous les attributs du leader : intelligence, courage, détermination, énergie, fermeté, caractère et ténacité, qu' il a su mettre à profit pour obtenir de remarquables succès durant la guerre. Sous son commandement, le Corps d' armée canadien s' est toujours emparé de ses objectifs, n' a jamais perdu une seule pièce d' artillerie et n' a jamais concédé un pouce de terrain où il avait fini par s' installer. Comme l' a noté Currie lui-même, au cours des 100 derniers jours, le Corps d' armée canadien est parvenu à vaincre de façon décisive plus de 50 divisions allemandes, soit le quart environ de l' armée allemande sur le front ouest.<sup>44</sup> Il est absolument remarquable que Currie et les siens soient toujours parvenus à planifier les opérations des troupes canadiennes de manière à ce que celles-ci connaissent du succès dans

un affrontement ouvert, d' Amiens à Mons, et à s' emparer en 96 jours seulement de plus de 80 milles de territoire occupé par l' ennemi.<sup>45</sup>

Le général Sir Arthur Currie ne possédait pas un talent exceptionnel, pas plus qu' il n' était béni des dieux. Il possédait plutôt un esprit analytique qui n' était pas limité par des dogmes et puisait dans son expérience les leçons à appliquer à la situation du moment. Il s' est montré capable de synchroniser les nombreux éléments du Corps d' armée et d' en faire une formation unie – plus forte que la somme de ses parties.<sup>46</sup> Enfin, Currie était assez courageux pour rejeter la doctrine établie, dépassée, assimiler toutes ses expériences et élaborer ses propres concepts doctrinaux, les quels allaient être à la base des succès inégalés qu' a connus le Corps d' armée canadien. De par son génie tactique « naturel », Currie sortira toujours vainqueur – à Vimy, à Passchendaele la tragique, à Amiens, à la Ligne Drocourt-Queant, au Canal du Nord, à Cambrai et à Mons. Les mots de Lord Moran me viennent à l' esprit pour synthétiser les réalisations du général Sir Arthur Currie: « À la guerre, la vraie mesure du succès c' est le succès lui-même. »<sup>47</sup> Bien dit.



#### À propos de l' auteur . . .

*Le capitaine Roger Barrett est bachelier en physique de l' Université de Toronto; il vient récemment d' entreprendre une maîtrise en arts (études sur la guerre) au Collège militaire royal du Canada. Il a effectué deux périodes de service avec le 2<sup>e</sup> Bataillon, The Royal Canadian Regiment, et une affectation hors régiment en Ontario. Il est diplômé du Cours de commandement et d' état-major de la Force terrestre. Il suit actuellement un cours de français d' une durée d' un an.*

## NOTES

- 1 C. Von Clausewitz, *On War*, Woodsworth Editions Limited, 1997, p. 40.
- 2 Von Clausewitz, p. 40.
- 3 Von Clausewitz, p. 43.
- 4 H.M. Urquhart, *Arthur Currie: The Biography of a Great Canadian*, Toronto, J.M. Dent & Sons, 1950, p. 37.
- 5 D.G. Dancocks, *Sir Arthur Currie: A Biography*, Toronto, Methuen, 1985, p. 54.
- 6 Dancocks, p. 79.
- 7 S.B. Schreiber, *Shock Army of the British Empire: The Canadian Corps in the Last 100 Days of the Great War*, London, Praeger, 1997, p. 18.
- 8 Dancocks, p. 85.
- 9 Dancocks, p. 86.
- 10 Dancocks, p. 87.
- 11 Dancocks, p. 87.
- 12 J. Swettenham, *To Seize the Victory: The Canadian Corps in World War I*, Toronto, The Ryerson Press, 1965, p. 121.
- 13 Dancocks, p. 89.
- 14 Dancocks, p. 89.
- 15 Schreiber, pp. 11 et 12 et Dancocks, p. 87.
- 16 D.J. Goodspeed, *The Road Past Vimy: The Canadian Corps, 1914-1918*, Toronto, Macmillan, 1969, p. 91.
- 17 Dancocks, p. 92.
- 18 Dancocks, p. 99.
- 19 Swettenham, p. 170.
- 20 Dancocks, p. 106 et Swettenham, chapitre 10 « Currie Retrieves Haig's Reputation From The Passchendaele Mud ».
- 21 Dancocks, p. 110.
- 22 D. Morton et J.L. Granatstein, *Marching to Armageddon: Canadians and the Great War 1914-1919*, Toronto, Lester & Orpen Dennys, 1989, p. 167.
- 23 Dancocks, p. 113.
- 24 D. Morton, *A Military History of Canada*, Edmonton, Hurtig Publishers, 1990, p. 150.
- 25 Schreiber, p. 12.
- 26 Dancocks, p. 129.
- 27 Dancocks, p. 130.
- 28 Schreiber, p. 12. Citations tirées directement de *L'histoire britannique officielle de la Première Guerre mondiale* d'Edmond.
- 29 Swettenham, p. 209.
- 30 Schreiber, p. 50.
- 31 Schreiber, p. 55.
- 32 Dancocks, p. 159.
- 33 Swettenham, p. 216.
- 34 Dancocks, p. 162.
- 35 *Auftragstaktik* est un terme allemand qui désigne les ordres « de mission » ou, dans un sens plus large, le contrôle directif dans le concept théorique allemand de manœuvre. La prémisse a essentiellement trait à la diffusion de l'intention tactique du commandant et d'une mission plutôt qu'une liste de vérification détaillée comme ordres. L'*auftragstaktik* veut accroître la liberté d'action des commandants subalternes et, partant, les amener à faire preuve d'initiative malgré les dangers que cela représente. Il s'agit d'un concept avec lequel la majorité des officiers de la BEF étaient assez peu familiers. Currie et certains de ses officiers l'ont adopté pour parer au plus pressé, plutôt que pour avoir étudié ou compris la théorie allemande. Pour de plus amples renseignements sur l'*auftragstaktik* voir Lind, *The Maneuver Warfare Handbook* ; Simpkin, *Race to the Swift*; et Leonard, *The Art of Maneuver*. Il en est aussi bien sûr question dans l'actuelle série 300 des publications de doctrine de la Force terrestre canadienne.
- 36 Schreiber, p. 92.
- 37 D. Morton et J.L. Granatstein, p. 223.
- 38 Swettenham, p. 221.
- 39 D. Morton et J.L. Granatstein, p. 223.
- 40 Swettenham, p. 221.
- 41 D. Morton et J.L. Granatstein, p. 226.
- 42 Dancocks, p. 165.
- 43 Schreiber, p. 110.
- 44 Dancocks, p. 174.
- 45 A.M.J. Hyatt, *General Sir Arthur Currie: A Military Biography*, Toronto, University of Toronto Press, 1919, p. 119.
- 46 Voir l'introduction et le premier chapitre du volume de Schreiber, qui emploie une métaphore musicale pour parler des talents de commandant et de leader de Currie, qu'il appelle le « grand maestro ».
- 47 Lord Moran, *The Anatomy of Courage*, Première édition américaine, Boston, Houghton Mifflin Company, 1967, p. 194.

## TRIBUNE LIBRE

### COMMENTAIRES, OPINIONS ET CONTESTATIONS

**Réfutation des observations faites par le lieutenant-colonel Mike Cessford dans son article « Quelques réflexions sur l'Armée du 21<sup>e</sup> siècle », du Bulletin, Vol. 2, no. 1, daté de février 1999.**

*Un dernier mot sur ce débat par le capitaine Lee Hammond de l'École d' artillerie :*

J'aimerais féliciter ceux qui ont rédigé les articles et ceux qui y ont réagi dans le numéro de février 1999 du Bulletin de doctrine et d' instruction de l' Armée de terre. J' estime que bon nombre des observations étaient de nature à faire avancer les choses et à susciter le débat et que nos commandants supérieurs devraient en prendre bonne note.

C' est dans cette optique que je tiens à nouveau à commenter certaines des suggestions faites par le lieutenant-colonel Cessford dans son article « *Quelques réflexions sur l' Armée de terre du 21<sup>e</sup> siècle* ». En ma qualité d' instructeur de tir d' artillerie, je suis pleinement d' accord avec bon nombre des idées qu' il avance sur l' importance du champ de bataille tridimensionnel et, en particulier, sur le rôle du combat en profondeur. De récents articles sur les expériences tactiques et les exercices de poste de commandement des forces américaines indiquent que cette dernière prend de plus en plus d' importance en rapport avec la guerre terrestre. À vrai dire, cela ne devrait pas nous surprendre, étant donné que, depuis même la Seconde Guerre mondiale, les Alliés pratiquent une certaine forme du combat en profondeur en faisant appel à leur puissance aérienne.

Ce qui a toutefois changé depuis est la capacité de l' Armée de terre de livrer le combat en profondeur à même des ressources intégrales. Comme le lieutenant-colonel Cessford a raison de

le noter, les véhicules aériens télépilotés (VAT), le Radar Q47 Firefinder II, les dispositifs de guerre électronique et même le Coyote peuvent permettre de repérer des objectifs se trouvant à des distances considérables de la limite avant de la zone de bataille (LAZB). Toutes ces ressources nous aident à mener nos opérations d' information, lesquelles, comme le signale le major Bowes dans son article (« Opérations d' information : Place du commandement de mission », également dans le Volume 2, numéro 1), constituent la voie de l' avenir. Malheureusement, les opérations d' information, et particulièrement celles se rapportant au combat en profondeur, ne rempliront pas vraiment leur office tant que l' Armée de terre du Canada ne se sera pas procuré les capteurs nécessaires pour recueillir les données. Je suis donc parfaitement d' accord avec le lieutenant-colonel Cessford quant à l' importance de cette acquisition pour le Canada.

Le lieutenant-colonel Cessford suggère également que le Canada se munisse des moyens nécessaires pour « tirer sur » des objectifs en profondeur par l' acquisition d' une artillerie de roquettes. Je ne crois pas qu' il existe un artilleur au Canada qui s' y opposerait, étant donné que nous aimerions tous pouvoir compter des systèmes comme des lance-roquettes multiples (LRM) dans notre arsenal. C' est toutefois sur la façon d' atteindre ce louable but que je diverge d' opinion

avec lui. Échanger les bouches à feu d' artillerie contre des roquettes équivaldrait à troquer des pommes contre des oranges. Les roquettes possèdent certes les qualités que leur reconnaît le lieutenant-colonel Cessford, mais elles n' offrent pas toute la souplesse des bouches à feu (éclairage, types de munitions à la demande et, spécialement, vitesse de réaction). J' avancerais qu' il ne faudrait pas se limiter seulement au rafistolage de l' artillerie.

Dans ses commentaires sur le LAV III, le capitaine O' Leary (« La compagnie d' infanterie du 2<sup>e</sup> siècle », Volume 2, numéro 1) souligne que l' entrée en service de ce véhicule pourrait et devrait entraîner un examen complet de la façon de faire de l' infanterie. La conclusion logique de ses propos est que le même examen s' impose au niveau de l' Armée de terre quant aux nouvelles technologies disponibles et à la manière dont le Canada entend livrer la guerre de manoeuvre terrestre. Quand on étudie l' ordre de bataille actuel de la Régulière, on constate que nous disposons de neuf bataillons d' infanterie (dont trois d' infanterie légère), de trois régiments blindés, d' un régiment de défense antiaérienne de la Force totale, de trois régiments du génie, d' un régiment d' appui du génie et d' éléments de soutien au combat. La question qui se pose dans les circonstances est la suivante : s' agit-il là d' une répartition adaptée à l' ère moderne ?

Des observateurs aussi célèbres que le major-général (à la retraite) Lewis Mackenzie signalent souvent que Toronto compte plus de policiers municipaux que l' Armée canadienne de fantassins. On sait qu' en affirmant cela

le général Mackenzie veut montrer que l'Armée de terre est une petite organisation, mais on peut aussi en déduire qu'une armée pourrait se définir en fonction de ses bataillons d'infanterie. Le lieutenant-colonel Cessford semble croire qu'une armée de terre est plus que de simples bataillons d'infanterie lorsqu'il parle du combat en profondeur. Il affirme aussi que nous devrions accepter de prendre certains risques, dans certains domaines. Je suis d'accord avec lui, sauf que les risques en question devraient être courus dans toute l'Armée de terre et pas seulement au sein de l'artillerie. Selon moi, les bataillons d'infanterie légère devraient être les premiers touchés par une véritable réattribution des effectifs. Dans un contexte de guerre de manoeuvre moderne, ils n'apportent pas grand chose de plus à l'Armée de terre que ce que lui confèrent déjà ses bataillons mécanisés. Rappelons que les rangs de l'infanterie légère sont actuellement mieux garnis qu'ils ne l'étaient au plus fort de la guerre froide. De plus, le rôle d'infanterie légère n'est-il pas taillé sur mesure pour l'infanterie de la Réserve? À l'heure actuelle, 2400 soldats environ se retrouvent au sein des bataillons d'infanterie légère, ce qui ne représente guère d'autre avantage pour l'Armée de terre que celui de disposer d'un groupe nombreux de soldats bien entraînés et désireux de se faire valoir.

Ceux qui ne sont pas d'accord avec moi souligneront que les bataillons d'infanterie légère ont été créés pour combler les pénuries de fantassins dues aux nombreuses missions de maintien de la paix. Des grands pontes avanceront aussi que les bataillons d'infanterie légère sont parfaitement adaptés au nouvel ordre mondial, en vertu duquel la faveur est accordée au maintien de la paix plutôt qu'aux tâches de la guerre générale. Je pense cependant qu'ils auront tort, pour les raisons suivantes : premièrement, les bataillons d'infanterie légère manquent de l'équipement leur permettant de mener à bien la plus rudimentaire mission de maintien de la paix (qu'on se

rappelle le rééquipement et la formation dont les troupes du Régiment aéroporté du Canada ont dû faire l'objet avant de se rendre en Somalie) et ils devront emprunter des transporteurs de troupe blindés et du matériel; deuxièmement, qui a dit que seuls les bataillons d'infanterie pouvaient effectuer des missions de maintien de la paix? Qui plus est, ces derniers ont-ils à conserver une taille aussi imposante quand ils peuvent compter sur des radars, des VAT et des Coyotes additionnels?

Dix soldats affectés à une seule section d'infanterie légère pourraient ainsi faire fonctionner trois LRM (avec un certain soutien d'arrière-plan, j'en conviens). Peut-on douter que ces trois LRM auraient une influence beaucoup plus grande sur l'issue de la bataille que les 10 fantassins, spécialement si l'on parvient à éliminer l'ennemi 40 km avant qu'il n'atteigne la LAZB? Beaucoup de fantassins qui me liront me croiront anti-infanterie mais, quel scénario préféreraient-ils lors d'un combat? Les capteurs comme les VAT et les radars dont fait mention le lieutenant-colonel Cessford nous fournissent un autre exemple à ce titre. Même si nous en achetions, nous ne disposons pas présentement du personnel nécessaire pour les faire fonctionner. Devrions-nous remplacer les canons par des radars? Je ne crois pas. Les 10 soldats mentionnés tout à l'heure ne seraient-ils pas plus profitables à l'Armée de terre canadienne s'ils s'occupaient de radars Q47 ou d'une section de VAT? Après tout, dans la guerre de manoeuvre, le but est de dénicher l'ennemi et de l'éliminer. Mieux vaut l'engager quand il se trouve encore à 40 km que l'affronter au corps à corps.

Le rôle de l'aviation d'attaque est un autre point intéressant soulevé par le lieutenant-colonel Cessford. Je suis d'accord avec ses critiques sur la façon dont notre aviation tactique est organisée. Les commandants d'aviation sont les seuls commandants au sein de la brigade ou de la division qui ne sont pas tenus de suivre le cours intermédiaire de tactique ou le cours

d'état-major de la Force terrestre. Un grand nombre de commandants d'hélicoptères tactiques ne reçoivent ainsi pas cette dernière formation et ceux à qui on la dispense sont vus comme des collaborateurs plutôt que comme de vrais stagiaires faisant l'objet d'une évaluation. En deux mots, malgré les meilleures intentions des intéressés, notre communauté aérienne ne fait pas vraiment partie de l'équipe, particulièrement quand on la compare à son pendant chez les *US Marines* et *US Army*. Plus déplorable encore, cependant, est le manque de moyens en rapport avec l'aviation d'attaque. Là encore, j'abonde dans le sens du lieutenant-colonel Cessford quand il affirme que nous devons nous améliorer dans ce domaine. Après tout, des armées ayant une taille et des capacités semblables aux nôtres (l'Armée de terre australienne) font des efforts en ce sens. À vrai dire, l'aviation d'attaque prend de l'importance partout dans le monde. La conclusion logique serait que nous devons nous attendre à ce que nos futurs adversaires disposent d'éléments à ce titre. Nous devrions donc mettre l'accent sur la défense antiaérienne pour contrer cette menace mortelle, ce qui m'oblige à nouveau à poser la question : les bataillons d'infanterie légère sont-ils les meilleures formations où affecter nos effectifs ou ne vaudrait-il pas mieux attribuer 200 membres de la Régulière, équipés d'un matériel spécialisé à la fine pointe de la technologie, au 4<sup>e</sup> Régiment de défense antiaérienne? (Ceci règlerait en grande partie la grave pénurie de personnel au sein de cette formation.)

Enfin, il me faut parler des limites structurales actuelles de l'Armée de terre du Canada. Demeurer organisés en groupes-brigades indépendants va nous empêcher de focaliser sur autre chose que le combat au contact, à moins que nous n'adoptions une structure divisionnaire avec une réattribution de l'effectif permettant un meilleur équilibre. Je n'ai pas l'intention de dresser la liste complète des options qui s'offrent à nous, mais il n'en demeure pas moins que les brigades livrent des combats au

contact. Si nous voulons aller plus loin et nous adapter à la réalité du combat en profondeur, nous devons nous doter des structures organisationnelles et de l'équipement nécessaires pour livrer une bataille tridimensionnelle. Depuis plusieurs années, l'École d'artillerie enseigne le combat en profondeur dans le cadre du cours de fonctions d'état-major d'artillerie. Ce vaillant effort a connu passablement de succès, compte tenu des ressources limitées dont on jouit. L'École ne dispose cependant d'aucun des systèmes automatisés des QG divisionnaires et, de concert avec la Direction de la doctrine de l'Armée de terre ainsi que le quartier général divisionnaire, elle est une des rares organisations à réfléchir et à agir à ce niveau.

Enfin, les suggestions du lieutenant-colonel Cessford en rapport avec la Réserve m'apparaissent valables. Il nous faut confier à cette dernière des

missions pertinentes, qui soient profitables à l'Armée de terre dans son ensemble. Les unités d'artillerie de la Réserve pourraient ainsi, au lieu de constituer une autre batterie de canons légers, se charger du fonctionnement de radars de défense anti-armes, tandis que les unités d'infanterie de la Réserve pourraient adopter le rôle des bataillons d'infanterie légère.

Les vérificateurs vont probablement pousser de hauts cris à la lecture de certaines de mes propositions. J'avancerai que les membres du personnel constituent le principal coût au chapitre des dépenses et que la redistribution de l'effectif pourrait peut-être nous permettre de compenser l'achat de nouvel équipement comme des VAT, de l'artillerie de roquettes et des radars. Qui plus est, je rétorquerai à l'objection souvent apportée voulant que bon nombre des capacités susmentionnées devraient être à la

charge de nos alliés que, durant la Seconde Guerre mondiale, nos corvettes, à l'encontre des navires britanniques, étaient équipées de canons en bois et n'avaient pas de radars. Pourquoi penser qu'il pourrait en être autrement la prochaine fois? Si un engagement à grande échelle survenait, nos alliés auraient tout autant que nous besoin de leur matériel. Enfin, même si mes commentaires et mes points de vue me vaudront peut-être des ennemis dans l'infanterie, j'affirme que doter l'Armée de terre des capacités susmentionnées ne peut que résulter en un nombre plus grand de survivants parmi vous au dernier jour du combat, après que vous ayez apporté votre contribution indispensable sur le champ de bataille.



**Commentaire portant sur l'article intitulé « L' Armée et les affaires publiques de 1990 à 1998 », rédigé par le capitaine Claude Beaugard, Vol. 2, no. 1, février 1999.**

*Le colonel Charles Lemieux, Directeur de la planification stratégique de l'Op ABACUS (J3 Y2000) et ancien Directeur des communications de la Force terrestre – État-major de l'Armée de terre (de janvier 1997 à août 1998) écrit :*

Dans son article intitulé « L' Armée et les affaires publiques de 1990 à 1998 », le capitaine Claude Beaugard jette un éclairage sur les affaires publiques des Forces canadiennes (FC) et de l' Armée de terre au cours de cette période, mais la description qu'il en fait est incomplète. Puisque la politique des affaires publiques est élaborée au niveau national/stratégique, le capitaine Beaugard aurait pu mieux faire connaître aux lecteurs le milieu restreint des communications qui prévalait au Ministère jusqu'à ce que l'actuelle politique des affaires publiques entre en vigueur le 1 mars 1998.

Le capitaine Beaugard a également choisi de publier les projets inachevés de la Direction des communications de la Force terrestre,

ainsi que ses réalisations. Malheureusement, le capitaine Beaugard donne à ses lecteurs

*« Une Armée de terre fière, cohérente, fidèle à son éthique professionnelle (B-GL-300-000/FP-000), répondant aux besoins du pays, en qui les Canadiens ont confiance, reflétant la société, et oeuvrant dans l'intérêt de notre public chez nous et à l'étranger. »<sup>1</sup>*

l'impression que peu de progrès a été réalisé au cours des deux dernières années dans les communications de

l' Armée de terre. En lisant l' article, je me rappelais le commentaire légendaire du lieutenant-général C.H. Belzile lorsqu' il lisait ou entendait les commentaires teintés de cynisme : il faut autant d' effort pour être positif (constructif).

Le 1 mars 1998, la nouvelle politique des affaires publiques du ministère de la Défense nationale (MDN) établissait « une approche moderne, progressive et professionnelle des affaires publiques, qui favorisait activement l' ouverture et la transparence ». Ce cadre n' existait pas pendant la plus grande partie de la période étudiée par le capitaine Beaugard (1990 à 1998), à l' époque où les commandants et l' état-major élaboraient des stratégies des affaires publiques qui eurent du succès dans la mesure où la situation le permettait. C' est le rapport du Ministre de la défense nationale au Premier ministre de mars 1997 et le rapport de la Commission d' enquête sur la Somalie du 30 juin 1997 qui ont déclenché le besoin immédiat de transparence des activités du Ministère et des Forces canadiennes auprès des Canadiens.

Le MDN et les FC sont maintenant obligés de communiquer avec les Canadiens. Pour y arriver, il faut imposer une discipline de coordination de la diffusion auprès du public et laisser la liberté de parole aux experts. Ces principes de communications efficaces sont bien connus; le défi consiste toutefois à laisser chaque niveau de commandement exercer l'obligation de parler. Entre autres conséquences de cette nouvelle politique, l'Armée de terre est obligée d'investir du temps et des ressources pour élaborer une stratégie de communications, et de planifier pour informer l'Armée de terre et les Canadiens de sa vision de l'avenir tout comme de ses plans immédiats, et de rendre compte de ses activités. Le journal des Forces canadiennes *La feuille d'érable* et le *Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre* sont quelques-uns des outils mis en place en vue d'assurer des communications réciproques sur des sujets intéressants à l'Armée de terre.

Le capitaine Beaugard affirme à juste titre que les communications et les relations publiques sont des fonctions de leadership. Même s'il était préférable de compter davantage d'officiers des affaires publiques parmi l'effectif des unités de l'Armée de terre, les commandants font malgré tout des progrès en s'impliquant dans les communications. Le défi qu'ils ont à relever porte sur l'éducation et la formation. Je suis convaincu que les

commandants et leurs états-majors commencent maintenant à penser aux communications internes et externes en agissant dans le cadre de la stratégie des communications de l'Armée de terre.

Dans les années 1990, l'Armée de terre a dû faire face non seulement à des missions intérieures complexes, mais aussi à la critique de son leadership. Pendant la crise humanitaire interne, les FC (et l'Armée de terre) ont réussi à projeter une image positive, comme le font ressortir les rapports sur la crise d'Oka (1990), sur l'inondation au Saguenay (1996), sur les inondations au Manitoba (1997), et sur la tempête de verglas dans l'est de l'Ontario, l'ouest du Québec et le Nouveau-Brunswick (1998). Dans un autre ordre d'idées, les enquêtes et la Commission d'enquête de Bakovici (mai 1995 – juin 1998) et l'intégration des militaires des deux sexes (janvier 1997-toujours en cours) font également l'objet d'enjeux complexes auxquels s'attaque le leadership de l'Armée de terre. Le chef d'état-major de l'Armée de terre, avec l'appui des affaires publiques de l'Armée de terre, s'est penché sur ces questions dont ils s'entretient avec les médias à l'occasion de conférences de presse de juillet 1996 à juin 1998. Les discussions ouvertes sur ces questions et les incidents connexes ont marqué un tournant décisif des affaires publiques de l'Armée de terre.

Si je me fie à mon expérience, je crois que l'Armée de terre prend les mesures qu'il faut pour s'attaquer « au bon et au moins bon » dans le cadre de sa stratégie globale.

Pour le bien de l'Armée de terre, il importe de communiquer et de partager nos points de vue. Je suis par conséquent heureux que le capitaine Beaugard ait bien voulu partager son opinion sincère au sujet des communications de l'Armée de terre, ce qui m'a donné la possibilité de m'exprimer à mon tour.



## NOTES

1 L'un des six buts stratégiques de l'Armée de terre - améliorer son identité et son image. La description de ce but stratégique est présentée dans ce commentaire. Ses objectifs et ses priorités figurent dans les *Directives et orientations stratégiques de la Force terrestre*, 1998, Partie II, chapitre 8.

2 Pendant la période 1982-1984, l'auteur était le chef de cabinet du lieutenant-général C.H. Belzile, commandant de la Force mobile (FMC).

3 *Politique d'affaires publiques, Directives et ordonnances administratives de la Défense, DOAD 2008-0*, 1 mars 1998, Orientation de la politique, p.3.

**À la recherche de vos commentaires, nos lecteurs expriment leur opinion :**

### **DÉFINIR LES FORCES CANADIENNES DE DEMAIN :**

#### **IL EST TEMPS D'AGIR**

*Le lieutenant-colonel Steve Appleton*

*Chef d'état-major du Centre d'instruction au combat*

**A**u moment où j'écris ces lignes, le MDN est apparemment l'objet d'une autre restructuration ayant pour but de lui trouver un profil économiquement viable, compte tenu de modèles de prévision des coûts actuels et futurs. Qui plus est, les Directives et

orientations stratégiques de la Force terrestre ont été diffusées, qui précisent clairement la vision de l'Armée de terre quant au développement de la force d'aujourd'hui, de demain et de l'avenir. Sans tomber dans la simplification à outrance et compte tenu du médium à

ma disposition, les réponses à cette question m'apparaissent évidentes depuis quelque temps déjà. J'aime procéder par déduction et il m'apparaît important de dégager une définition de l'état final dans la poursuite d'une orientation. Cette forme d'analyse doit s'amorcer par la formulation d'une théorie ou d'une déclaration et déboucher sur l'énumération de conclusions spécifiques et étoffées. De même, les conclusions connexes doivent s'inscrire dans le cadre de conditions réalistes et atteignables, compte tenu du caractère national.

C'est pourquoi j'avance que l'actuelle interprétation de la situation militaire canadienne n'est pas suffisamment focalisée. J'estime que les conclusions qu'on a tirées des déclarations de principe existantes sont trop vagues. Elles ne permettent pas la spécificité nécessaire à un développement et à une identification véritables des forces dans le contexte politico-économique présent et futur. L'ambiguïté inhérente à la condition actuelle a causé une certaine forme de paralysie qui va plus loin que la réduction financière; de nos jours, l'incapacité de nos leaders politiques et militaires de faire progresser ces dossiers à l'unisson, dans un esprit de collaboration et sans visées électoralistes, fait que nous nous retrouvons avec des forces militaires tenant un rôle symbolique. Même si elle est déplorable du point de vue professionnel, la situation n'est pas sans précédent dans l'histoire militaire et politique du Canada.

L'élaboration d'un état final approprié pour les Forces canadiennes et, par extrapolation, pour l'Armée de terre, est le pivot de mon argumentation. Un tel projet mériterait facilement de faire l'objet d'un « Livre » et, à cause de sa nature définitive, sort du champ d'application de la présente. Il apparaît clairement toutefois qu'un certain nombre d'éléments de l'approche proposée font déjà partie intégrante des politiques existantes et, collectivement ou individuellement, nous montrent la voie à suivre.

Afin de mieux comprendre les choses et de les voir sous un angle plus simple, on peut, pour commencer, se baser sur le Livre blanc sur la défense de 1994. Même s'il n'offre pas d'orientation connexe au niveau national, le document en question a pour thème générale le maintien de forces polyvalentes et prêtes au combat dans un contexte international, faisant preuve d'une capacité d'intervention demeurant souple, réaliste et abordable. Qui plus est, le Livre reconnaît un certain nombre

d'exigences liées à la sécurité intérieure. On peut donc raisonnablement avancer que les leaders nationaux ont élaboré un état final pour les FC qui correspond à des impératifs financiers, stratégiques et politiques.

#### CONSIDÉRATIONS FINANCIÈRES

En 1999, il est permis de croire que la viabilité financière peut fort bien être l'élément déterminant en ce qui a trait aux Forces canadiennes. Depuis la publication du dernier Livre blanc, le budget du Ministère a été réduit de plus de 20 %. Cette décision financière a entraîné diverses initiatives d'envergure ayant pour thèmes des choses comme l'élimination de la redondance, la rentabilisation maximale, les ententes de partenariat et la justification des coûts. Compte tenu de ces diktats et du contexte financier, il est clair que les initiatives en question n'ont pas encore permis d'atteindre l'ensemble des objectifs visés. L'acquisition de systèmes et de plateformes technologiques coûteux et autonomes doit par conséquent être minimisée. De même, quand des systèmes du genre existent déjà, il importe de les incorporer pleinement aux activités militaires principales. Quand cela ne s'y prête pas, pour des raisons financières ou de fonctionnement, la seule solution devient l'abandon et le remplacement du système. L'argent consacré aux ressources humaines doit alors être proportionnel au dividende souhaité. S'y prendre autrement serait manquer à l'impératif financier.

Dans le contexte militaire, cette analyse entraîne deux observations. Les principaux facteurs générateurs de coûts au chapitre de la technologie sont liés à l'environnement aérien et naval. Le deuxième facteur prépondérant est la présence d'une force permanente. La viabilité financière passe par le maintien d'une Force régulière plutôt petite que grande, laquelle jouirait cependant d'un

appui technologique de pointe, de manière à ce que les leaders politiques puissent retirer un bénéfice maximal de leur intervention. Il faudra aussi attirer et conserver des gens possédant les qualités intellectuelles, personnelles et physiques que requiert la profession des armes dans son ensemble pour compenser cette ponction pécuniaire.

#### CONSIDÉRATIONS STRATÉGIQUES

Les questions stratégiques de premier plan sont bien connues : dépendance globale accrue, écart grandissant entre pays riches et pauvres, régionalisation économique sans cesse croissante, réduction et polarisation marquées des ressources naturelles essentielles et instabilité politique et économique internationale. La préservation et l'amélioration économiques présentées sous le couvert des intérêts nationaux vont demeurer les préoccupations premières de l'État-nation et, à ce titre, déterminer dans une large mesure la principale menace pesant sur lui. Idéalement, ces considérations devraient nous inciter à nous doter d'une capacité indépendante de surveillance et de contrôle véritables de nos frontières et nous offrir des garanties raisonnables en matière de sécurité. Le Canada a choisi de ne pas assurer seul sa sécurité et doit par conséquent conclure diverses ententes et divers pactes. Il importe donc de déterminer les partenariats indispensables à la survie du pays et ceux qui ne font que servir ses intérêts à l'étranger. Le choix semble facile à faire.

Dans la sphère d'influence militaire, le Canada doit non seulement trouver son créneau dans la communauté internationale mais aussi, ce qui est plus important encore, son rôle comme complément de la position stratégique des Américains et de l'alignement des forces de sécurité. Les tâches de surveillance, d'alerte avancée et de protection limitée s'imposent dans ce



contexte. De même, la projection d'une force influente (probablement dans une situation où les circonstances se prêtent mal à une intervention hâtive des États-Unis), justifierait l'implication internationale du Canada. Avec les liens qu'il unissent à des pays d'Europe, son bilinguisme ainsi que les contacts qu'il se crée dans les pays riverains du Pacifique ainsi qu'en Amérique centrale et en Amérique du Sud, le Canada a certes un rôle mondial à jouer.

### CONSIDÉRATIONS POLITIQUES

Aux fins du présent article, je vais limiter mes commentaires à la dynamique intérieure. Les questions liées aux conditions ou à la qualité de vie vont se retrouver au premier plan du débat national. Nous assistons à un élargissement constant de l'écart entre les riches et les pauvres; dans un même temps, la population canadienne vieillit et son espérance de vie augmente. On s'attend à ce que le nombre de Canadiens à la retraite augmente de 300% d'ici 2010 et que la durée moyenne de celle-ci soit de 30 ans<sup>3</sup>. Le coût du soutien social va doubler. Compte tenu de ces pressions, les Canadiens, déjà moins tolérants envers les efforts d'aide humanitaire destinés à l'étranger, n'accepteront pas que leur gouvernement soit incapable de valider et de justifier chaque activité financée par l'État. La diversité ethnique de plus en plus grande de la population va exercer une influence déterminante sur la formulation des politiques étrangères et intérieures du pays. Enfin, les autochtones canadiens vont continuer de monopoliser l'attention politique.

Pour les militaires, tout cela signifie une recherche de pertinence au meilleur coût. Le Ministère ne doit pas s'attendre à recevoir beaucoup plus d'argent. À vrai dire, il devra s'efforcer d'échapper aux coupures additionnelles. Qui plus est, les Canadiens souhaitent désormais que leurs soldats leur viennent en aide en cas d'urgence au pays et, quoique dans une

moindre mesure, qu'ils interviennent lorsque les intérêts canadiens à l'étranger sont en péril sur le plan tant humanitaire qu'économique. Ils ont bien raison. Il faut donc scruter tous les aspects de la force militaire pour mesurer l'applicabilité et la valeur relative par rapport à ces attentes.

### UN MODÈLE CONCEPTUEL

La création d'une structure de base, découlant des thèmes présentés ci-dessus, s'impose. Aux fins de l'élaboration de la présente argumentation, un tel modèle général servirait de point de départ à une analyse et à une discussion détaillées.

Dans le respect des conclusions du Livre blanc de 1994 sur l'état final, le Canada va conserver une force polyvalente, capable de livrer combat. Pour des raisons d'ordre géostratégique principalement, le gros de la force en question se retrouvera au sein des éléments maritime et terrestre. Le fait que le Canada soit baigné par trois océans nécessitent des ressources importantes, non seulement pour patrouiller activement sur et sous l'eau, dans les routes maritimes et les eaux territoriales, mais aussi pour surveiller et protéger les immenses ressources naturelles non exploitées qu'on retrouve au fond des mers. Pour des raisons politiques à la fois intérieure et internationale, un solide élément terrestre est également essentiel. Peu importe la taille de la formation en cause, il apparaît clairement que cette dernière devra être capable et avoir la volonté de mener des opérations internes et internationales et qu'elle devra être équipée, structurée, formée et suffisamment souple pour mener ces opérations. La répartition Régulière/Réserve est déterminante à ce chapitre, compte tenu des limites financières imposées. Une force permanente, petite et robuste, spécialisée en intervention lors de conflits, satisfaisant à des critères bien arrêtés en matière de maintien en puissance, capable d'incorporer progressivement des éléments mobilisés

de la Milice conviendrait parfaitement dans le contexte canadien actuel. Notre histoire démontre qu'il s'agit d'une notion qui nous ressemble. Depuis la guerre des Boers, les forces terrestres sont celles qui ont permis à notre pays de retirer le plus de dividendes. Il faudrait bien sûr que la force permanente dispose de l'équipement et des véhicules requis.

L'élément aérien est celui qui ferait l'objet des plus importants changements. Les deux thèmes majeurs seraient la surveillance de l'espace aérien et l'appui de l'élément terrestre, plus spécifiquement le transport aérien stratégique et l'appui d'aviation. Comme nous avons pour voisin la nation possédant la plus grande et la plus puissante flotte aérienne au monde, il ne vaut plus la peine que nous possédions des chasseurs. Cette ressource ne satisfait à aucun des critères mentionnés. La possibilité d'une relation plus rentable avec les Américains dans ce domaine est très réelle et il faut faire des efforts en ce sens.

Il ne s'agit là que d'un exemple des choix qui s'offrent à nous présentement, compte tenu des décisions prises par nos leaders politiques au sujet de l'état final. Je ne vous apprends pas grand chose de nouveau. Ce processus de raisonnement dépeint à grands traits les lacunes inhérentes à l'actuelle macrostructure de la force et démontre clairement que notre actuelle configuration de sécurité n'est pas celle qui permet à la population canadienne d'obtenir les meilleurs résultats. Plus important encore, il met le problème en perspective et offre des solutions de fond en vue d'un changement.

### CONCLUSION

Le nombre de permutations possibles pour ce qui est de la composition des forces militaires est certes très vaste. Sans compter que l'absence d'une stratégie nationale bien arrêtée vient compliquer les choses. Il est clair

cependant que le Gouvernement ne semble pas prêt à revenir aux anciens niveaux de financement pour le MDN; de plus, la compétition pour l' obtention de fonds ne peut qu' aller en augmentant, et ce pour des causes politiquement beaucoup plus risquées pour le Gouvernement que la sécurité. Les leaders militaires doivent donc prendre l' initiative et proposer une force qui soit à la fois crédible, abordable et vue par les décideurs comme en donnant pour son argent au contribuable. En deux mots, les militaires canadiens ne

peuvent plus satisfaire tout le monde et son père. Des études détaillées sur le rôle et la taille d' un élément quelconque menées de façon isolée ne peuvent plus servir à grand chose; il faut voir le tableau dans son ensemble. En connaissance de cause ou non, l' orientation dans cet effort a été établie il y a quelque temps déjà.

Il nous faut avoir le courage collectif d' agir. C' est notre obligation!



## NOTES

1 Gouvernement du Canada, *Livre blanc sur la défense 1994*, p. 3-38.

2 L' auteur fait référence en particulier à des initiatives comme Diversification des modes de prestation des services (DMPS), Comptabilité par activité (CPA), Organisation la plus efficiente, retenue des recettes, etc.

3 Garth Turner, *The Defence*, Toronto, Key Porter Books, 1998, p. 14.

### JOUER DU VIOLON PENDANT QUE ROME BRÛLE

*Le lieutenant-colonel L.J. Zaporzan*

*Commandant du 8th Canadian Hussars (Princess Louise's)*

Il a été décidé l' an dernier de retirer le Cougar des régiments blindés de la Régulière et de le confier uniquement aux régiments de la Réserve. Cela m' apparaît troublant quand on songe à notre volonté « d' unification de l' Armée de terre », mais il ne s' agit pas là de la conséquence la plus grave de cette initiative. Le remplacement du Cougar par le Coyote n' est qu' une des nombreuses décisions à courte vue prises dans le cadre du processus permanent de marginalisation du Corps blindé au sein de l' Armée de terre et seules les unités blindées de la Réserve s' y sont opposées. Avant que mes collègues de l' infanterie ne fassent les gorges chaudes, il importe qu' ils réalisent que la marginalisation d' une des deux « armes de mêlée » aura pour conséquence que l' Armée de terre ne sera bientôt plus bonne qu' à s' occuper du maintien de la paix et à jouer un rôle de policier. Je refuse de crier à la conspiration et ne crois pas que le Gouvernement veuille consciemment cantonner l' Armée de terre et, en bout de ligne, les Forces canadiennes dans un rôle constabulaire, mais c' est exactement ce qui va se produire sous peu, sans que les professionnels aient pu en débattre sérieusement.

Le Coyote est un excellent véhicule, convenant bien à la reconnaissance et à

d' autres fonctions blindées. Il est nouveau, fiable et mieux armé que le Cougar. Le problème entre vu pour ce qui est de son utilisation à des fins autres que la reconnaissance en est un de perception, en vertu de laquelle le Corps blindé ne se verra plus confier que des tâches tertiaires et éventuellement, l' Armée de terre ne sera capable que de rôles de soutien opérationnel. Il s' agit d' une perspective inquiétante, quand on songe qu' il n' y a pas si longtemps cette dernière pouvait mener à bien toute la gamme des opérations tactiques.

On compte un escadron de « reco » équipé du Coyote et deux escadrons de « sabres » au sein des régiments blindés de la Régulière. L' un de ces derniers est muni du Coyote et l' autre est un escadron de chars qui recevra bientôt le Leopard C2. Les escadrons de chars et de reco vont continuer à s' acquitter de leurs tâches en conformité de leurs présentes doctrines respectives. Les effectifs des deux escadrons de sabres sont structurés et formés pour livrer bataille en équipes de combat avec l' infanterie, l' artillerie et le génie. Cette façon de procéder permet une polyvalence tactique qui sert de base aux opérations de guerre et aux opérations autres que la guerre (OAG). Le char est le principal véhicule d' appui-feu direct de

cette articulation et, auparavant, le Cougar servait surtout à l' entraînement tactique des équipages de chars et des équipes de combat et aux opérations de faible intensité en collaboration avec d' autres armes de combat. C' est une collaboration du genre qui permet d' acquérir la souplesse requise pour qu' on s' acquitte de toutes sortes de tâches, dans toutes sortes de conflits.

L' utilisation du Coyote comme véhicule principal dans un des escadrons de sabres sera désastreuse pour deux raisons. Premièrement, certains régiments vont se servir de leurs escadrons de Coyote uniquement comme escadrons de cavalerie. Cela se défend quand on vise à faire la meilleure utilisation possible de l' équipement, mais le problème est que l' entraînement interarmes va en souffrir étant donné qu' on n' aura pas suffisamment de « chars » pour affilier des blindés à toutes les compagnies d' infanterie. Les escadrons de chars pourraient être divisés, mais cela n' est guère recommandable du point de vue de la doctrine. Qui plus est, au moment de remplacer les chars, on peut facilement faire valoir que des escadrons de 10 chars feraient l' affaire et qu' il suffit d' acheter le nombre requis de véhicules de combat blindés (VCB) pour combler les besoins de l' Armée de terre. En près de 21 années de service, je n' ai pas encore vu les Forces canadiennes remplacer leur vieil équipement par une quantité supérieure

d' équipement neuf. On en achète toujours moins.

La seconde raison en est une de perception pour les escadrons de Coyote qui pourraient demeurer l'élément blindé de l'équipe de combat. L'infanterie va bientôt recevoir le LAVIII. Il est plus gros, jouit d'un meilleur blindage, dispose d'un armement équivalent et est plus rapide que le Coyote. Dans le cadre des opérations, la question à cent dollars que poseront les fantassins sera : « Que est votre apport à l'équipe de combat? » Un canon capable de détruire des chars? Non, il est pareil au nôtre. Un véhicule capable d'offrir une mobilité tout terrain pour porter le combat là où ça compte? Non, notre véhicule est meilleur à ce chapitre. Une protection blindée qui va nous donner un peu de répit pendant que nous allons nous lancer à l'assaut de l'objectif? Non, pas plus que nous n'ayons déjà. Que pouvez-vous donc nous apporter alors? Voyons voir... Je crois que vous pourriez nous être utiles sur le flanc, quelque part. Pour le reste, nous devrions pouvoir nous débrouiller seuls. » Lors de l'entraînement, le Coyote aura du mal à suivre le LAVIII. Parce que ce dernier est plus gros et est équipé du même canon de 25 mm, il sera difficile de prendre les équipages du Coyote au sérieux. Nous allons à tout le moins nous retrouver avec une partie d'une génération de soldats qui auront reçu la formation nécessaire pour fonctionner en équipes de combat, mais qui ne croiront pas vraiment aux articulations interarmes du fait de n'avoir jamais vu une équipe du genre capable de livrer combat ou de ne s'être jamais entraînés dans le cadre

d'une équipe de combat. Dans notre armée de terre basée sur l'infanterie, il s'agit d'un dangereux précédent qui peut nous amener à nous interroger sur la raison d'être du Corps blindé. On pourrait d'ailleurs dire la même chose du Cougar par rapport au LAVIII, mais espérons qu'on décidera plutôt de le remplacer rapidement par un VBC.

Ceci m'amène à mon dernier point. Tant que nous utilisons le Cougar au sein de la Régulière, nous avons de bonnes chances de convaincre les responsables du MDN et du Conseil du Trésor qu'un VBC devait faire partie des immobilisations prioritaires. Je crois que l'infanterie nous aurait appuyés en ce sens, en raison de la nécessité qu'elle reconnaîtrait de revitaliser une partie de l'équipe de combat qui en avait besoin. Nous aurions aussi pu compter sur l'appui de la Réserve, équipée de Cougar. Il ne sert désormais à rien de faire valoir l'urgence d'un remplacement rapide avant que le Leopard ne doive être remplacé, c'est-à-dire en 2010-2015. Les escadrons de Coyote seront cantonnés dans des rôles de véhicules blindés et moins d'équipes de combat bénéficieront de l'instruction pertinente, du fait d'un manque de soutien pour les VBC, à l'exception peut-être de la part de la Réserve.

Le Corps blindé perd de l'importance et il est permis de se désoler au spectacle de la transformation de notre Armée de terre, jadis si fière et si efficace, en une force constabulaire uniquement capable de prendre part à des OAG et de venir en aide aux autorités civiles. Tout cela se

fait en douceur, avec notre assentiment, parce que nous n'avons pas pris le temps de réfléchir aux conséquences à long terme de ce qui semblait une bonne idée au départ. Une génération d'officiers va s'habituer à l'idée que l'Armée de terre canadienne ne peut servir qu'à des OAG et que la « reine du champ de bataille » peut tout faire pareille-même. Il deviendra de plus en plus difficile de convaincre qu'il faut que ce soit que nous avons besoin de chars ou de véhicules de tir d'appui direct (VTAD). C'est certes ce que souhaitent des factions à l'extérieur comme à l'intérieur du Gouvernement, mais je crois que le Canada mérite mieux. Nous sommes renommés comme les meilleurs casques bleus du monde et comme des intervenants fiables sur la scène internationale et cette réputation nous vient de notre polyvalence tactique. Si la vision de l'avenir pour l'Armée de terre en est une « d'armée de créneaux », très bien, mais avançons en toute connaissance de cause, après avoir analysé tous les facteurs et discuté des conséquences de nos gestes. Les membres du Corps blindé ont intérêt à commencer à réfléchir à ce qu'ils veulent faire, et avec quel équipement, avant de se retrouver uniquement capables de mener des opérations de soutien, à l'écart de l'infanterie, qui bientôt s'occupera elle-même de ce qui devrait être notre « affaire ».



## QUI A TUÉ L'HISTOIRE MILITAIRE CANADIENNE ?

*Le capitaine John R. Grodzinski  
Direction de la doctrine de l'Armée de terre*

Une récente initiative prise par un secteur de la Force terrestre a donné lieu à la mise sur pied d'un programme d'études professionnelles destiné aux officiers de la Réserve du secteur, comprenant l'étude et la visite d'un champ de bataille « canadien » en France. Dans une lettre décrivant le programme, on

précise qu'on a choisi un site européen, car « il n'y a... qu'un nombre limité de champs de bataille canadiens en Amérique du Nord qui ont été préservés et qui peuvent être étudiés. » Vraiment? Pourquoi rejetons-nous si rapidement l'histoire militaire qui s'est déroulée en sol canadien?

J'airécemment eu le plaisir d'escorter des officiers du F Bataillon du *Royal Canadian Regiment* au cours d'une visite des champs de bataille de la guerre de 1812 dans la région du Niagara, de Toronto et de Kingston (Ontario). Il y avait beaucoup à voir et à apprendre. À partir de l'extrémité nord de la péninsule du Niagara, on peut retracer l'itinéraire suivi par le général Brock entre Fort George et Queenston en octobre 1812. À Queenston, la bataille dans le village est facile à retracer. Les sites probables

d' embarquement et de débarquement américains sont visibles des rives canadiennes. Les positions des compagnies qui défendaient le village et l' emplacement probable où Brock rassembla ses troupes en vue de l' assaut contre la fortification peuvent être situés. L' importance du promontoire est évidente. Lorsqu' on gravit les hauteurs jusqu' à la fortification, on peut retracer un des faits saillants de la bataille. L' observation est difficile en raison de la végétation qui recouvre maintenant une colline qui, à l' époque, était dénudée. Toutefois, l' importance de la position est visible et, en se déplaçant à pied sur le terrain, on se rend vite compte de la difficulté physique – et de l' erreur – de mener un assaut en gravissant le promontoire, action qui coûta la vie à Brock et à son aide de camp, le lieutenant-colonel John Macdonell. L' itinéraire suivi par les Amérindiens est tellement plus sensé. On peut facilement étudier les actions finales de la bataille à partir de ce promontoire. À cet endroit, un majestueux monument érigé à la mémoire de Brock surmonte les deux rives de la rivière et rappelle la bataille. Sur un site, on peut facilement étudier le commandement de mission, la guerre de manœuvre, les principes de guerre et les éléments de la doctrine tactique canadienne.

Mais ce n' est pas tout. Un court trajet en automobile nous amène à un champ de bataille vierge près de Chippawa où, au cours d' une dure bataille en juillet 1814, une force américaine a vaincu les Britanniques et les Canadiens. La plaine a peu changé depuis le jour de la bataille. Le progrès n' a pas autant épargné Lundy' s Lane. Il faut défricher l' histoire à travers les zones bâties, mais la colline où a eu lieu la bataille principale est en grande partie intacte – une courte promenade jusqu' à un cours d' école et on se trouve à l' endroit exact où les Américains rassemblèrent leurs troupes avant de mener leur assaut réussi contre les canons britanniques. Des intersections achalandées délimitent le flanc gauche et le flanc droit. Bon nombre de ceux qui sont morts au combat sont enterrés à cet endroit. Un autre court

trajet en automobile et vous arrivez au Fort Érié, la scène de la bataille la plus coûteuse de la guerre à part de celle de la Nouvelle-Orléans. À l' été de 1814, les Britanniques ont tenté de reprendre possession du fort aux mains des Américains. On peut se promener sur ce terrain aujourd' hui. Il en va de même pour le Fort George. Plus loin à l' intérieur des terres, on a conservé le champ de bataille de Stoney Creek. Cette importante bataille a eu lieu en 1813. Même à Toronto – oui, Toronto – on peut se promener sur la plage où la brigade du brigadier-général Zebulon Pike a débarqué en avril 1813. On peut suivre son avance subséquente en longeant le boulevard Lakeshore, en passant par les terrains de l' Exposition nationale canadienne jusqu' à Fort York, un bel exemple de fort typique de la guerre de 1812. Mais il y a encore plus : la bataille de Châteauguay, celle de Fort St. Joseph, celle de Thames ville et de nombreuses autres.

Laissons la bataille de 1812 et rendons-nous dans la vallée de la rivière Richelieu au riche passé historique. En effet, cette vallée a été témoin de trois siècles de lutte entre Français, Britanniques, Américains et Amérindiens. Une nouvelle doctrine a vu le jour à cet endroit, *une doctrine qui a influé sur la guerre européenne*. Les plaines d' Abrahams sont à courte distance de cet endroit. On peut également se promener sur le terrain où se trouvaient les Américains lorsqu' ils ont attaqué Montréal et Québec au cours de la guerre de Sécession. N' oublions pas la myriade d' ouvrages défensifs construits en Ontario, au Québec et dans les Maritimes au cours de la « guerre froide » entre 1816 et 1872. Ces ouvrages de pierres montrent d' impressionnants systèmes défensifs et donnent une idée de la planification stratégique, opérationnelle et tactique *à une époque de changement technologique révolutionnaire*

Dans l' Ouest du Canada, on peut aisément suivre la marche des Canadiens de Middleton jusqu' à Batoche où, en 1885, Riel a été vaincu. Les pistes de la *Zareba* y sont toujours. Suivons les deux rives et examinons les ouvrages et les plans défensifs qui ont pu être élaborés

– le plan défensif général de l' OTAN n' est pas le premier du genre.

Les officiers canadiens s' intéressent depuis longtemps à ces sites. En 1895, un voyage d' état-major pour officiers canadiens a été organisé dans la région du Niagara. Cette région semblait présenter un intérêt. Jusqu' en 1993, la brigade en Europe facilita la visite des champs de bataille « canadiens ». Ces visites « de prestige » ont incité de nombreuses unités au Canada à « bouter » nos propres champs de bataille et à se rendre à des endroits comme Gettysburg. Mais maintenant que nous devons nous en tenir aux sites de garnison au Canada, pourquoi ne pas exploiter notre propre histoire? Ces batailles offrent de nombreux sujets de discussions : la guerre de manœuvre, l' attrition, les fonctions de combat, les principes de guerre, l' éthique, les opérations interarmes et interarmées (notamment la coopération avec les forces navales), les opérations amphibies, les développements technologiques et les innovations, etc.

Exploitions les richesses de notre histoire et n' ignorons pas notre passé ! Notre histoire a beaucoup à offrir. Il est certain que les guerres napoléoniennes, les deux guerres mondiales et la guerre de Sécession (ou la guerre civile américaine, selon vos préférences) sont riches en enseignements, mais nos champs de bataille le sont également. Ne laissons-nous pas séduire par un voyage en Europe et, notamment, avouons-le, par l' attrait des *Gasthaus* ou des *cafés*. Cela est agréable, mais c' est de plus en plus difficile d' effectuer ces voyages, alors que bon nombre d' unités de la Force régulière et de la Réserve sont à des distances raisonnables de plusieurs sites historiques ici au Canada. La visite de ces sites améliorera nos connaissances professionnelles et nous rendra de meilleurs Canadiens également. Quia dit qu' il n' y avait pas d' histoire militaire au Canada? Nous le disons. Changeons cela.



## ARTICLES, LIVRES ET SITES WEB PRÉSENTANT UN INTÉRÊT

### DANS LES REVUES : ARTICLES D'INTÉRÊT

Voici une liste d'articles pertinents publiés dans d'autres revues d'intérêt général et professionnel.

#### *L'armée d'aujourd'hui*

Numéro 238, mars 1999

« Au service de la sécurité en Europe »

« Macédoine »

« Les actions civilo-militaires »

#### *Canadian Military History*

Volume 8, numéro 1

« The Fighter Bomber in the Normandy Campaign : The Role of 83 Group » par Christopher Evans

« The Fog of War : Large Scale Smoke Screening Operations of First Canadian Army in Northwest Europe, 1944–1945 » par James C. Bond

« 24th Canadian Field Ambulance, Royal Canadian Army Medical Corps » par Harold Russell

#### *The Canadian Forces Journal*

On entreprendra la publication de cette nouvelle revue spécialisée à l'automne ou à l'hiver 1999.

#### *International Peacekeeping*

Volume 5, numéro 3, automne 1998

Nous n'avons reçu aucun nouveau numéro.

#### *Marine Corps Gazette*

Volume 83, numéro 1, janvier 1999

« The Next Phase of Precision Targeting » par le lieutenant-colonel Forrest R. Lindsey

« Force Protection in Littorals » par le capitaine C. Dames

« Next Generation Marine Power » par le lieutenant-général Carol A. Mutter

#### *Military Review*

Volume LXXVII, juillet – août 1998

« Civil Affairs Organizations in Haiti » par le colonel Michael A. Quinn, Réserve de l'Armée des É.-U.

« Military Support to Civilian Authorities : The Eastern Ontario Ice Storm » par Joseph Scanlon

« Sealift : Balancing Strategy and Capability » par le lieutenant-colonel Bradley E. Smith, Armée des É.-U.

#### *Military Technology*

Volume XXII, numéro 12, décembre 1998

« The Changing World of Military Trucks »

« Getting Ready for NATO » (Tour d'horizon de la Hongrie et de la République tchèque)

#### *Military Thought: A Russian Journal of Theory and Strategy*

Volume 7, numéro 6, 1998

« The Present and Future of Peace Making Operations » par V. Danilun et A. Usoltev

« Interaction of Reconnaissance and Strike Assets in Combat Operations » par M. Karatuyev

#### *Orbis: A Journal of World Affairs*

Volume 43, numéro 1, hiver 1999

« An Uninformed Debate on Military Culture » par Don M. Snider

« Does Military Culture Matter? » par Williamson Murray

« Must U.S. Military Culture Reform? » par John Hillen

#### *Parameters*

Volume XXIX, numéro 1, printemps 1999

« Handfuls of Heroes on Desperate Ventures : When do Special Operations Succeed? » par Colin S. Gray

« Peace Implementation and the Concept of Induced Consent in Peace Operations » par David Jablonsky et James S. McCallum

« SFOR in Bosnia in 1997 : A Watershed Year » par John C. Cirufici

« Grunt Diplomacy : In the Beginning There Were Only Soldiers » par Tony Cucolo

**LIVRES D'INTÉRÊT :  
LISTE DE PUBLICATIONS RÉCENTES**

**THÈMES CANADIENS**

ANDREAE, Christopher. *Lines of Country : An Atlas of Railway and Waterway History in Canada*, Erin, Ontario, The Boston Mills Press, 1997.

AVERY, Donald H. *The Science of War : Canadian Scientists and Allied Military Technology During the Second World War*, Toronto, University of Toronto Press, 1998.

BLAND, Douglas. *Issues in Defence Management*, Kingston, School of Policy Studies, Queen's University, 1998.

BOSHER, John Francis. *The Gaullist Attack on Canada, 1967 – 1997*, Montreal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1998.

MALCOLMSON, Robert. *Lords of the Lake : The Naval War on Lake Ontario, 1812 – 1814*, Toronto, Robin Brass Studio, 1998.

MELAKOPIDES, Costas. *Pragmatic Idealism : Canadian Foreign Policy, 1945 – 1995*, Montreal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1998.

YOUNG, Robert Andrew. *The Secession of Quebec and the Future of Canada*, Montreal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1998.

**THÈMES POLITIQUES ET STRATÉGIQUES**

CHASE, James. *Acheson : The Secretary of State Who Created the American World*, New York, Simon & Schuster, 1998.

LANDES, David S. *The Wealth and Poverty of Nations : Why Some Are So Rich and Some So Poor*, New York/London, W.W. Norton & Company, 1998.

NELSON, Richard C. and WISBRODE, KENNETH, éd. *Reversing Relations with Former Adversaries : U.S. Foreign Policy after the Cold War*, Gainesville, Florida, University of Florida Press, 1998.

**DOCTRINE ET THÉORIE**

ADAMS, James H. *The Next World War : Computers are the Weapons and the Front Line is Everywhere*, New York, Simon & Schuster, 1998.

CHAILAND, Gerard. *Dictionnaire de stratégie militaire : des origines à nos jours*, Paris, Perrin, 1998.

KOKOAHIN, Andrei Afans' evich. *Soviet Strategic Thought 1917 – 1991*. Cambridge, MA: The MIT Press, 1998.

**ÉTHIQUE**

MANCUSO, Maureen, éd. *A Question of Ethics : Canadians Speak Out*, Toronto/Oxford/New York, Oxford University Press, 1998.

**PÉRIODES ANCIENNE ET PRÉMODERNE**

HALE, John Rigby. *War and Society in Renaissance Europe, 1450 – 1620*, Montreal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1998.

HORNBLOWER, Simon et Antony SPAWFORTH, éd. *The Oxford Companion to Classical Civilization*, Oxford/New York, Oxford University Press, 1998.

**CONFLITS DU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE**

PITCH, Anthony S. *The Burning of Washington : The British Invasion of 1814*, Annapolis, Maryland, Naval Institute Press, 1998.

WOODWORTH, Steven E. *Six Armies in Tennessee : The Chichamauga and Chattanooga Campaigns*, Lincoln and London, University of Nebraska Press, 1998.

**CONFLITS DU VINGTIÈME SIÈCLE**

DELANEY, John. *Fighting the Desert Fox : Rommel's Campaign in North Africa, April 1941 to August 1942*, London, Arms and Armour Press, 1998.

LYNCH, Grayson L. *Decision for Disaster : Betrayal at the Bay of Pigs*, Washington and London, Brassey's, 1998.

**ARMES ET ÉQUIPEMENT**

BLACKMAN, John. *Heavy Metal : Classic Armoured Fighting Vehicles in Colour*, London, Arms and Armour Press, 1998.

CAMERON, Maxwell, éd. *To Walk Without Fear : The Global Movement to Ban Landmines*, Toronto/Oxford/New York, Oxford University Press, 1998.

JOHNSON, David E. *Fast Tanks and Heavy Bombers : Innovation in the U.S. Army 1917 – 1945*, Ithaca and London, Cornell University Press, 1998.

**MAINTIEN DE LA PAIX**

COULON, Jocelyn. *Soldiers of Diplomacy : The United Nations, Peacekeeping and the New World Order*, Toronto/ Buffalo/London, University of Toronto Press, 1998.

HILLEN, John. *Blue Helmets : The Strategy of UN Military Operations*, Washington/London: Brassey's, 1998.

MALCOLM, Noel. *Kosovo : A Short History*, London, Macmillan, 1998.

RHODE, David. *Le grand massacre : Srebrenica, juillet 1995*, Paris, Plon, 1998.

## BIOGRAPHIES

CAMPAGNON, Hean. *Leclerc : maréchal de France*, Paris, Flammarion, 1994.

GALLO, Max. *De Gaulle*, Paris, Laffont, 1998.

KERSHAW, Ian. *Hitler : 1889 – 1936 : Hubris*, London, Allen Lane, The Penguin Press, 1998.

SUDGEN, John. *Tecumseh : A Life*, New York, Henry Holt and Company, 1997.

## OUVRAGES GÉNÉRAUX

BARBERA, Henry. *The Military Factor in Social Change*, New Brunswick, N.J., Transaction Publishers, 1998.

CURTIS, Mike. *CQB : Close Quarter Battle*, London/New York, Bantam Press, 1997.

MOELLER, Susan D. *Compassion Fatigue : How the Media Sell Disease, Famine, War and Death*, New York and London, Routledge, 1999.

PARRISH, Thomas D. *Berlin in the Balance, 1945 1949 : The Blockade, the Airlift, the First Major Battle of the Cold War*, Reading, Mass, Addison-Wesley, 1998.

WINTERS, Harold Q. *Battling the Elements : Weather and Terrain in the Conduct of War*, Baltimore and London, The Johns Hopkins University Press, 1998.

## SUR INTERNET

La présente rubrique paraît à tous les deux numéros du *Bulletin* et propose une liste de « sites branchés » que nos lecteurs souhaiteront peut-être explorer. Les localisateurs URL sont à jour à la date de publication du *Bulletin*.

## CORPS À RÉACTION RAPIDE DU COMMANDEMENT ALLIÉ EN EUROPE (CRR CAE)

Le site explique le rôle, l'organisation et les opérations du CRR CAE. Il comprend des vues d'ensemble des formations assignées et la biographie des commandants supérieurs.

[www.arcmmedia.com/](http://www.arcmmedia.com/)

## COLLÈGE DE COMMANDEMENT ET D'ÉTAT-MAJOR DE LA FORCE TERRESTRE CANADIENNE

Le site comprend l'horaire des cours, des détails sur les personnes à contacter, des informations sur la région de

Kingston et d'autres renseignements sur le cours d'état-major, le cours de commandement et d'état-major, le cours de commandement et d'état-major de la Milice, le programme d'aide à l'instruction militaire et le cours des commandants d'unités.

[www.army.dnd.ca/clfcsc](http://www.army.dnd.ca/clfcsc)

## MUSÉE DE L'ARMÉE DE LA FRANCE

Un site magnifique donnant des informations détaillées sur l'histoire de l'Armée française et montrant la collection du Musée de l'Armée de la France (*Invalides*). En français et en anglais (Première Guerre Mondiale seulement).

[www.invalides.org/](http://www.invalides.org/)

## ARMÉE FRANÇAISE

Site donnant des informations détaillées sur l'organisation, le rôle et les activités actuelles de l'Armée française. En français, en anglais et en espagnol.

[www.defense.gouv.fr/terre/index.htm](http://www.defense.gouv.fr/terre/index.htm)

## 19 PAYS MEMBRES DE L'OTAN

L'OTAN compte maintenant 19 pays membres. La présente page Web offre une brève description de ces pays et donne des liens vers le gouvernement et les forces militaires de ces pays et vers d'autres pages les concernant.

[www.nato.int/family/countries.htm](http://www.nato.int/family/countries.htm)

## OSPREY PUBLISHING

Site magnifique que vous pouvez consulter pour trouver et commander des volumes de la collection de livres militaires publiée par Osprey. Par exemple *Men at Arms*, *Order of Battle*, *Vanguard*, *Elite Forces*, etc.

[www.osprey-publishing.co.uk/](http://www.osprey-publishing.co.uk/)

Commandement de la doctrine et de l'instruction de l'Armée américaine (TRADOC)

Site où on fait l'examen de tous les aspects du développement de la force, de la doctrine et du recrutement par l'Armée américaine. À noter le lien vers le site « Army After Next ».

[www-tradoc.army.mil/](http://www-tradoc.army.mil/)

